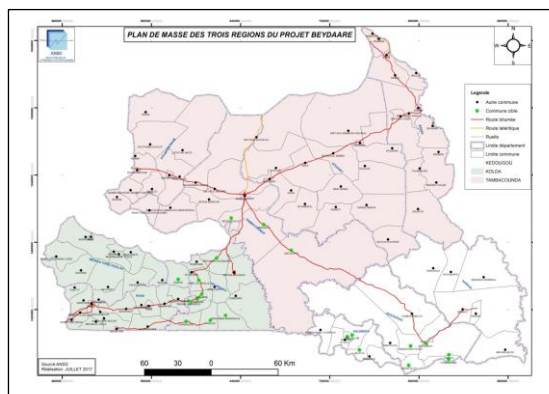
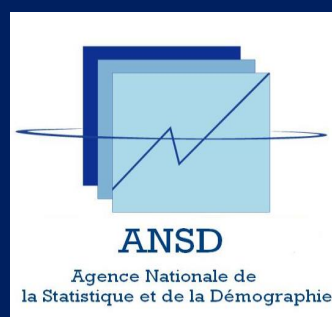


Analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition sous l'angle de l'égalité
hommes-femmes dans le cadre du projet "Beydaare"

RAPPORT PROVISOIRE



Copyright ANSD

Septembre 2017

Table des matières

I.	INTRODUCTION	5
I.1	CONTEXTE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE	5
I.2	OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	6
	Objectifs particuliers	6
I.3	DEFINITIONS, TERMINOLOGIES ET CONCEPTS.....	6
I.4	APPROCHE METHODOLOGIQUE	7
I.4.1	DONNEES SECONDAIRES	7
I.4.2	COLLECTE DES DONNEES PRIMAIRES	8
II.	CONDITION DE VIE DES MENAGES	10
II.1	CARACTERISTIQUES DU CHEF DE MENAGE	10
II.2	HABITAT ET CADRE DE VIE.....	13
	II.2.1 Accès à l'eau et à l'assainissement.....	15
III.	ACCES AUX RESSOURCES.....	18
III.1	ACCES A LA TERRE	18
III.2	ACCES AU CREDIT	20
	III.2.1 Accès au crédit en espèces.....	20
	III.2.2 Accès au crédit en nature	21
IV.	PRODUCTION AGRICOLE	22
IV.1	PRATIQUE DE L'AGRICULTURE	22
IV.1.1	PRATIQUE DE L'AGRICULTURE SELON LE SEXE DU CM.....	22
IV.1.2	Répartition selon la pratique d'agriculture et les strates.....	22
IV.1.3	Répartition du type de main d'œuvre selon le sexe	23
IV.1.4	Appréciation de la campagne agricole de 2016/2015.....	23
IV.1.5	Achat et vente de produits vivriers.....	24
V.	ELEVAGE	25
V.1	PRATIQUE DE L'ELEVAGE	25
V.2	Répartition du Cheptel selon les strates.....	26
V.3	Pourcentages des animaux destinés à la vente, consommés, disparus et morts	27
VI.	ANALYSE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE.....	28
VI.1	DEPENSES ALIMENTAIRES DES MENAGES.....	28
VI.1.1	Répartition selon le type de dépenses et la strate.....	28
VI.1.2	Part des dépenses annuelles alimentaires par strate	29
VI.2.	ETAT DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE	31
VI.2.1	Nombre de repas consommés la veille par les adultes.....	31

VI.2.2	Nombre de repas consommés la veille par les enfants.....	31
VI.2.3	Diversité du régime alimentaire	32
VI.3	Consommation alimentaire des ménages	33
VI.3.1	Consommation alimentaire selon la localité	34
VI.3.2	Consommation alimentaire selon le sexe du CM	35
VI.3.3	Consommation alimentaire selon le niveau d'éducation du CM.....	35
VII.	CHOCES ET STRATEGIES D'ADAPTATION.....	36
VII.1	CHOCES SUBIS PAR LE MENAGE SELON LE SEXE DU CM ET LA STRATE	36
VII.2	Trois principaux chocs, Impact négatif du choc et Capacité à surmonter les chocs	37
VII.3	Type d'assistance gratuite du ménage.....	37
VII.3.1	Répartition selon le type d'assistance gratuite après le choc subi et les intervenants	38
VII.3.2	Recourir à l'une des stratégies suivantes par le ménage à cause de difficultés alimentaires.....	39
VII.5	Stratégies d'adaptation.....	40
VII.5.1	Répartition des CSI moyens selon les strates	40
VII.5.2	Répartition des CSI moyens selon le sexe du CM	40
VII.5.3	Répartition des CSI moyens selon le niveau d'instruction du CM	41
I.	NUTRITION & SANTE	42
VIII.1	SITUATION SOCIO SANITAIRE DES MERES	42
VIII.1.1	Niveau d'instruction des mères	42
VIII.1.2	Maladies rencontrées	42
VIII.1.3	Pratiques d'hygiène des mères	43
VIII.1.4	Etat nutritionnel des mères au moment de l'enquête	43
VIII.2	SANTE & PRATIQUES D'ALIMENTATION DES ENFANTS	44
VIII.2.1	Maladies des enfants de 6-59 mois.....	44
VIII.2.2	Début de l'allaitement maternel 6-24 mois.....	45
VIII.2.3	Premier aliment/ liquide que l'enfant a pris à la naissance 6-24.....	45
VIII.2.4	Aliment liquide consommé durant les 6 premiers mois (6-24 mois).....	46
VIII.2.5	Diversité alimentaire des enfants de 6 à 59 mois.....	47
IX.	PREVALENCE DES DIFFERENTES FORMES DE MALNUTRITION	48
IX.1	Malnutrition aigüe (rapport poids/taille).....	48
IX.2	Malnutrition chronique (rapport taille/âge).....	48
IX.3	Insuffisance pondérale (rapport poids/âge).....	49
IX.4	Mesure du périmètre brachial (PB) chez les enfants de 6-59 mois.....	50
X.	AUTONOMISATION DE FEMMES, LEADERSHIP & POUVOIR	50

X.1 AUTONOMISATION DE FEMMES	50
X.2 LEADERSHIP & POUVOIR.....	53
X.2.1 UTILISATION DU TEMPS.....	55
X.2.2 LEADERSHIP & INFLUENCE DU GROUPE : APPARTENANCE OU ADHESION A UN GROUPE OU ASSOCIATION	58
XI. RECOMMANDATIONS	58
XII. CONCLUSION	60
ANNEXES.....	62

I. INTRODUCTION

I.1 CONTEXTE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Au Sénégal, l'égalité entre hommes et femmes, adossée à la reconnaissance de leurs rôles et responsabilités dans le développement du pays, est un objectif important de la politique de coopération au développement de l'Union Européenne. Les femmes sénégalaises, qui produisent plus de 80% des cultures vivrières en milieu rural, sont ainsi au centre des problématiques économiques du pays. Dans le secteur agricole, les femmes représentent plus de la sphère post production (transformation, mise en marché des produits agricoles). Pourtant, elles sont souvent marginalisées dans les politiques et stratégies de développement agricole et rural. La pauvreté monétaire, plus élevée en milieu rural (56 %) qu'en milieu urbain (38%), touche par ailleurs davantage les femmes que les hommes. En milieu rural, bien que les femmes participent au même titre que les hommes à la production et à l'alimentation des ménages, leurs droits d'accès aux facteurs de production (droits fonciers notamment) restent limités.

Le Sénégal a pourtant enregistré des progrès importants en matière de reconnaissance de l'égalité des sexes. Le pays a ratifié tous les instruments juridiques internationaux relatifs aux femmes et un cadre juridique pour la sauvegarde des droits fondamentaux de la femme a été mis en place. En 2005, la Stratégie Nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre (S.N.E.E.G) a été formulée sur la base des conclusions de l'évaluation du 2ème Plan d'action de la Femme (2003), des orientations stratégiques du DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté) et des objectifs du millénaire pour le développement. La nouvelle SNEEG (2016-2026) a été élaborée dans le sillage des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de la loi sur la parité homme-femme dans les institutions électives et semi-électives de gouvernance locale. Cependant, des efforts importants doivent encore être fournis pour traduire les résolutions signées en actions afin d'améliorer la situation des femmes au Sénégal, et prendre en charge les inégalités qui ralentissent la lutte contre la pauvreté et retardent le développement socio-économique du pays.

La prise en charge des questions de genre est donc un réel enjeu de développement au Sénégal et particulièrement dans la partie orientale et Sud, où le projet Tiers-sud est mis en œuvre.

Dans le cadre de sa politique de coopération, l'Union Européenne s'est dotée d'un Plan d'Action Genre 2016-2020 qui sera décliné pour le Sénégal et servira de cadre stratégique pour coordonner l'action de l'Union Européenne. C'est dans ce contexte qu'intervient le projet "d'amélioration de la compétitivité des filières agricoles et de la sécurité alimentaire dans le Tiers-Sud du Sénégal" (projet Beydaare) en appui aux filières riz, maïs, banane, lait et aux autres céréales qui concentrera ses activités dans 20 communes prioritaires des régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda choisies d'une part pour leur potentiel de développement et d'autre part par la forte prévalence de la malnutrition et vulnérabilité. Ce présent rapport décrit la situation de référence de la zone du projet et servira à la mise en place d'un système de suivi/évaluation des indicateurs de performance pour les 5 prochaines années.

I.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif général de cette étude est de contribuer à la conception et la mise en œuvre du projet « d'amélioration de la compétitivité des filières agricoles et de la sécurité alimentaire dans le Tiers-Sud du Sénégal" (projet BEYDAARE) au travers d'une analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition sous l'angle de l'égalité hommes-femmes ».

Objectifs particuliers

Les objectifs particuliers sont les suivants :

- ✓ faire un état des lieux en établissant une situation de référence sur i) le niveau de représentation et responsabilisation des femmes par rapport aux hommes dans les exploitations agricoles au niveau des 3 régions ciblées par le projet (Tambacounda, Kédougou et Kolda); en particulier dans les quatre départements de Tambacounda, Kédougou, Salémata et Vélingara ;
- ✓ identifier les obstacles et contraintes à l'égalité entre les sexes (administratifs, institutionnels, organisationnels, légaux, culturels, sociaux, économiques et traditionnels) dans la zone d'emprise du projet, tels que les facteurs qui entravent l'accès des femmes aux infrastructures/ressources, leur participation dans les activités productives, et les facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition ;
- ✓ formuler des recommandations pour améliorer le ciblage des personnes les plus vulnérables et promouvoir la résilience dans le cadre du projet Tiers sud, en lien avec les objectifs spécifiques de ce dernier, notamment au niveau des filières à forte valeur nutritionnelle et en synergie avec le système de ciblage développé par la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale ;
- ✓ déterminer dans quelle mesure les considérations relatives à la promotion des droits économiques et sociaux des femmes sont prises en compte dans les documents de projet, et le cas échéant formuler des propositions concrètes pour améliorer la contribution du projet à la promotion et au respect des droits des femmes et des filles et à l'égalité hommes-femmes.

I.3 DEFINITIONS, TERMINOLOGIES ET CONCEPTS

- Sécurité alimentaire

Lors du sommet mondial de l'alimentation de 1996, la sécurité alimentaire a été définie de la façon suivante « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».

Comme indiqué ci-dessus, la définition retenue de la sécurité alimentaire renvoie à quatre aspects fondamentaux qui sont :

La disponibilité ou l'approvisionnement alimentaire suffisant, c'est-à-dire la quantité de nourriture disponible (production, importations, réserve et aide alimentaire) ;

L'accès aux aliments par les ménages (autoproduction, achat, emprunt, crédit, aide) ;

L'utilisation appropriée de la nourriture (tant l'utilisation de la nourriture au sein du ménage que la satisfaction des besoins en éléments protéine-énergétiques et micronutriments des individus) ;

La stabilité dans le temps de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation de la nourriture.

L'analyse de la sécurité alimentaire des ménages s'appuie sur l'étude du Score de Consommation Alimentaire (SCA). Il s'agit d'un indicateur composite mesurant à la fois la diversité alimentaire et la fréquence de consommation à l'échelle du ménage ainsi que l'importance nutritionnelle des différents groupes d'aliments. Plus la fréquence de consommation des aliments est élevée et/ou le régime alimentaire varié, plus le SCA est élevé.

- Vulnérabilité

La vulnérabilité quant à elle se caractérise par l'exposition à un risque (ou ensemble de risques) atténuée par la capacité d'y faire face ou de s'y adapter. La capacité d'adaptation d'un ménage dépend de ses capitaux (naturel, physique, financier, humain, social et politique), de sa consommation alimentaire et de son accès au marché.

- Nutrition

L'état nutritionnel des enfants 6-59 mois a été calculé et analysé en utilisant les standards de l'OMS 2006. La prévalence de la malnutrition modérée équivaut au pourcentage d'enfants dont l'indicateur se situe entre -2 Z-Score et -3 Z-Score et la prévalence de la malnutrition sévère équivaut au pourcentage d'enfants dont l'indicateur est inférieur à -3 Z-Score. La malnutrition globale comprend la malnutrition modérée et sévère. Le périmètre brachial a été utilisé aussi chez les enfants et les femmes (15 à 49 ans) afin de capter leur statut nutritionnel.

I.4 APPROCHE METHODOLOGIQUE

I.4.1 DONNEES SECONDAIRES

La synthèse des interviews et focus group ayant permis, entre autres de rassembler des données sur la sensibilité des bénéficiaires, des partenaires et acteurs à l'égalité Femme-Homme du projet BEYDAARE est résumée dans cette partie.

L'enquête qualitative est organisée autour des différents acteurs et bénéficiaires impliqués dans le PROJET TIERS SUD BAYDAARE pour mieux s'imprégner du système organisationnel mis en place, des intervenants, des activités menées, des résultats attendus et de leurs impacts sur les conditions de vie et les capacités des bénéficiaires, mais aussi pour identifier les contraintes sociales, économiques et institutionnelles qu'ils rencontrent et les perspectives qui s'offrent à eux.

L'enquête qualitative est menée à travers des entretiens avec les acteurs au niveau national et au niveau régional dans les sites d'intervention du PROJET TIERS SUD BAYDAARE que sont les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou.

C'est dans cette optique que le questionnaire de l'enquête qualitative, ci-dessous, est élaboré pour évaluer la situation de la prise en compte de l'égalité Femme-Homme dans le projet BEYDAARE y compris la sensibilité genre de ses intervenants. Les résultats de cette enquête qualitative viendront ainsi compléter les éléments d'analyse genre des données de l'enquête quantitative, réalisée dans l'ensemble des communes cibles du projet BEYDAARE.

Les résultats de l'étude permettront de mieux comprendre les différences entre les deux sexes relatives aux conditions de vie, aux besoins, à la participation, à l'accès aux ressources et à leur possession, à l'accès et à la participation au développement ainsi qu'à la prise de décision et aux différents rôles attribués aux femmes et aux hommes et les causes profondes de l'inégalité structurelle.

I.4.2 COLLECTE DES DONNEES PRIMAIRES

I.4.2.1 ECHANTILLONNAGE

L'échantillon de l'enquête est constitué pour permettre l'estimation de divers indicateurs au niveau des groupes de communes ciblées dans chaque département. Une procédure d'échantillonnage stratifié à deux degré sera utilisée. Au premier degré, les DR (64) sont tirés proportionnellement à leur taille à l'intérieur de chaque département selon les groupes de communes concernées. Au second degré, un tirage aléatoire simple sera appliqué pour sélectionner un sous-échantillon de 15 ménages dans chaque DR tiré. Une distribution proportionnelle à la taille des communes de l'échantillon a été faite dans chaque département présenté dans le tableau ci-dessous. La méthode ainsi adoptée permet d'avoir des indicateurs représentatifs au niveau des groupes de communes dans chaque département.

Tableau N°1 : Répartition des DR par région, département et par commune.

Zones Ciblées et enquêtées				
N	Régions	Départements	Communes	Strates
1	Kolda	Vélingara	Kandia	Strate 1
2			Saré Coly Salé	
3			Kandiaye	
4			Koukane	
5			Diaobé	
6			Wassadou (Oussadou)	
7			Pakour	
8			Paroumba	
9			Sinthiang Koundara	
10	Tambacounda	Tambacounda	Nétéboulou	Strate 2
11			Missirah	
12			Dialacoto	
13	Kédougou	Selemata	Dar Salam	Strate 3
14			Salemata	
15			Thiankoye (KEVOYE)	
16		Kédougou	Dindefelo	Strate 4
17			Bandafassi	
18			Kédougou	
19			Fongolembi	
20			Dimboli	

La collecte s'est déroulée pendant une durée d'un mois et a permis d'avoir les résultats figurant dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°2 : Couverture de l'échantillon ménage

	Milieu de résidence		Ensemble
	Urbain	Rural	
Ménages tirés	300	660	960
Ménages interviewés	271	618	889
Taux de réponse	90,33%	93,64%	92,60%

Tableau N°2_Bis : Couverture de l'échantillon nutrition

		Tambacounda	Vélingara	Kédougou	Salémata	Ensemble
Nombre de femmes		436	422	404	284	1546
Nombre d'enfants	Garçons	115	128	104	66	413
	Filles	122	112	110	81	425
	Total	237	240	214	147	838

Tableau N°2_Ter : Couverture de l'échantillon Individu

Répondants	Nombre	%
Hommes	1576	48,5
Femmes	1676	51,5
Total	3252	100%

I.4.2.2 Questionnaires

La méthode de collecte de données privilégiée était l'interview directe, effectuée par un enquêteur ou un chef d'équipe. Cette méthode est onéreuse mais elle a l'avantage d'avoir des taux de non réponse faibles, comparativement aux autres méthodes telles que l'auto-dénombrement ou les entretiens téléphoniques. Pour ce faire, trois questionnaires ont été élaborés. Il s'agit entre autres des questionnaires suivants :

- Le questionnaire « Chef de ménage » : il a été administré par le chef de ménage et comporte les sections suivantes :
 - section I : Caractéristique du chef de ménage et Migration ;
 - section II : Logement, Energie, Equipement;
 - section III : Eau, Hygiène, Assainissement et Sante;
 - section V : Agriculture et Elevage;
 - section VI : Source de revenus ;
 - section V : Chocs et stratégies d'adaptation.
- Le questionnaire « Individu » : il a été administré par les individus âgés de 18 ans et plus et comporte les sections suivantes :
 - section A : Leadership et influence individuelle dans la communauté ;

- section B : Processus de prise de décision ;
- section C : Calendrier des activités au cours des dernières 24h ;
- section D : Agriculture et Elevage ;
- section E : Crédits, financements de l'activité agricole et revenu.

➤ Le questionnaire « Nutrition » : il a été administré par les femmes âgées de 15 à 49 ans et comporte les sections suivantes :

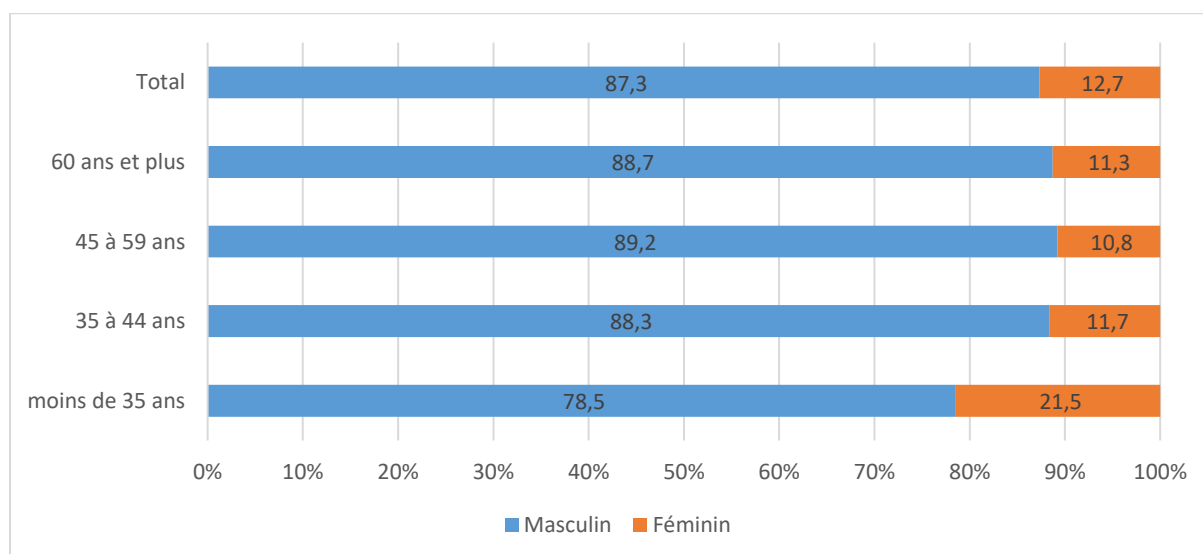
- section I : Femme allaitante en âge de procréer (15-49 ans) ;
- section II : Nutrition- Santé des enfants de moins de 5 ans (0 à 59 mois) ;
- section III : Diversification alimentaire pour les enfants de (0 à 59 mois) ;
- section IV : Anthropométrie des enfants de moins de 5 ans (0 à 59 mois).

II. CONDITION DE VIE DES MENAGES

II.1 CARACTERISTIQUES DU CHEF DE MENAGE

La répartition des chefs de ménage selon le sexe révèle que dans les communes ciblées par cette étude, sur dix ménages, près de neuf sont dirigés par les hommes (87,3%). En ce qui concerne l'âge du chef de ménage, pour tous les groupes d'âge définis ci-dessous, le nombre de ménages dirigés par les hommes est supérieur à ceux dirigés par les femmes. Pour les chefs de ménage âgés de moins de 35 ans, la proportion des ménages dirigés par les femmes est de 21,5% contre 78,5% pour les hommes. Il s'agit de la proportion de ménages dirigés par des femmes la plus élevée par rapport aux autres tranches d'âge définies dans cette étude. C'est au niveau de la tranche d'âge 45 à 59 ans où les ménages dirigés par les femmes sont moins représentés avec une proportion de 10,8%.

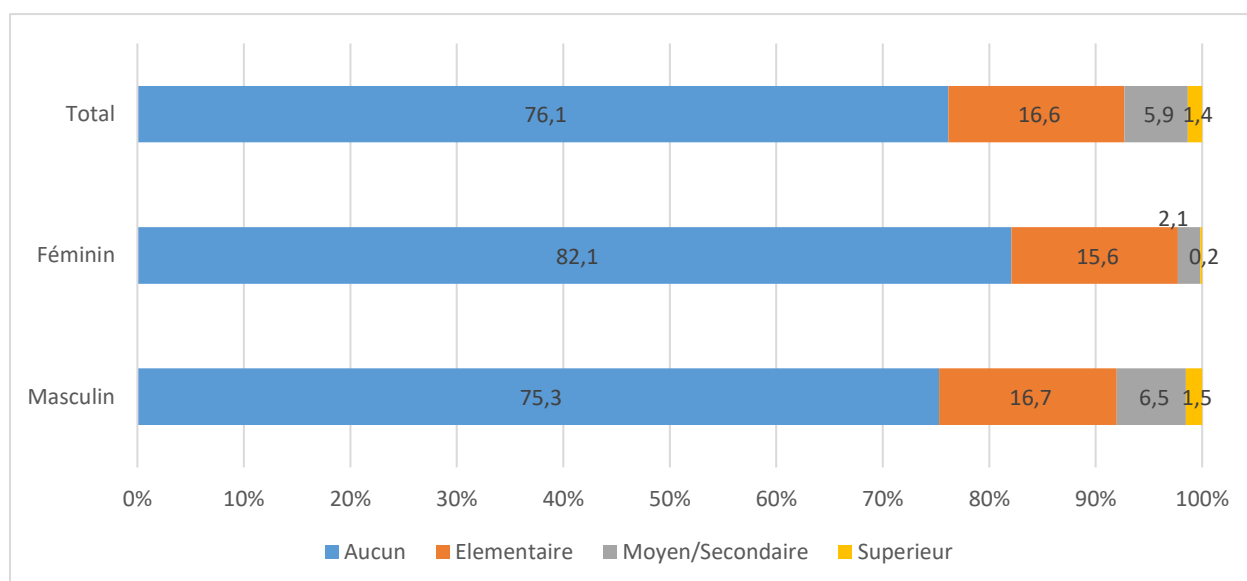
Graphique N°1: Répartition (%) des ménages selon le groupe d'âge et le sexe du CM



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

En ce qui concerne le niveau d'instruction des chefs de ménages, la plus part des chefs de ménages dans les communes ciblées par cette étude n'ont aucun niveau d'instruction. Sur quatre chefs de ménages, près de trois n'ont aucun niveau d'instruction (76,1%). La proportion des chefs de ménages ayant le niveau élémentaire est de 16,6% contre 5,9% pour ceux ayant le niveau moyen ou secondaire et 1,4% pour ceux qui ont le niveau supérieur. S'agissant de la répartition du niveau d'instruction selon le sexe du chef de ménage, c'est chez les femmes chefs de ménage où le niveau d'instruction est le plus faible. Sur cinq chefs de ménages femmes, près de quatre n'ont aucun niveau (82,1%) contre 75,3% chez les hommes. Les chefs de ménage femmes ayant le niveau élémentaire est de 15,6% contre 16,7% chez les chefs de ménage homme.

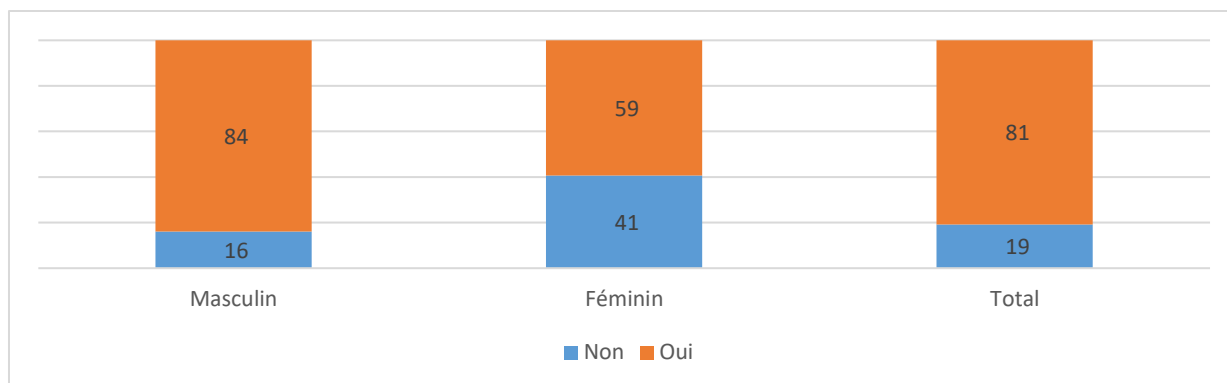
Graphique N°2: Répartition (%) des ménages selon le niveau d'instruction du CM et le sexe



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Concernant l'intervention des ménages dans la production agricole, le taux est plus élevé chez les ménages dirigés par les hommes que chez ceux dirigés par les femmes. Pour les ménages dont le chef est un homme, 84% interviennent dans la production agricole, contre 59% chez les ménages dirigés par les femmes. Autrement dit, sur cinq ménages dirigés par des hommes, près de quatre interviennent dans la production agricole. Par contre, chez les ménages dirigés par des femmes, sur cinq, près de deux n'interviennent pas dans la production agricole. Globalement, le taux d'intervention des ménages dans la production agricole au niveau de ces communes est de 81%.

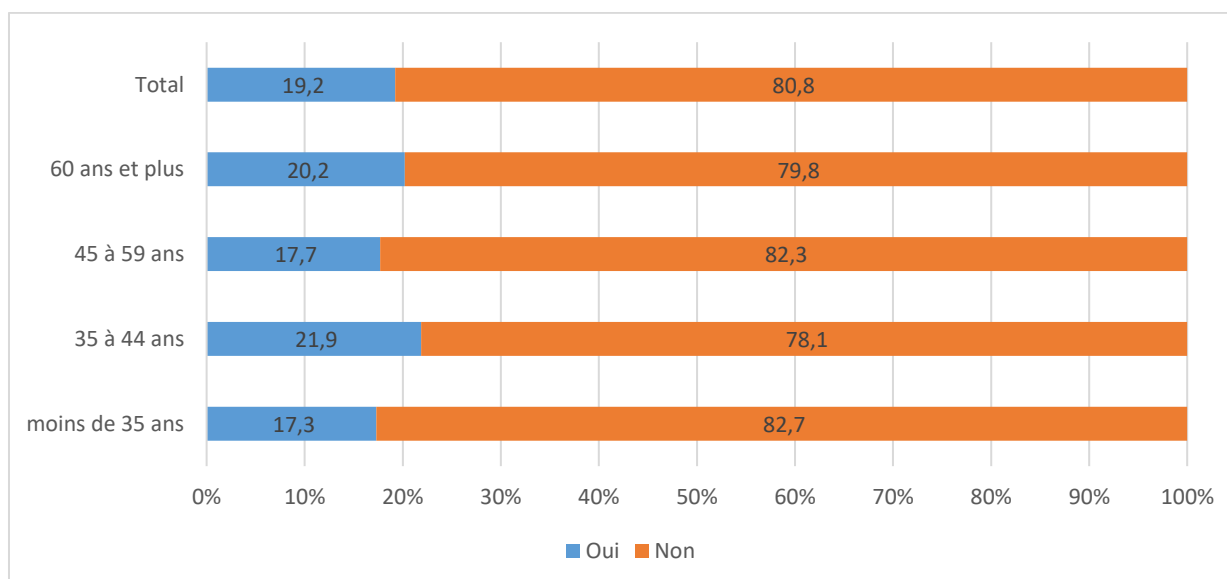
Graphique N°3: Répartition (%) des ménages selon l'intervention dans la production agricole et le sexe du chef de ménage.



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

S'agissant de la répartition des ménages selon leur intervention dans la production agricole et le groupe d'âge, le taux d'intervention le plus élevé est noté chez les ménages dont le chef est âgé de 35 à 44 ans (21,9%). Chez les ménages dont le chef est âgé de moins de 35 ans, le taux d'intervention dans la production agricole est de 17,3% contre 79,8% pour les ménages dirigés par des personnes âgées de 60 ans ou plus.

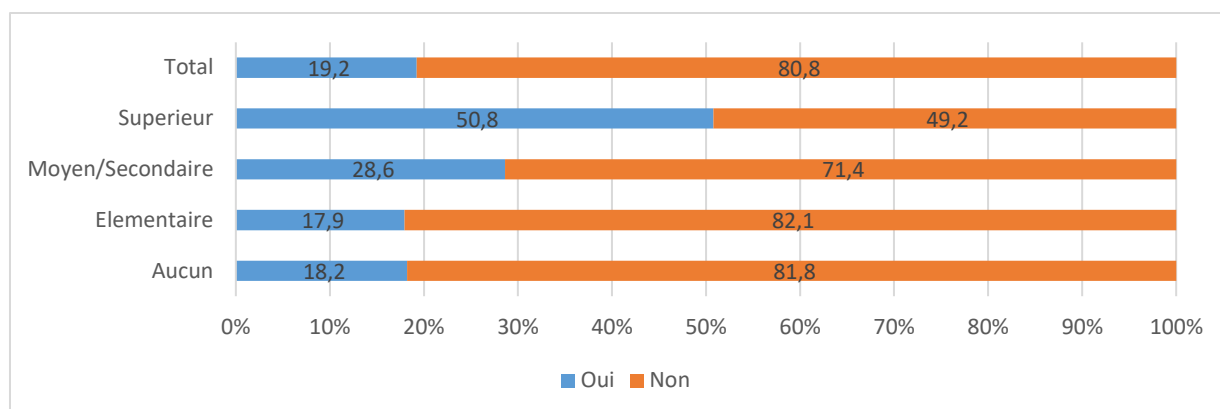
Graphique N°4: Répartition (%) des ménages selon l'intervention dans la production agricole et le groupe d'âge du chef de ménage.



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Par rapport à la répartition des ménages selon le niveau d'instruction du chef de ménage et son intervention dans la production agricole, les résultats de cette enquête montrent que le taux d'intervention dans la production agricole augmente avec le niveau d'instruction du chef de ménage (sauf pour les ménages dont le chef n'est pas instruit). Près d'un ménage sur deux intervient dans la production agricole pour les ménages dont le chef a le niveau supérieur (50,8%). Pour les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction, le taux d'intervention dans la production agricole est de 18,2%.

Graphique N°5: Répartition (%) des ménages selon l'intervention dans la production agricole et le niveau d'instruction du chef de ménage.

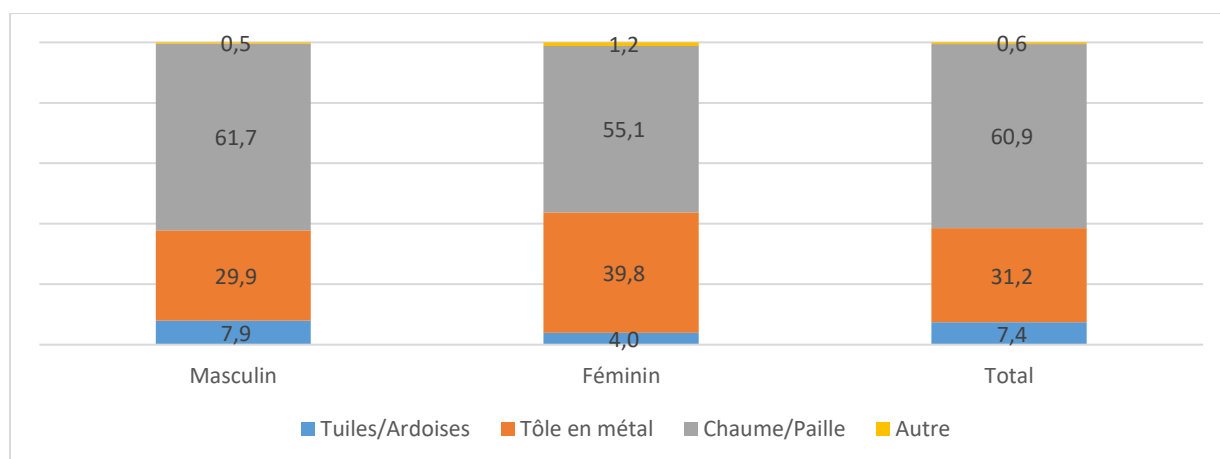


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

II.2 HABITAT ET CADRE DE VIE

Dans les communes ciblées par cette étude, nous constatons que l'habitat est caractérisé principalement par des constructions en chaume ou paille pour la nature du toit du principal bâtiment du logement du ménage. Près de trois ménages sur cinq ont comme principal matériau pour le toit de leur logement le chaume ou la paille (60,9%) contre 31,2% pour les toits en tôle en métal et 7,4% pour les tuiles ou ardoises. Par ailleurs, s'agissant de la répartition des ménages selon la nature du toit et le sexe du chef de ménage, la tôle en métal comme principal matériau du toit est plus représentée chez les ménages dirigés par les femmes (39,8%). Chez les ménages dirigés par des hommes, cette proportion est de 29,9%.

Graphique N°6: Répartition (%) des ménages selon la nature du toit du principal bâtiment du ménage et le sexe du chef de ménage

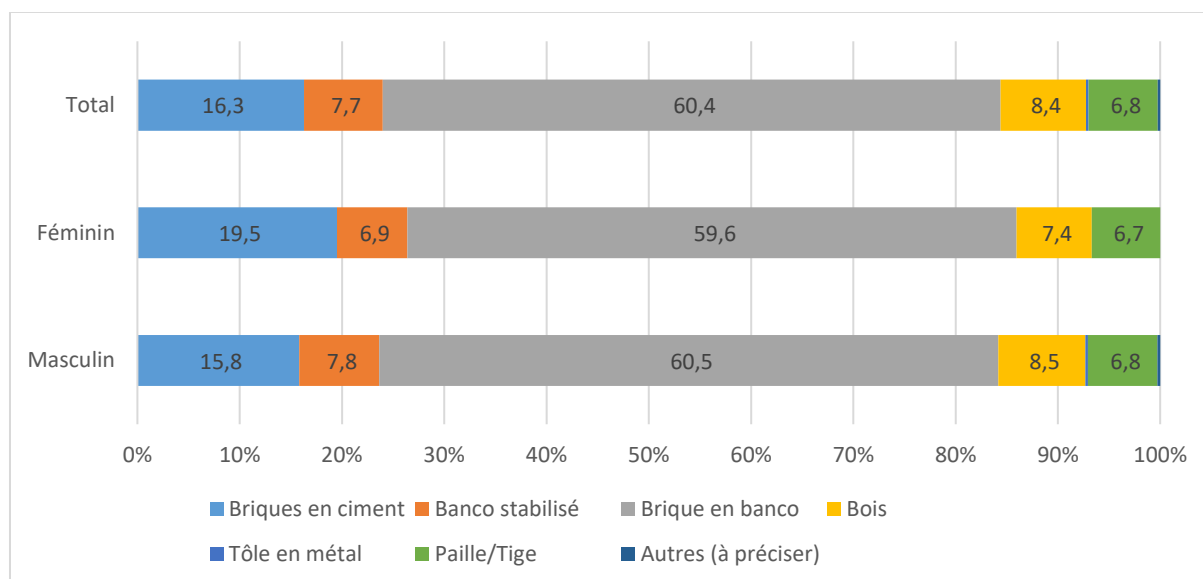


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Par rapport à la nature des murs du principal bâtiment du logement, 60,4% des constructions sont faites en brique en banco contre 16,3% en briques en ciment et 8,4% en bois. Cette répartition est sensiblement la même selon le sexe du chef de ménage. Pour les ménages dirigés par des hommes, les briques en banco comme principal matériau du mur du logement représentent 60,5% contre 59,6% chez les ménages dirigés par des femmes. Pour les constructions en briques en ciment, elles

représentent 19,5% chez les ménages dirigés par les femmes et 15,8% chez ceux dirigés par les hommes.

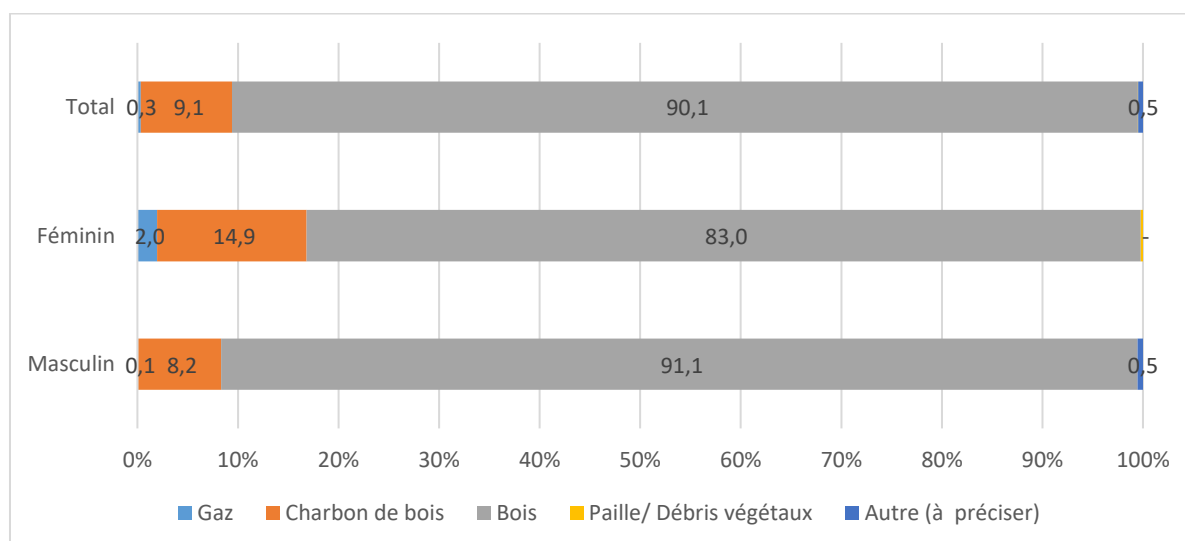
Graphique N°7: Répartition (%) des ménages selon la nature du mur du principal bâtiment du ménage et le sexe du chef de ménage



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Pour la principale source d'énergie utilisée pour faire la cuisson, le bois représente 90,1% et le charbon de bois 9,1%. Le gaz n'est pas très utilisé dans ces localités comme principale source d'énergie pour faire la cuisson. Chez les ménages dirigés par des hommes, seulement 0,1% utilise le gaz comme source d'énergie principale pour faire la cuisson contre 2% chez ceux dirigés par des femmes. Le gaz est plus utilisé chez les ménages dirigés par des femmes que chez ceux dirigés par des hommes. Le charbon de bois est utilisé comme principale source d'énergie par 14,9% chez les femmes contre 8,2% chez les hommes.

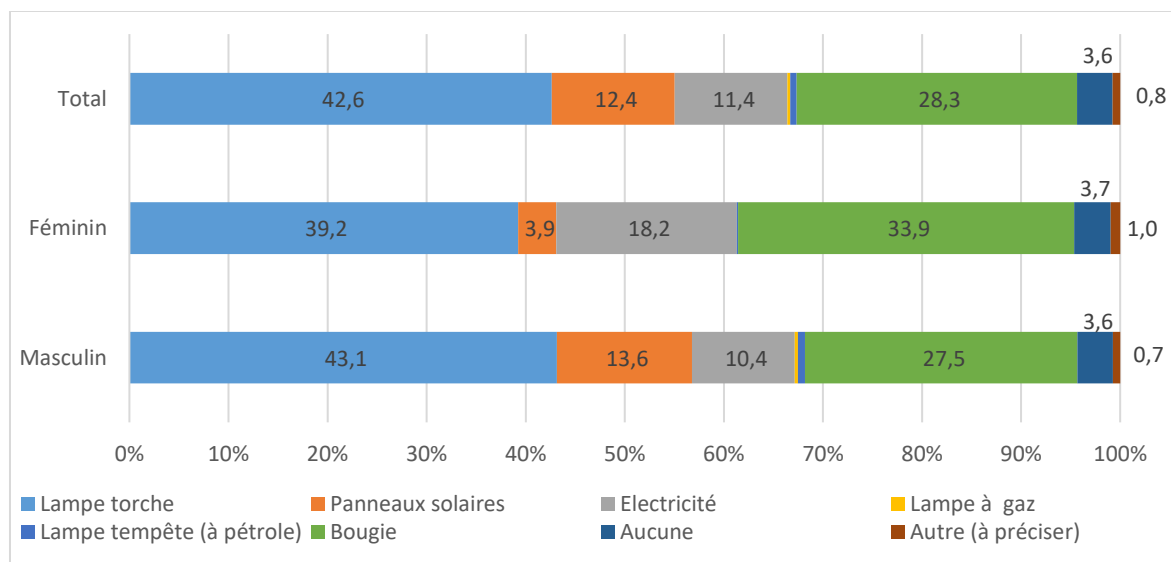
Graphique N°8: Répartition (%) des ménages selon la principale source d'énergie utilisée pour la cuisson et le sexe du chef de ménage



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

En ce qui concerne la source d'énergie principale utilisée pour l'éclairage, la lampe torche occupe la proportion la plus élevée (42,6%) contre 28,3% pour la bougie. L'électricité est utilisée par 11,4% des ménages. Par ailleurs, chez les ménages dirigés par les femmes, la proportion des ménages ayant l'électricité comme source d'énergie principale pour l'éclairage est de 18,2% contre 10,4% chez les hommes. La bougie est utilisée par 33,9% des ménages dirigés par des femmes contre 27,5% par ceux dirigés par des hommes.

Graphique N°9: Répartition (%) des ménages selon la principale source d'énergie utilisée pour l'éclairage et le sexe du chef de ménage

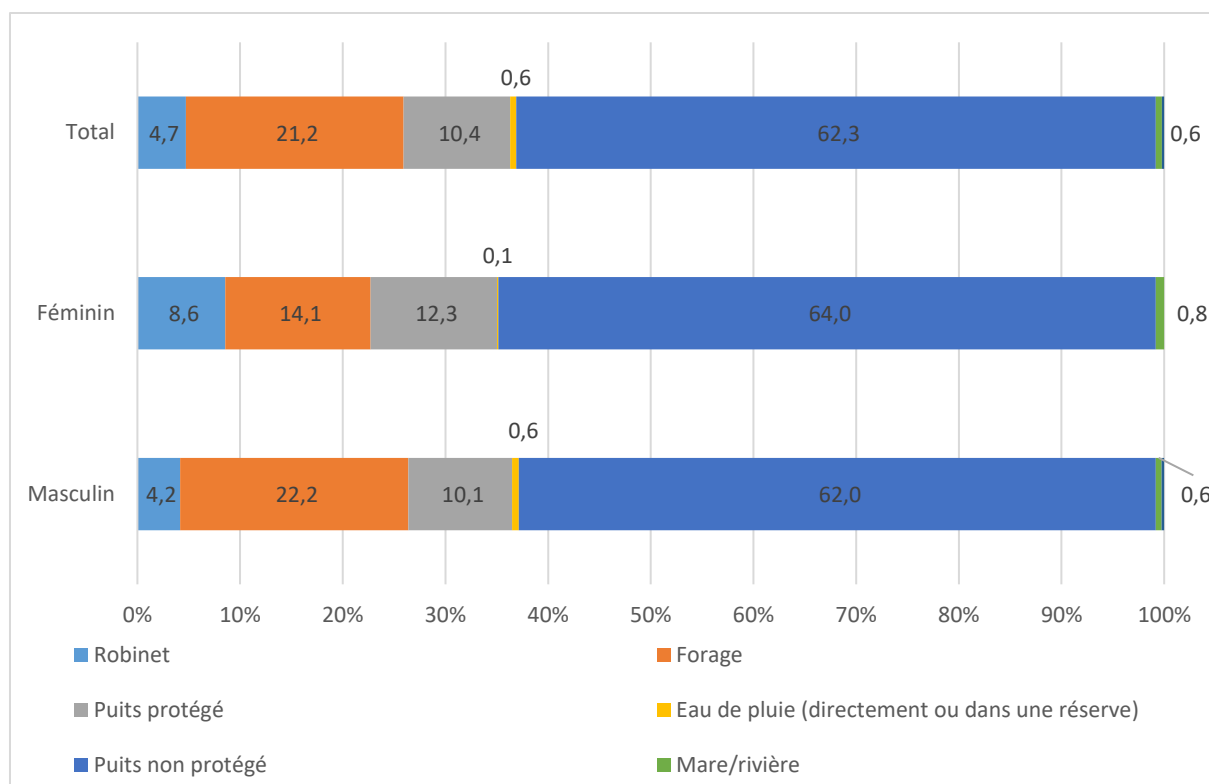


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

II.2.1 Accès à l'eau et à l'assainissement

Les puits non protégés constituent la principale source de l'eau que boivent les membres des ménages dans ces communes. Sur cinq ménages, près de trois utilisent les puits non protégés comme principale source d'eau de boisson (62,3%). Le forage est la deuxième source d'eau pour les ménages avec une proportion de 21,2% et les puits protégés occupent 10,4% de la proportion des ménages l'ayant comme source d'eau principale pour la boisson. Les ménages utilisant l'eau de robinet représentent 4,7% des ménages de ces localités. Cette répartition des ménages selon la principale source d'eau de boisson présente des disparités selon le sexe du chef de ménage. Chez les ménages dirigés par des femmes, la proportion de ceux utilisant l'eau de robinet comme principale source d'approvisionnement en eau de boisson représente 8,6% contre 4,2% chez les hommes. S'agissant du forage comme source principale de l'eau de boisson, 22,2% des ménages dirigés par les hommes l'utilisent contre 14,1% chez les femmes.

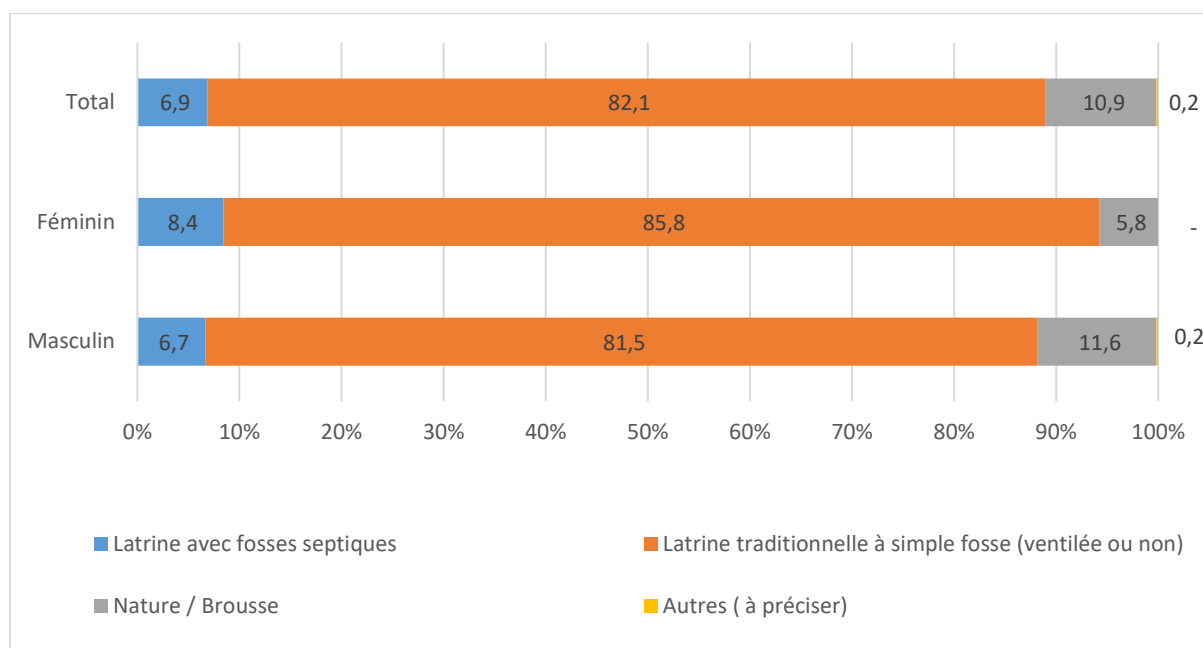
Graphique N°9: Répartition (%) des ménages selon la principale source d'eau de boisson et le sexe du chef de ménage



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Les latrines traditionnelles à simple fosse ventilée ou non constituent le type de toilette le plus utilisé par les ménages de ces localités. Sur cinq ménages, près de quatre utilisent les latrines traditionnelles comme principale type de toilette. En effet, les latrines avec fosses septiques sont utilisées par 6,9% des ménages et les ménages ne disposant pas de toilette et qui utilisent la brousse ou la nature représente 10,9% de la population des ménages de cette localité. Par ailleurs, par rapport aux ménages dirigés par les femmes, la proportion de ceux disposant de latrines avec fosse septique est de 8,4% contre 5,8% pour ceux ne disposant pas de toilette et qui utilisent la nature ou la brousse. Le reste de ces ménages utilise les latrines traditionnelles à simple fosse (85,8%). S'agissant des ménages dirigés par des hommes, 6,7% disposent de latrine avec fosses septiques comme type principal de toilette contre 85,8% qui ont des latrines traditionnelles à simple fosse et 6,7% qui ne disposent pas de toilette et qui utilisent la nature ou la brousse.

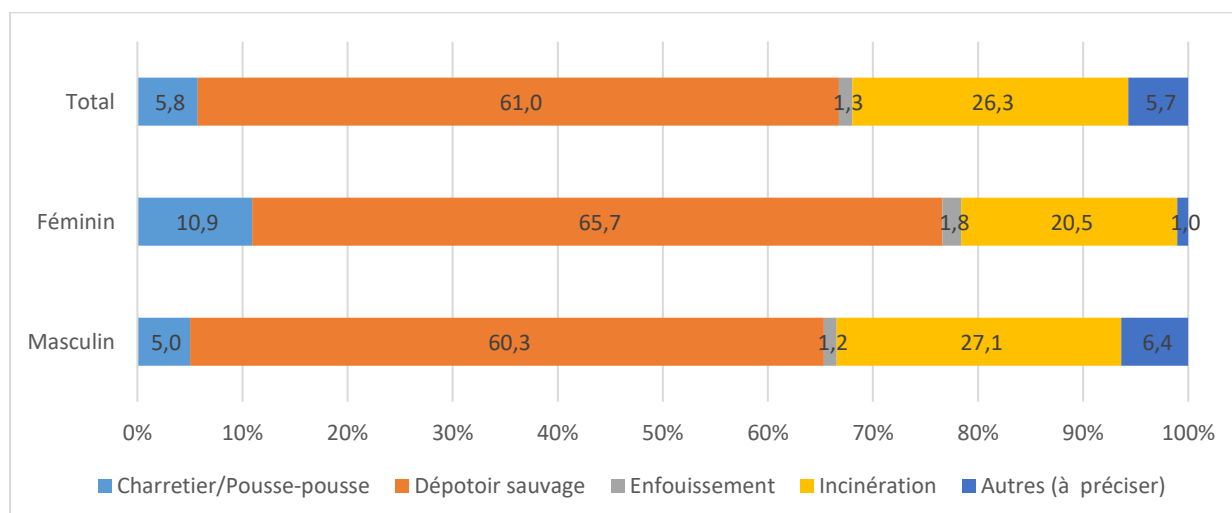
Graphique N°10: Répartition (%) des ménages selon le principal type de toilettes et le sexe du chef de ménage



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

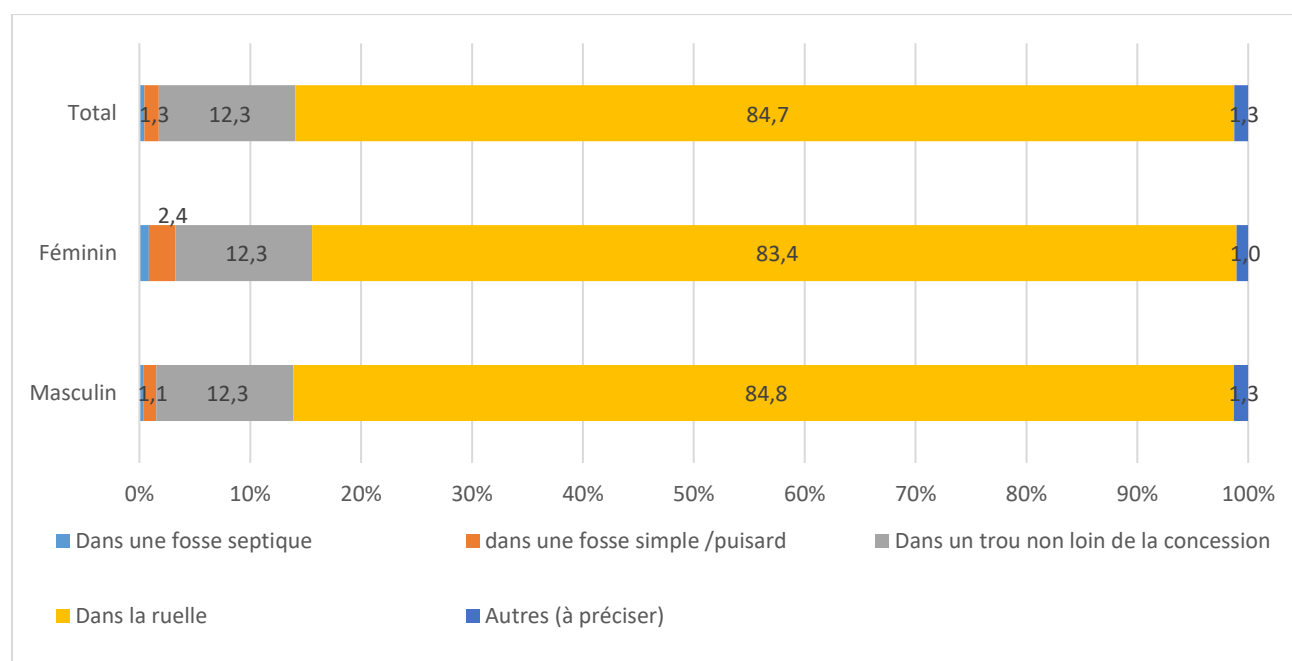
Concernant l'évacuation des ordures, le principal moyen d'évacuation des ordures des ménages est le dépotoir sauvage dans ces localités. Sur cinq ménages, les trois utilisent le dépotoir sauvage pour évacuer leurs ordures ménagères (61%). La proportion de ménages utilisant les charrettes pour évacuer leurs ordures représente 5,8% des ménages. En effet, 26,3% des ménages incinèrent leurs ordures. En ce qui concerne les ménages dirigés par les femmes, 65,7% utilisent les dépotoirs sauvages contre 20,5% pour ceux qui incinèrent et 10,9% pour ceux qui utilisent les charrettes. Chez les ménages dirigés par des hommes, 60,3% utilisent les dépotoirs sauvages contre 5% pour ceux qui utilisent les charrettes et 27,1% pour ceux utilisant la technique d'incinération.

Graphique N°11: Répartition (%) des ménages selon le principal moyen d'évacuation des ordures et le sexe du chef de ménage



Verser les eaux usées dans la rue constitue le principal moyen d'évacuation des eaux usées pour les ménages de ces localités. Sur dix ménages, plus de huit versent leurs eaux usées dans la rue (84,5%). La proportion de ménages utilisant des trous non loin de la concession représente 12,3% contre 1,3% pour ceux utilisant une fosse simple ou un puisard et 0,4% pour ceux qui évacuent leurs eaux usées à l'aide de fosse septique. Cette répartition selon le principal moyen d'évacuation des eaux usées est sensiblement la même chez les ménages dirigés par les femmes comme chez ceux dirigés par des hommes.

Graphique N°12: Répartition (%) des ménages selon le principal moyen d'évacuation des eaux usées et le sexe du chef de ménage



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

III. ACCES AUX RESSOURCES

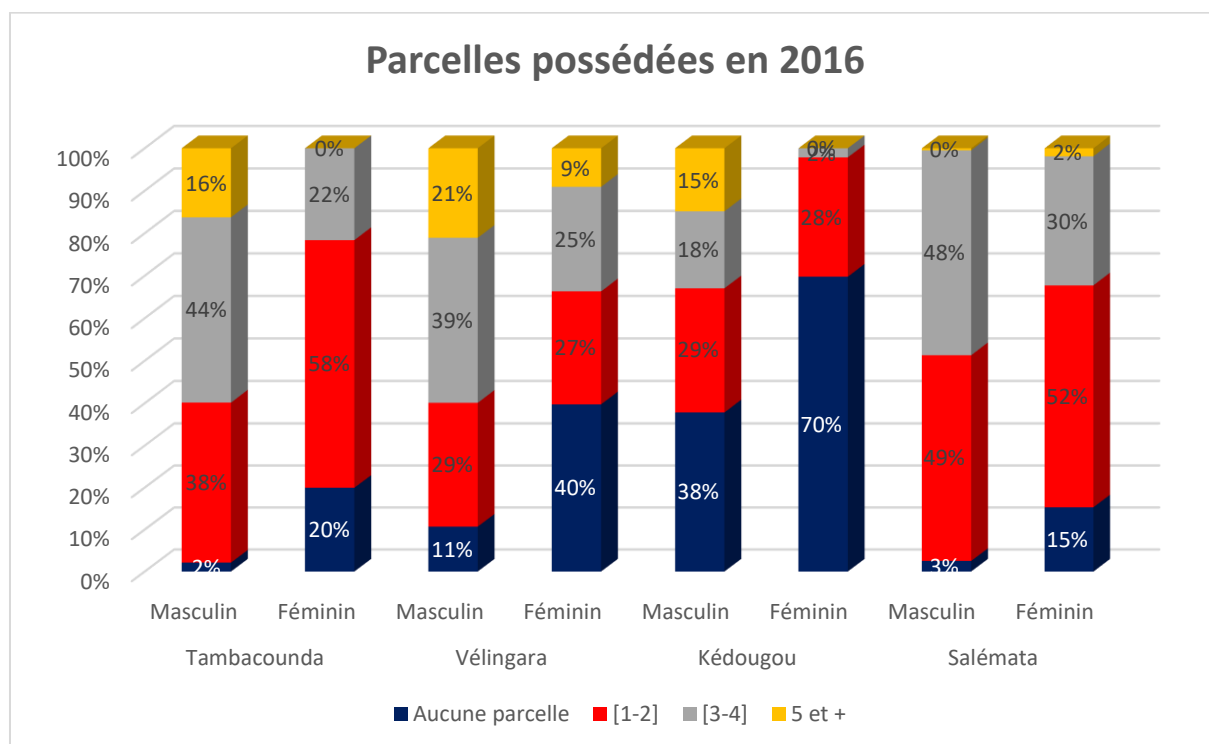
Porter un regard critique sur la gestion des ressources des ménages revient à s'interroger sur la manière dont les personnes appartenant au ménage utilisent les ressources à leur disposition - individuellement et collectivement - pour garantir leurs moyens d'existence. Au sein des ménages, les hommes et les femmes peuvent avoir des accès différenciés aux ressources.

III.1 ACCES A LA TERRE

Globalement, au niveau l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE » dans la zone Tiers-Sud, 84,9% des ménages ont accès à la terre. Cependant, de fortes disparités sont notées entre les groupes de communes des différents départements.

Les ménages dirigés par des femmes souffrent le plus des inégalités d'accès à la terre avec des taux de non accès à la terre variant de 70% à Kédougou à 15% à Salémata. La proportion des ménages possédant plus de 5 parcelles est particulièrement concentrée dans les communes sélectionnées du département de Vélingara.

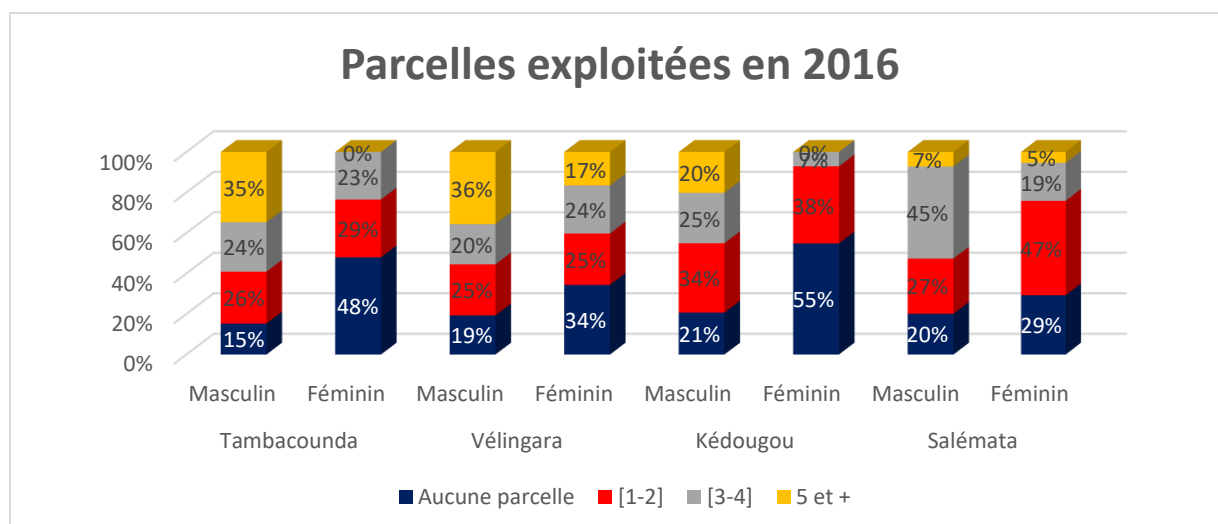
Graphique N°13: Répartition (%) des ménages selon les parcelles possédées en 2016 et le sexe du chef de ménage



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Dans les communes ciblées, 98,5% des ménages exploitent les terres possédées. Cependant, de fortes disparités sont notées entre les groupes de communes des différents départements pour les terres non exploitées, surtout au niveau des femmes chefs de ménage avec des taux variant de 29% à Salémata à 55% à Kédougou.

Graphique N°14: Répartition (%) des ménages selon les parcelles exploitées en 2016 et le sexe du chef de ménage



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

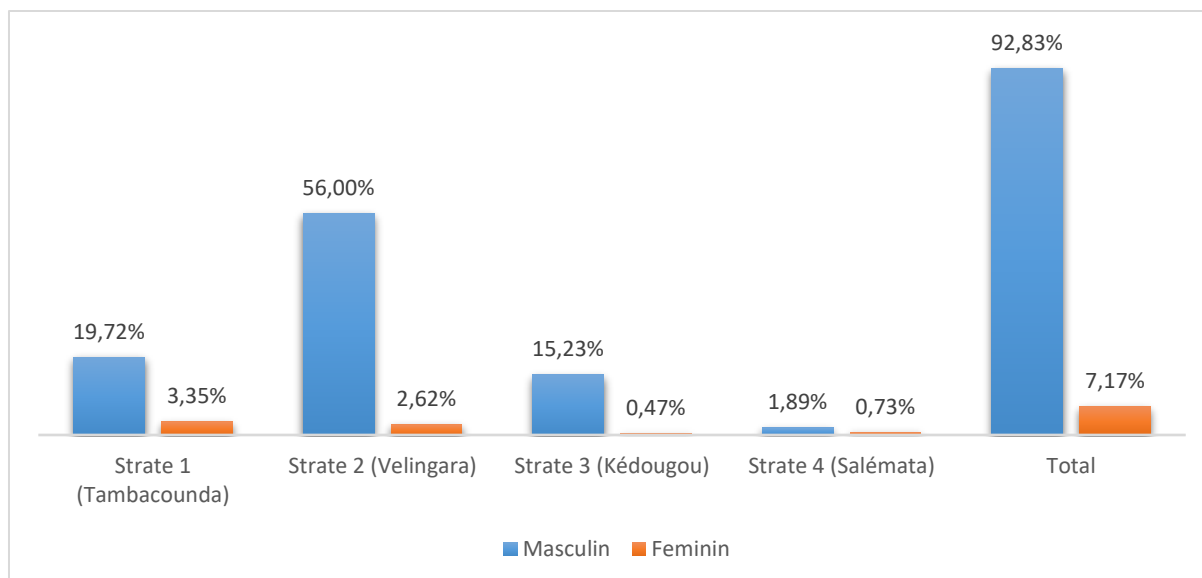
Par ailleurs, seules 36% des ménages du Tiers-Sud du Sénégal ont des femmes qui exploitent des terres avec une distribution non homogène dans les groupes de communes ciblées avec 45% à Kédougou, 52% à Tambacounda ; 71% à Salémata et 66% à Vélingara allant de 29% à Tambacounda à 40% à Vélingara. L'exploitation des données a montré aussi que Les types de relief sont constitués en moyenne de 65% de plateaux, 15% de bas-fonds et 20% des 2 types de reliefs.

III.2 ACCES AU CREDIT

III.2.1 Accès au crédit en espèces

Cette sous-section traite l'accès aux crédits en espèces des ménages pour le financement des espèces de grande culture et de rente, des espèces fruitières et de l'élevage. Ainsi, dans l'ensemble des communes ciblées par le projet, les ménages dirigés par les hommes (92,8%) ont plus accès aux crédits en espèces pour le financement des activités agricoles. Cette proportion est partagée dans les strates selon la répartition suivante : 91,5% dans le département de Vélingara (Strate 2), 85,5% dans le département de Tambacounda, 97% dans le département de Kédougou et enfin seulement 72,2% dans le département de Salémata. S'agissant du taux d'accès des crédits en espèces des ménages dirigés par les femmes, il est très faible, tournant aux environs de 7% dans l'ensemble des communes ciblées par le projet dont 3,35% représentant le taux le plus élevé de ces ménages se trouvent dans le département de Tambacounda.

Graphique N°15: Répartition (%) des ménages qui ont accès au crédit en espèces selon le sexe du CM

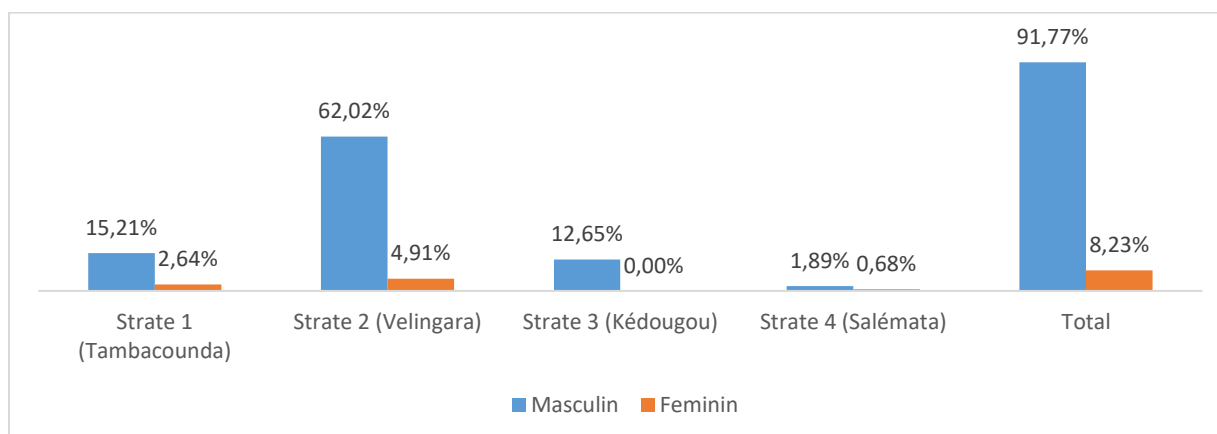


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

III.2.2 Accès au crédit en nature

Concernant l'accès aux crédits en nature des ménages pour le financement des espèces de grande culture et de rente, des espèces fruitières et de l'élevage, la presque totalité des crédités en nature ont été obtenus par les ménages dirigés par les hommes (91,77%) dans l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE ». En effet, 62,02% des ménages dirigés par les hommes se trouvant dans le département de Vélingara ont accès aux crédits en nature contre 4,91% pour les ménages dirigés par les femmes. Dans le département de Kédougou, Par contre, les ménages dirigés par les femmes se trouvant dans le département de Kédougou n'ont pas accès aux crédits en nature.

Graphique N°16 : Accès au crédit en nature pour le financement des activités agricoles selon les strates et le sexe du CM



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

IV. PRODUCTION AGRICOLE

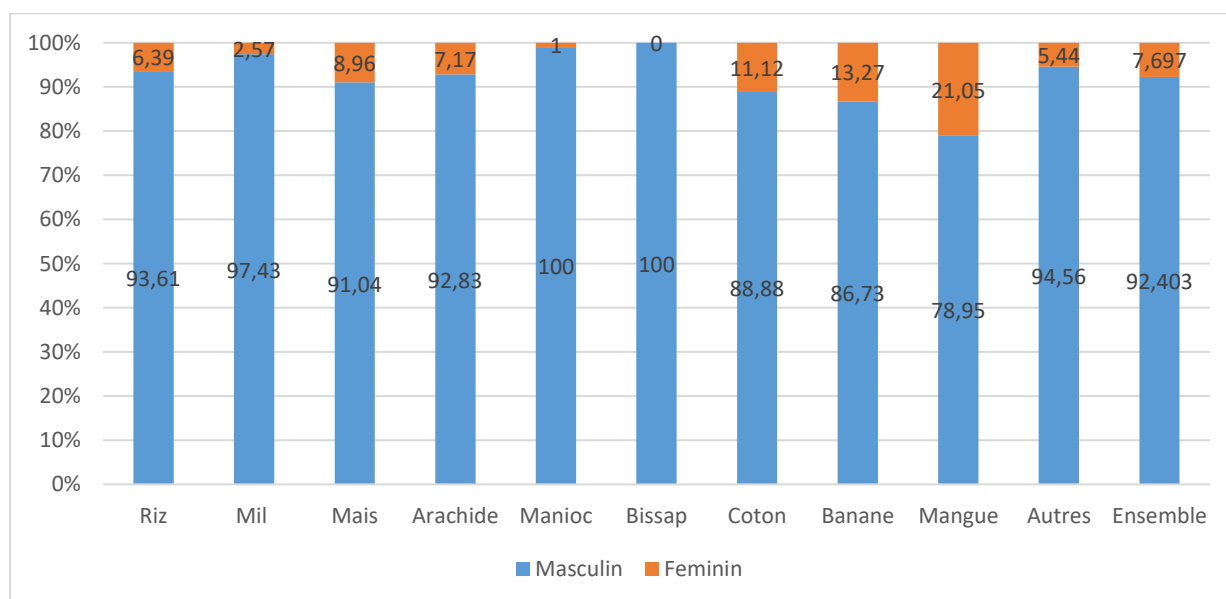
L'agriculture et l'élevage constituent les principaux secteurs d'activités des populations notamment celles rurales. Ils disposent de nombreux potentiels et jouent un rôle important dans l'amélioration et le renforcement de la sécurité alimentaire des ménages.

IV.1 PRATIQUE DE L'AGRICULTURE

IV.1.1 PRATIQUE DE L'AGRICULTURE SELON LE SEXE DU CM

Selon les résultats de cette enquête, en moyenne près de 92% des ménages dirigés par les hommes pratiquent l'agriculture contre 8% de ceux dirigés par les femmes. Ainsi, dans l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE », la majeure partie des espèces de grande culture et de rente et des espèces fruitières sont pratiquées par les ménages dirigés par les hommes.

Graphique N°17 : Répartition des ménages selon la pratique de l'agriculture et le sexe du CM

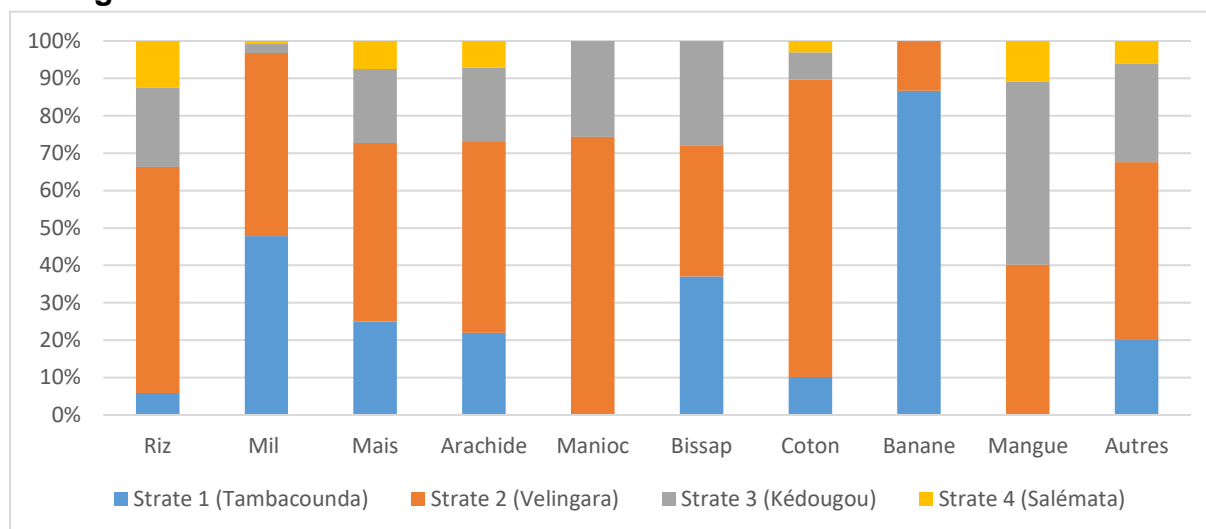


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

IV.1.2 Répartition selon la pratique d'agriculture et les strates

Il est constaté que les ménages pratiquant l'agriculture sont majoritairement situés dans la strate 1 et la strate 2 (dans les départements de Vélingara et de Tambacounda). Ainsi, le coton (79,51%), le manioc (74,35%), l'arachide (52,02%) et le riz (49%) sont des espèces de grande culture et de rente très pratiquées par les ménages vivant dans le département de Vélingara (Strate 2) alors que l'espèce fruitière « mangue » (86,73%) est très cultivée dans le département de Kédougou (Strate 3). Par contre, les ménages dans le département de Kédougou (Strate 3) et de Salémata (Strate 4) ne cultivent pas la banane.

Graphique N°18 : Répartition en % selon la pratique de l'agriculture des ménages et les strates

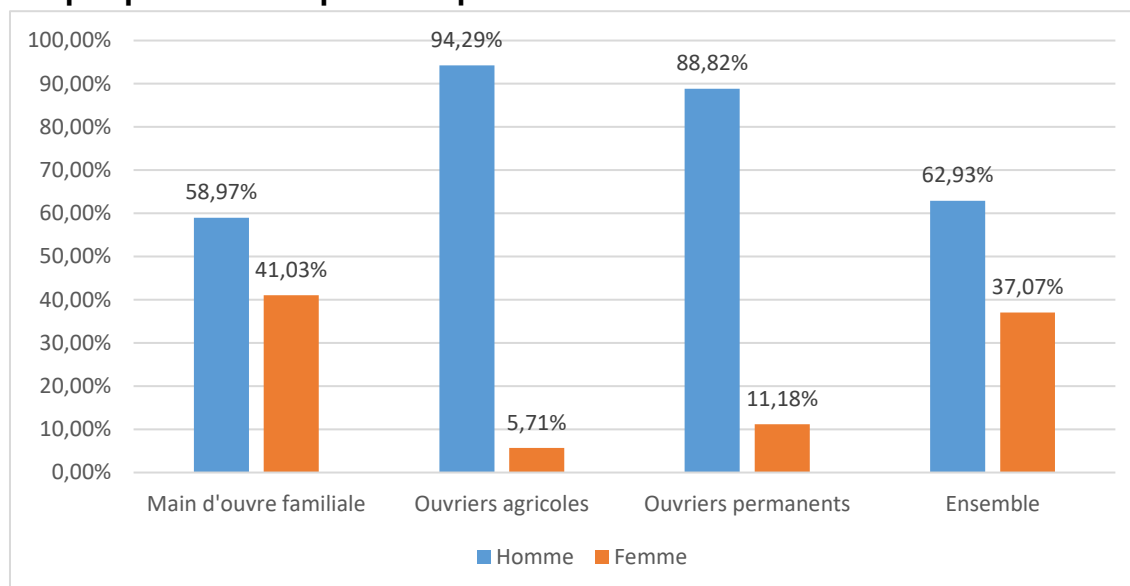


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

IV.1.3 Répartition du type de main d'œuvre selon le sexe

Les résultats de cette enquête ont montré que les ménages utilisent plus les hommes (63,93%) que les femmes (37,07%) dans la pratique d'agriculture et de l'élevage. Ainsi, 58,97% des ménages utilisent les hommes dans la main d'œuvre familiale contre 41,03% pour les femmes qui emploient les femmes vivant dans leur famille sans leur donner un revenu. Les femmes comparativement aux hommes sont très minoritaires dans les ouvriers agricoles soit une proportion de 5,71% des ménages.

Graphique N°19 : Répartition par sexe selon la main d'œuvre familiale



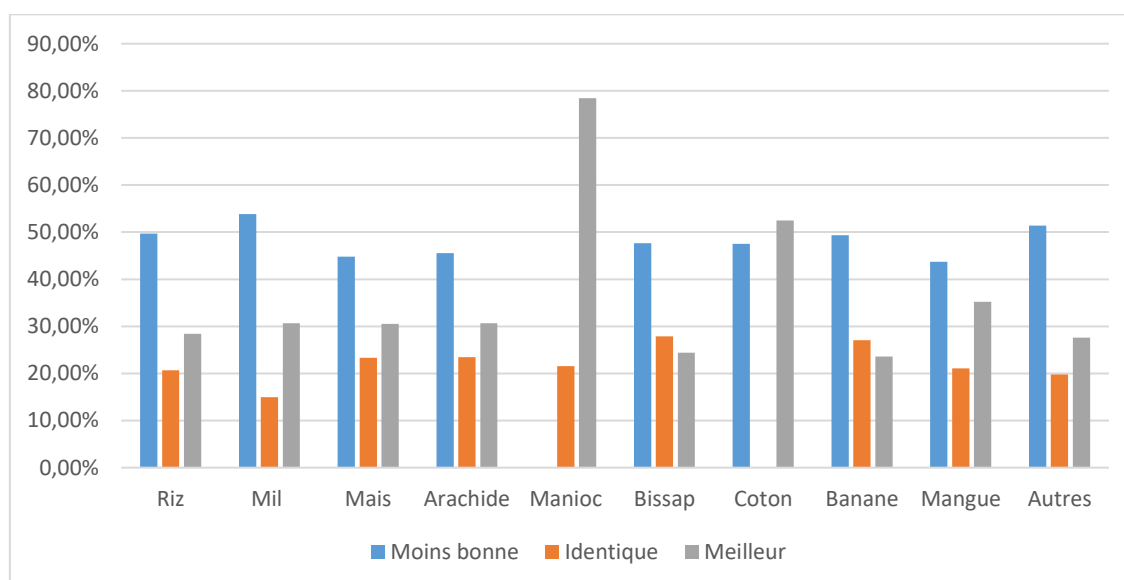
Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

IV.1.4 Appréciation de la campagne agricole de 2016/2015

Lors de cette enquête, Il a été demandé aux ménages de comparer la production de la campagne agricole 2015/2016 à celle issue de la campagne précédente, pour les

spéculations : mil, maïs, riz, arachide, manioc, banane, bissap et mangue. Le graphique ci-dessous révèle que la production agricole a globalement baissé dans l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE » et dans les quatre départements ciblées sauf pour la production de manioc et du coton. Selon ce graphique, environ 54% des ménages concernés ont estimé que la production de mil a reculé en 2015/2016, comparativement à 2014/2015. Cette contraction de la production est également évoquée pour ce qui concerne les autres spéculations telles que les autres espèces de grande culture et de rente c'est-à-dire le sorgho, le fonio, l'anacarde etc. (51,41%), le bissap (47,68%), le riz (49,71%), l'arachide (45,53%), la mangue (43,71%) et le maïs (44,80%). Par contre, 78,42% (respectivement 52,49%) des ménages sont satisfaits de la production du manioc (respectivement du coton) de 2015/2016, comparativement de celle de 2014/2015.

Graphique N°20 : Appréciation des ménages agricoles de la production de 2015/2016 par rapport à celle de 2014/2015



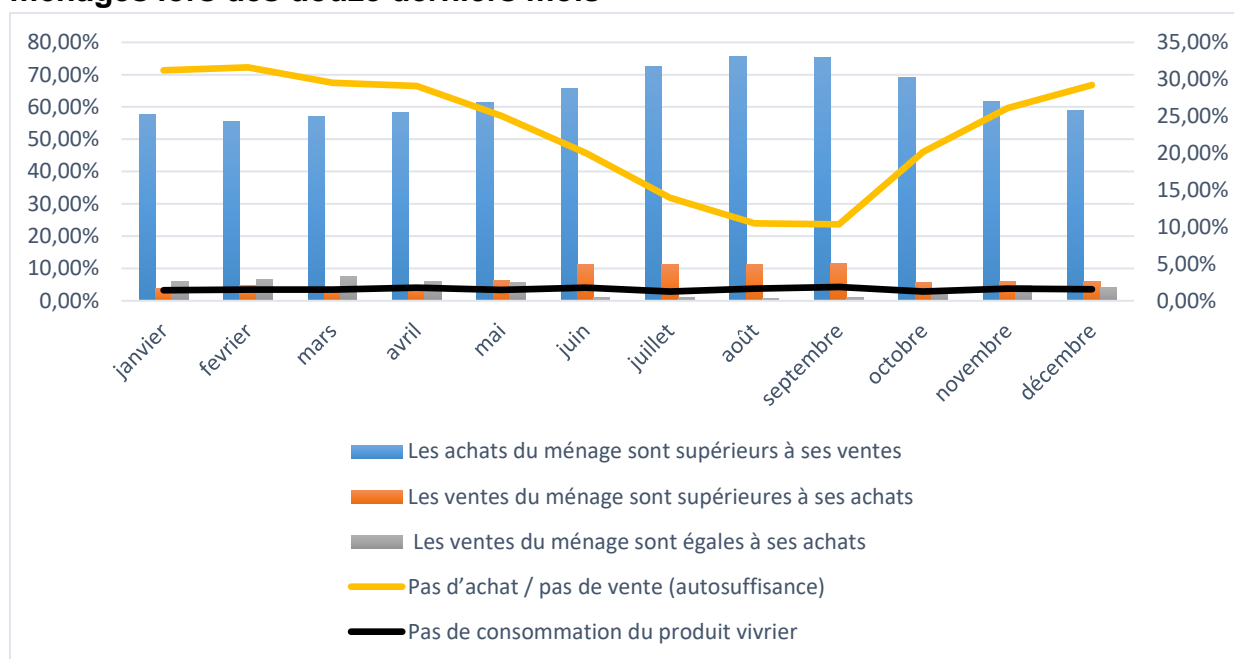
Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

IV.1.5 Achat et vente de produits vivriers

Lors de cette enquête, il a été demandé aux ménages de dire concernant les premiers produits vivriers si : les achats du ménage sont supérieurs à ses ventes ou les ventes du ménage sont supérieures à ses achats ou les ventes du ménage sont égales à ses achats ou pas d'achat / pas de vente (autosuffisance) ou encore pas de consommation du produit vivrier. Ainsi, durant les douze derniers mois, en moyenne près de 65% des ménages, pris dans l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE », ont affirmé que leurs achats sont supérieurs à leurs ventes dont les taux les plus élevés sont observés durant les mois de Juin (65,83%), Juillet (72,49%), Août et Septembre (près de 75%). Concernant les ménages déclarant que disant que «leurs ventes des premiers produits vivriers sont supérieures à leurs achats», les mois les plus cités sont les quatre (04) de la saison des pluies (Juin, Juillet, Août et Septembre) avec une proportion tournant autour de 11%. Concernant la

consommation des premiers produits vivriers en moyenne près de 23% des ménages de l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE » déclarent disent qu'ils appliquent l'autosuffisance alimentaire durant les douze derniers mois dont ce phénomène a été observé le plus souvent durant les mois de Janvier en Avrit, Novembre et Décembre. Par ailleurs, moins de 1% des ménages disent durant les douze derniers mois qu'ils ne consomment pas les premiers produits vivriers.

Graphique N°21 : Comparaisons des achats et ventes des produits vivriers des ménages lors des douze derniers mois



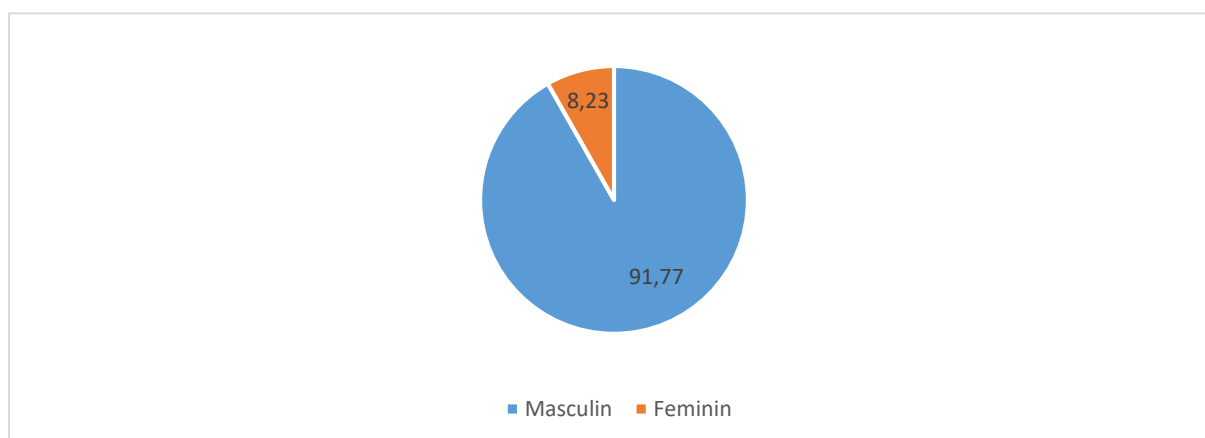
Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

V. ELEVAGE

V.1 PRATIQUE DE L'ELEVAGE

L'élevage constitue une composante importante de l'économie sénégalaise. Il est aussi également la principale assurance contre les risques d'insécurité alimentaire pour les populations pauvres dont les moyens d'existence reposent sur l'agriculture pluviale. Le nombre de ménages dirigés par les hommes pratiquant directement l'élevage est estimé à près de 92% contre 8% qui ont des chefs de ménage « Femme ».

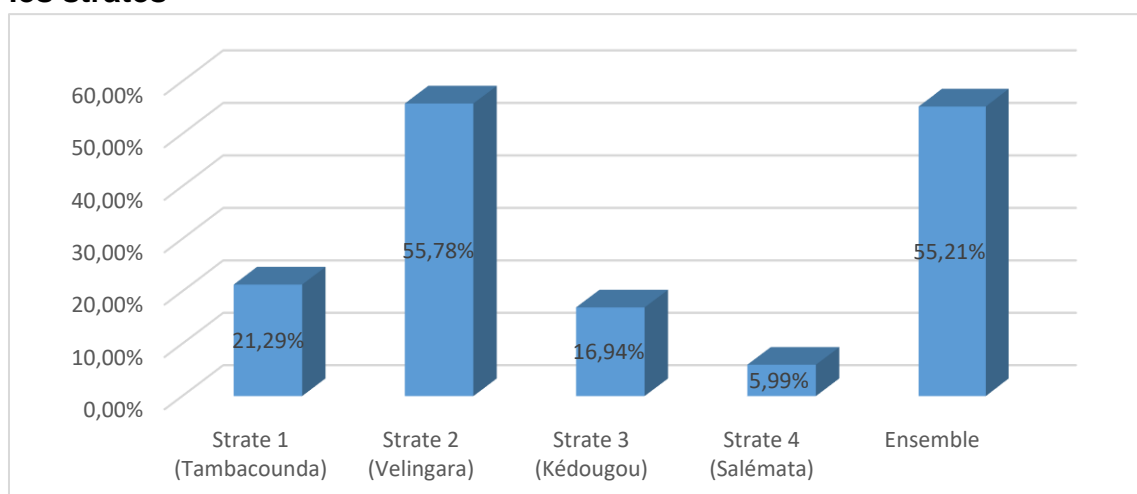
Graphique N°22 : Répartition (%) des ménages selon la pratique de l'élevage et le sexe du CM



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Les résultats de l'enquête montrent que 'au niveau d'ensemble dans les communes ciblées par le projet dans les quatre (04) départements ciblés dans le tiers sud du Sénégal, la majorité des ménages (55,21%) possèdent des animaux (Bœuf, cheval, chameau, âne, mouton, chèvre, volaille, etc.). L'élevage est plus pratiqué dans l'ensemble des groupe de communes ciblées dans le département de Vélingara (Strate 2) où il concerne 55,78% des ménages contre 21,29% dans la strate 1 dans le département de Tambacounda, 16,94% dans la strate 3 dans le département de Kédougou et seulement 5,99% dans la strate 4 dans le département de Salémata.

Graphique N°23 : Répartition (%) des ménages selon la pratique de l'élevage et les strates



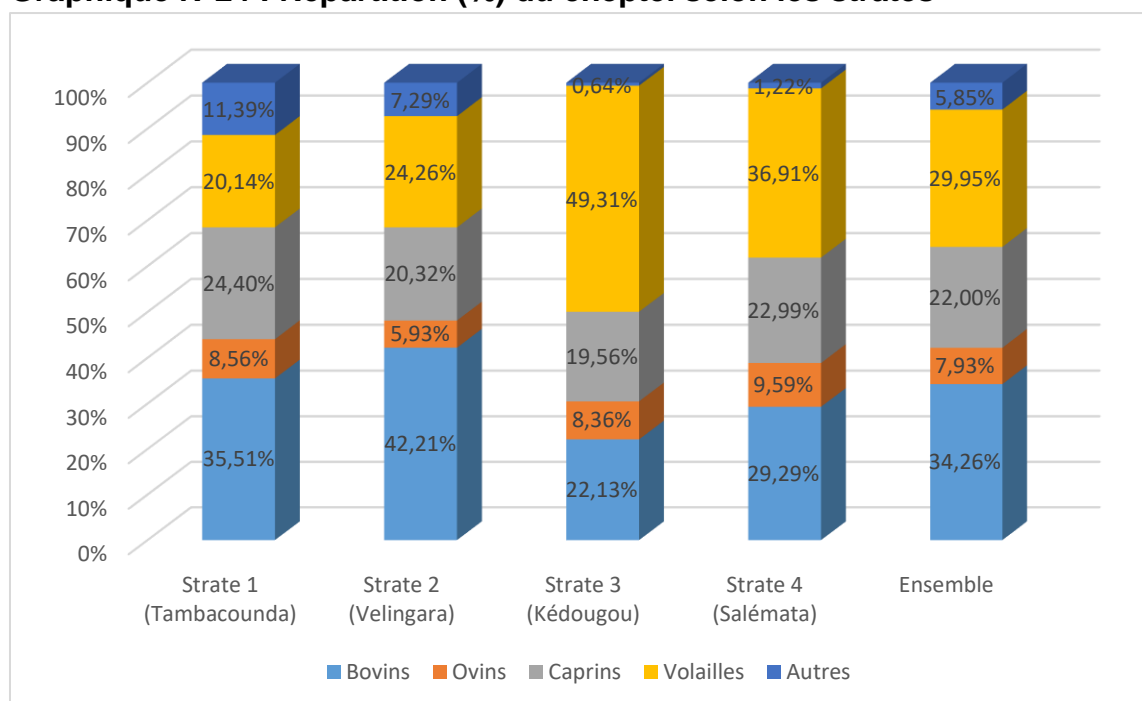
Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

V.2 Répartition du Cheptel selon les strates

Cette sous-section analyse la répartition du cheptel dans l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE ». Ainsi, les bovins (34,26%), les volailles (29,95%) et les caprins (22%) constituent l'essentiel du cheptel. La pratique de l'élevage «

bovin» est restée relativement très élevée dans la strate 2 dans le département de Vélingara soit une proportion 42,21% alors que celle de l'élevage « caprins » représente 49,01% dans la strate 3 dans le département de Kédougou. Par ailleurs, la pratique de l'élevage des ovins et des autres types d'animaux comme les chevaux, ânes etc. reste pratiquement très faible dans l'ensemble des communes ciblées par le projet où seulement en moyenne moins de 7% des ménages sont concernés. Le Bovin est plus élevé dans la strate 1 (35,51%) et la strate 2 (42,21%) alors que la volaille est plus élevée dans les strates de Kédougou (49,31%) et de Salémata (36,91%).

Graphique N°24 : Répartition (%) du cheptel selon les strates



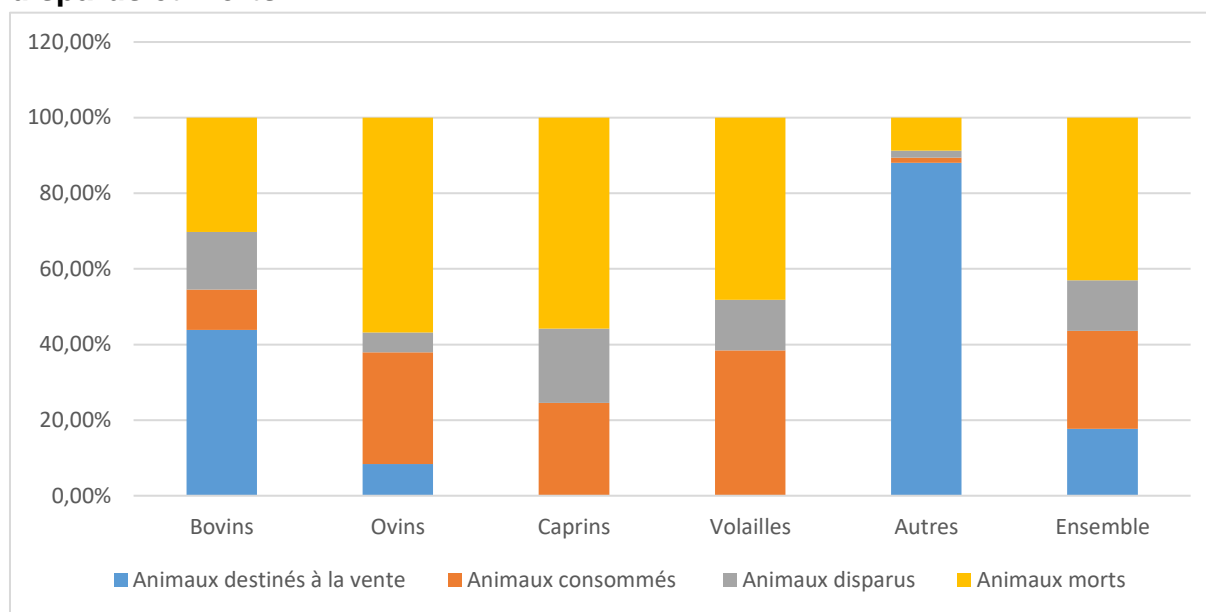
Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

V.3 Pourcentages des animaux destinés à la vente, consommés, disparus et morts

Les résultats de cette enquête dans le tiers sud du pays ont montré que dans l'ensemble, 43% des animaux sont morts, 25,72% ont été consommés ou abattus par les ménages se trouvant dans l'ensemble des communes ciblées par le projet, 17,72% sont destinés à la vente et enfin seulement 13,35% sont disparus. Les autres animaux c'est-à-dire les chevaux, les ânes, les porcs etc. sont destinés plus à la vente que les autres car représentant ainsi une proportion de 88,08% suivie des bovins (43,87%). Pour les animaux destinés à la consommation alimentaire, près de deux sur cinq sont des volailles, 29,47% sont des ovins, 24,51% sont des caprins, 10,66% sont des

bovins. Par ailleurs, les animaux disparus sont plus fréquents chez les caprins (19,65%) et les bovins (15,20%).

Graphique N°25 : Pourcentage des animaux destinés à la vente, consommés, disparus et morts



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

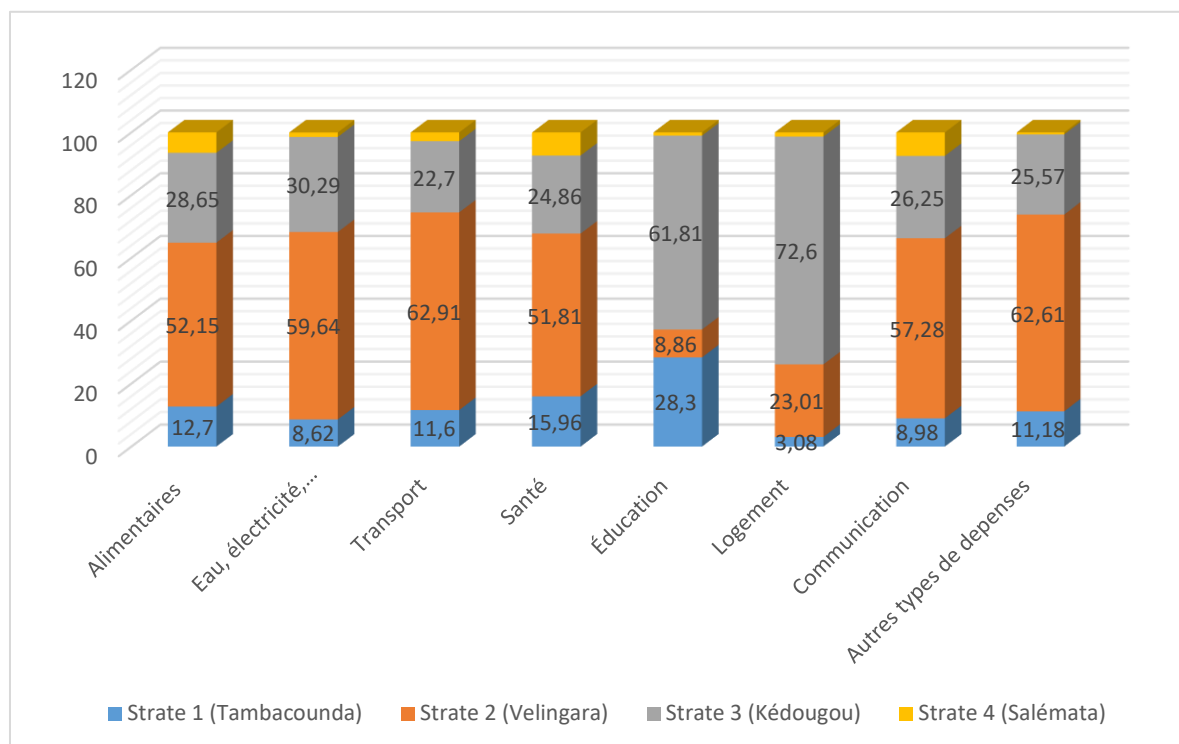
VI. ANALYSE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

VI.1 DEPENSES ALIMENTAIRES DES MENAGES

VI.1.1 Répartition selon le type de dépenses et la strate

Cette sous-section permet de regarder si le ménage effectue des dépenses quotidiennes pour vivre convenablement. Ainsi, les ménages se trouvant dans la strate 2 c'est-à-dire dans l'ensemble des communes ciblées par le projet se trouvant dans le département de Vélingara effectuent plus de dépenses que les autres dans les autres communes ciblées. Près de 52% des ménages dans cette même strate effectuent des dépenses alimentaires (52,15%) et des dépenses de santé (51,81%) ; environ 60% font des dépenses en eau, électricité, gaz, éclairage, des dépenses de communication et des autres types de dépenses. Pour les ménages qui effectuent des dépenses en logement, près de 72% se trouvent dans la strate 3 dans le département de Kédougou, 23,01% étant dans la strate 2 dans le département de Vélingara, 3,08% dans la strate 1 (Tambacounda) alors que seulement 1,31% se trouve dans la strate 4 dans le département de Salémata.

Graphique N°26 : Répartition selon les dépenses des ménages et la strate

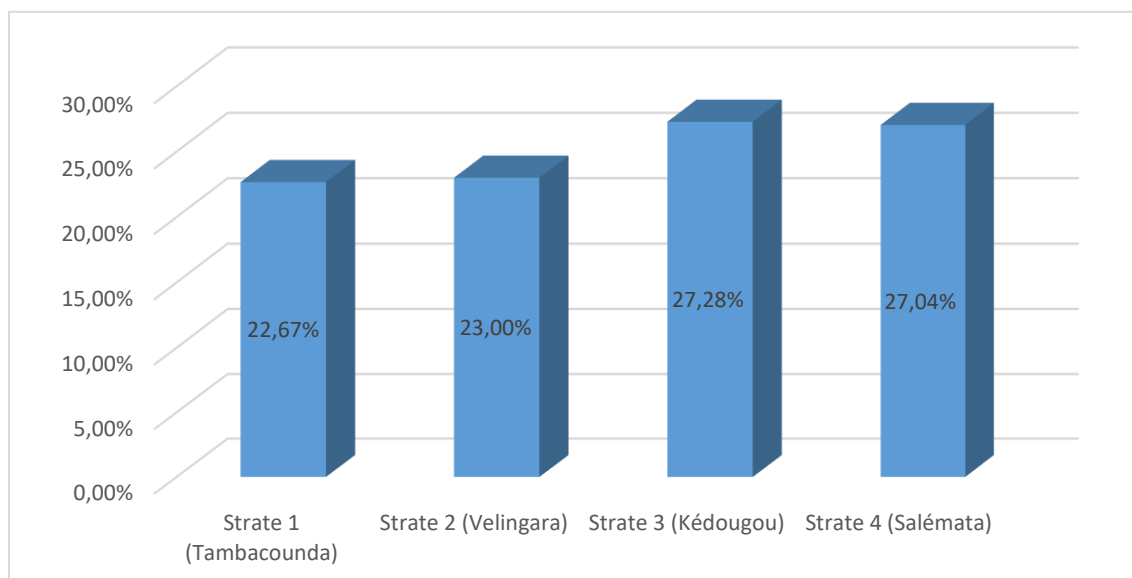


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VI.1.2 Part des dépenses annuelles alimentaires par strate

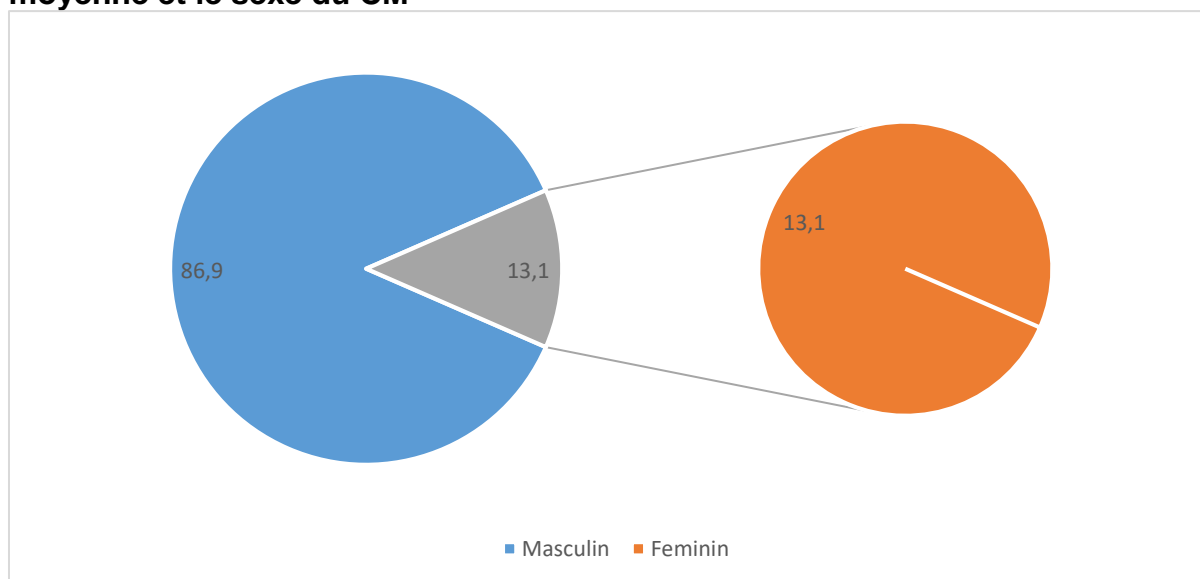
L'évaluation de la part du budget allouée à l'alimentation (céréales, viande, poisson, thé, café, sucre, huile, condiments, boissons, etc.) permet d'apprécier le niveau de vulnérabilité économique des ménages. En moyenne, près de 25% des dépenses annuelles des ménages sont consacrées à l'alimentation. Cette situation est plus accentuée chez les ménages dirigés par les hommes où elle est estimée à 86,9% contre 13,9% chez les chefs de ménage « Femme ». La part du budget dépensé dans les dépenses totales en alimentation ne dépasse pas 30% dans toutes strates du tiers sud du projet car on observe une part en moyenne des dépenses de 27% dans les strates 2 et 4 alors que les strates 1 et 2 n'ont enregistré qu'environ 23%. Avec 27,28%, la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est plus élevée dans la strate 3 c'est-à-dire l'ensemble des communes dans le département de Kédougou ciblées par le projet.

Graphique N°27 : Part des dépenses alimentaires annuelles selon la strate



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Graphique N°28 : Répartition selon la part des dépenses alimentaires en moyenne et le sexe du CM



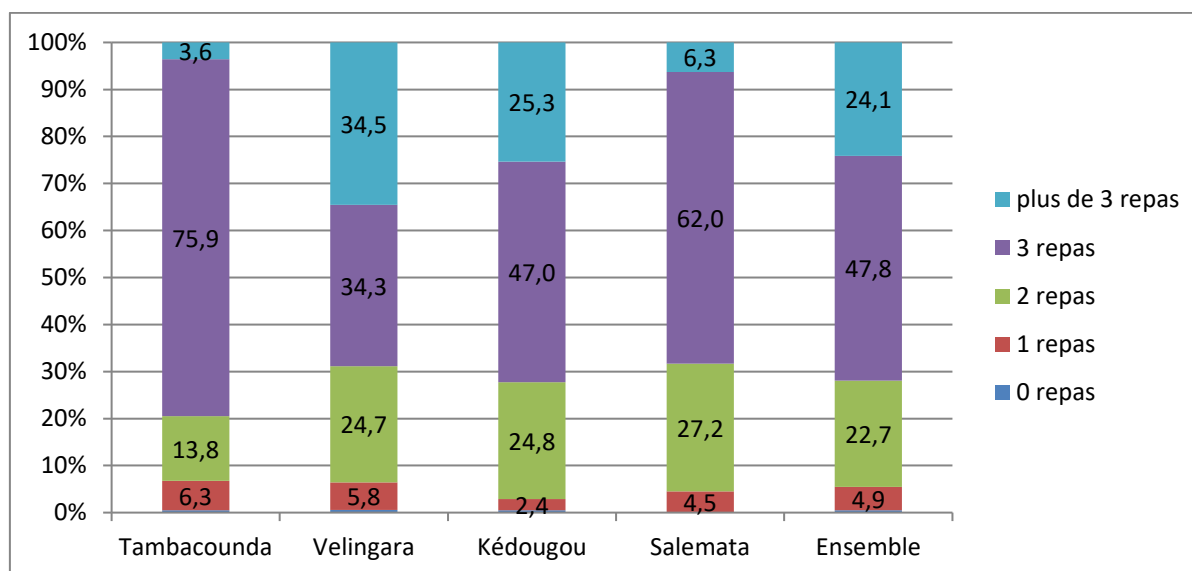
Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VI.2. ETAT DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

VI.2.1 Nombre de repas consommés la veille par les adultes

Près de la moitié des ménages (47,8%) des communes ciblées par le projet ont consacré trois repas quotidiens aux adultes. Cette situation est plus accentuée présente dans les groupes de communes ciblées des départements de Tambacounda (75,9%) et de Salémata (62,0%). La proportion des ménages qui leur ont accordé plus de 3 repas est estimée à 24,1%. Ces ménages sont plus présents dans les communes concernées des départements de Vélingara (34,5%) et de Kédougou (25,3%). Toutefois, près trois ménages sur dix (28,1%) ont accordé moins de trois repas quotidiens aux adultes particulièrement dans les communes ciblées des départements de Vélingara, Kédougou et de Salémata.

Graphique N° 29 : Nombre pris par jour et par adultes selon les groupes de communes ciblées

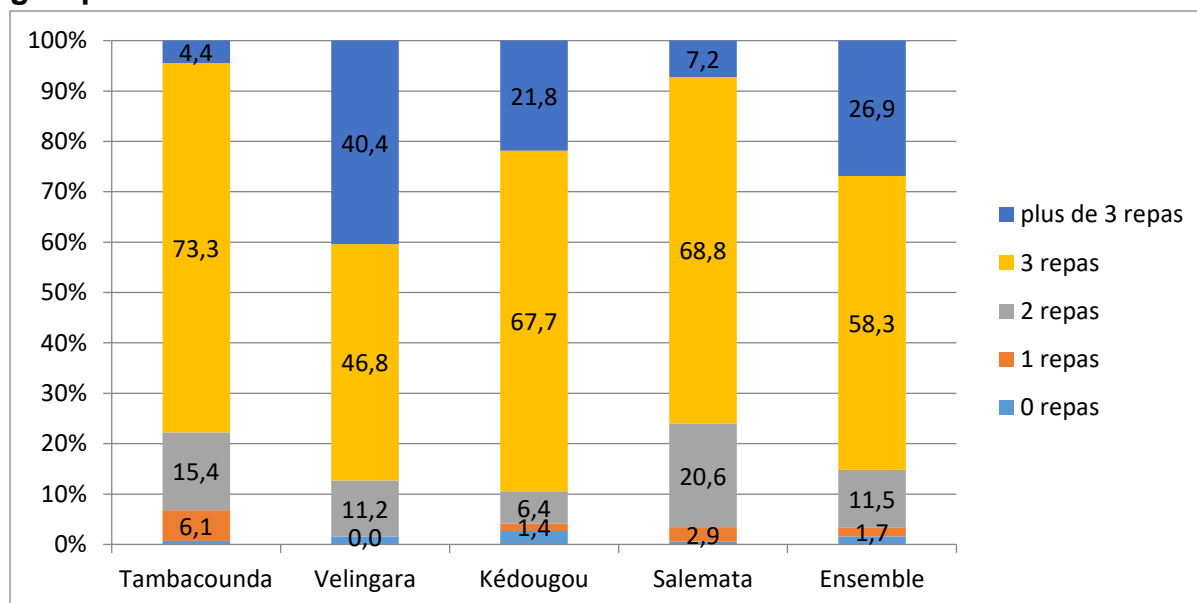


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VI.2.2 Nombre de repas consommés la veille par les enfants

Plus de la moitié des ménages des communes ciblées (58,3%) ont accordé trois repas quotidiens aux enfants âgés de moins de cinq ans au cours des sept derniers jours précédant l'enquête. La même configuration est notée selon les autres milieux de résidence même si ces ménages sont plus concentrés dans les communes ciblées des départements de Tambacounda (75,9%) et de Salémata (62,0%). Les ménages qui leur ont consacré plus trois repas quotidiens sont estimés à 24,1% et sont principalement présents dans les communes ciblées des départements de Vélingara et de Kédougou. Cependant, 14,8% des ménages des communes ciblées ont accordé au plus deux repas quotidiens aux enfants âgés de 0 à 59 mois. Les ménages des communes ciblées des départements de Tambacounda et Salémata sont les plus concernés soit respectivement à 22,3% et 24,0%.

Graphique N°30 : Nombre pris par jour et par âgés de 0 à 59 mois selon les groupes de communes ciblées



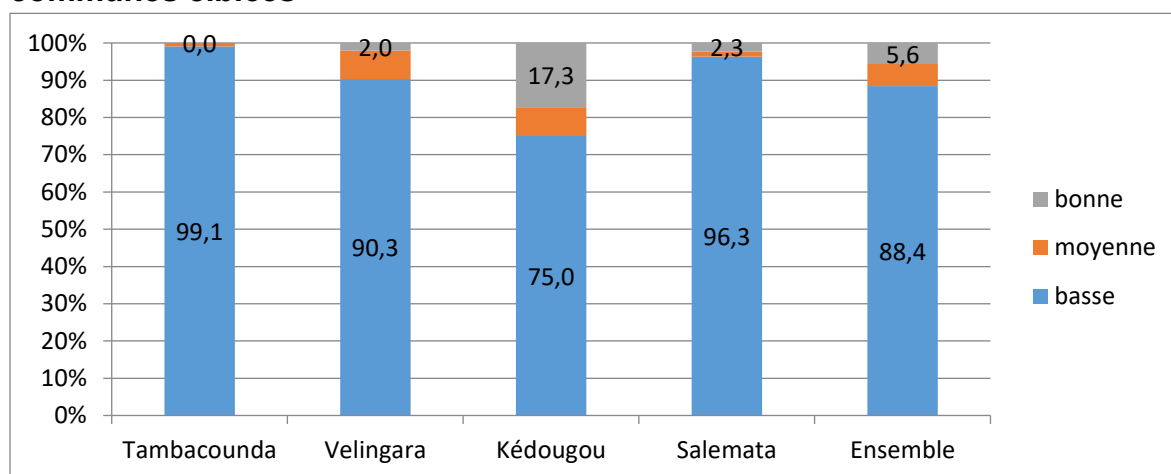
Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VI.2.3 Diversité du régime alimentaire

La diversité du régime alimentaire est définie par le nombre de groupes d'aliments différents consommés pendant les sept derniers jours précédant l'enquête. Il existe plusieurs types d'indicateurs de la diversité du régime alimentaire. Dans cette partie celui développé par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) est utilisé pour analyser la diversité du régime alimentaire des ménages. Il permet de classer les ménages en trois groupes : diversité du régime alimentaire basse, moyenne et bonne.

L'analyse du tableau ci-dessous, montre que 9 ménages sur 10 ont une diversité alimentaire basse c'est-à-dire qui ont consommé au plus quatre groupes d'aliments. Au niveau des communes ciblées des départements de Tambacounda (99,1%) et Kédougou (96,3%), cette situation concerne près de la totalité des ménages. Les ménages des communes ciblées des départements de Kédougou sont ceux qui ont une meilleure diversité alimentaire avec près de deux ménages sur dix (17,3%) qui ont une bonne diversité alimentaire (consommé au moins six groupes d'aliments).

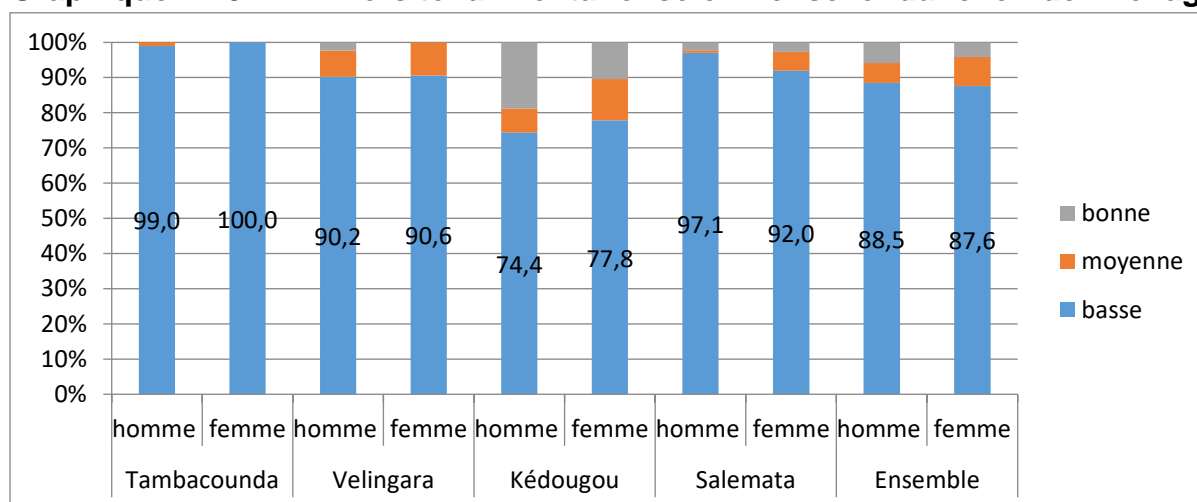
Graphique N°31 : Diversité du régime alimentaire selon les groupes de communes ciblées



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Environ neuf ménages sur dix ont une diversité alimentaire basse quel que soit le sexe du chef de ménage. Cependant, on note un léger avantage pour les ménages dirigés par les femmes. En effet, 12,5% des ménages de l'ensemble des communes ciblées dirigés par les femmes ont au moins une diversité alimentaire moyenne contre 11,5% pour ceux dirigés par les hommes. La même tendance est notée dans les communes ciblées des départements de Tambacounda, Vélingara et Kédougou. Dans les communes ciblées du département de Salémata ceux sont les ménages dirigés par les femmes qui ont un régime alimentaire plus diversifié.

Graphique N°32 : Diversité alimentaire selon le sexe du chef de ménage



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VI.3 Consommation alimentaire des ménages

L'état de la consommation alimentaire est analysé à travers le Score de Consommation Alimentaire (SCA). Le SCA est un indicateur proxy de la sécurité alimentaire basé sur la fréquence, la diversité et la qualité de la consommation

alimentaire des ménages en calorie et en nutriments. Il est calculé en fonction de la fréquence de consommation des aliments et du groupe d'appartenance de ces aliments dans les sept jours précédant l'enquête. L'augmentation du score de consommation traduit une amélioration de la qualité du régime alimentaire du ménage. Le SCA est utilisé pour classer les ménages dans trois groupes : consommation alimentaire pauvre, limite et acceptable.

Tableau N°3 : Seuil pour le SCA

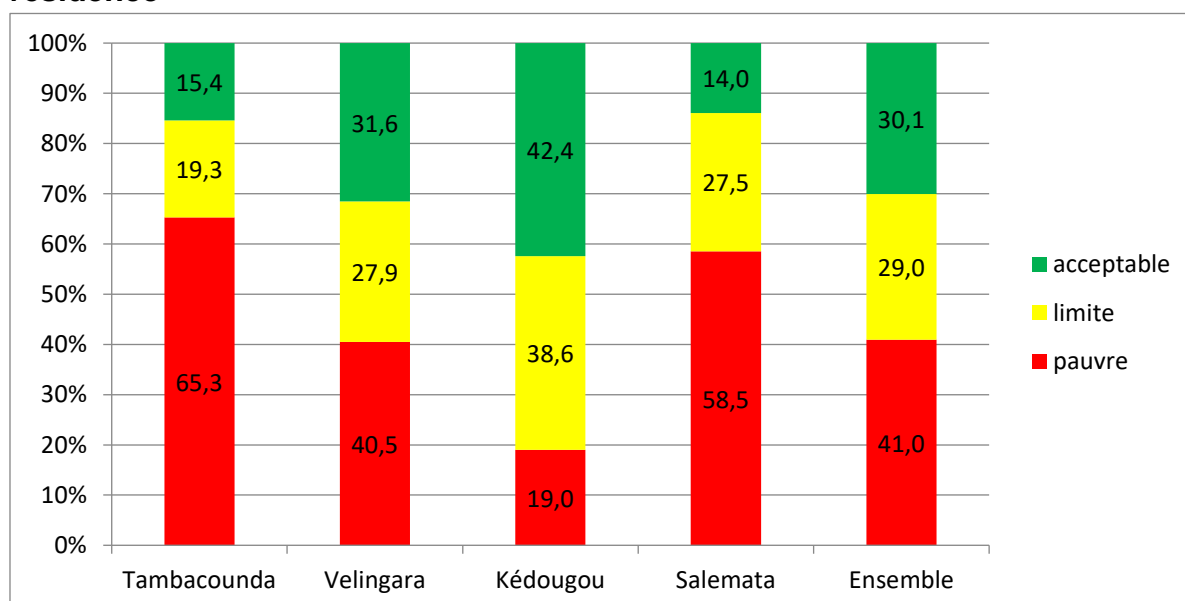
Score de consommation alimentaire (SCA)		Interprétation
Pauvre	< 21 (<28)	Quantité et qualité inadéquates
Limite	21.5 – 35 (28.5 à 42)	Qualité inadéquate
Acceptable	> 35 (>42)	Alimentation adéquate

Source : Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, PAM, 2^{ème} édition, Janvier 2009.

VI.3.1 Consommation alimentaire selon la localité

Les résultats de l'enquête ont montré que près de sept ménages des communes ciblées sur dix (70,0%) ont une consommation alimentaire inadéquate (pauvre + limite) et quatre sur dix ont une consommation alimentaire pauvre. Ces ménages sont plus concentrés dans les communes ciblées des départements de Tambacounda (84,6%) et de Salémata (86,1%) où près neuf ménages sur dix ont une consommation alimentaire pauvre ou limite. La situation est meilleure dans les communes ciblées des départements de Vélingara et Kédougou où respectivement trois et quatre ménages sur dix ont une consommation alimentaire acceptable. Dans ces milieux la proportion des ménages dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisante (pauvre et limite) est estimée respectivement à 68,5% et 57,6%.

Graphique N°33 : Score de consommation alimentaire selon le milieu de résidence



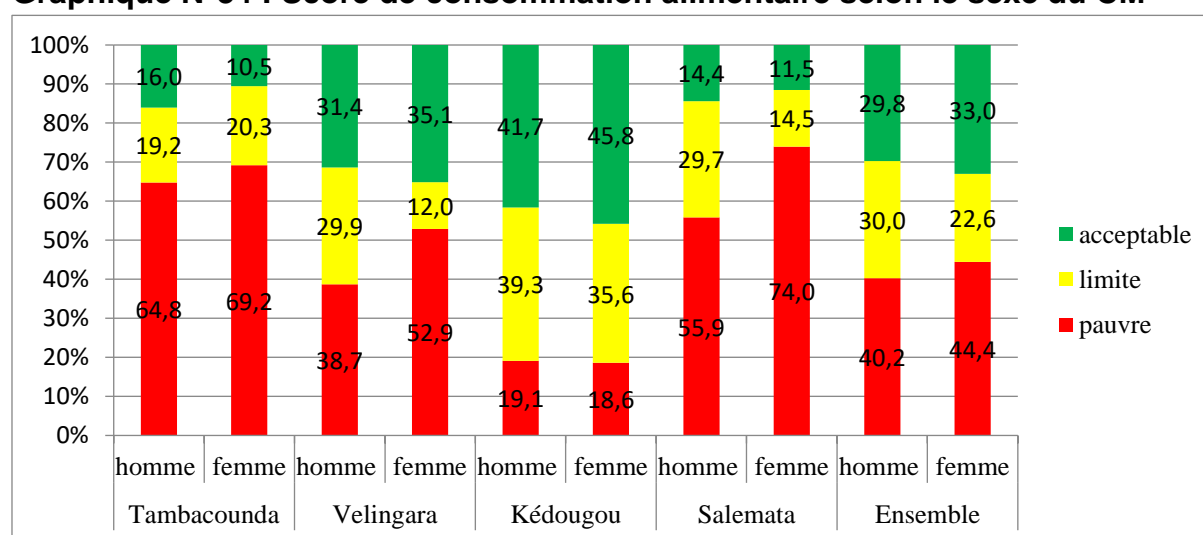
Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VI.3.2 Consommation alimentaire selon le sexe du CM

Les ménages dirigés par les femmes ont une meilleure consommation alimentaire, en comparaison avec ceux dirigés par les hommes. En effet, dans 33,0% des cas des ménages conduits par une femme, la consommation alimentaire est acceptable. Ce taux est de 29,8% au niveau des ménages dirigés par les hommes. Cependant, cette situation varie selon le milieu de résidence. Dans les communes ciblées des départements de Tambacounda et Salémata, ce sont les ménages dirigés par les hommes qui ont une meilleure consommation alimentaire, alors que dans les communes ciblées des départements de Vélingara et de Kédougou c'est ceux dirigés par les hommes.

Par ailleurs, on note que dans les communes ciblées du département Salémata sept ménages sur dix (74,0%) dirigés par les femmes ont une consommation alimentaire pauvre soit 18,1 point de pourcentage de plus que ceux dirigés par les hommes (55,9%).

Graphique N°34 : Score de consommation alimentaire selon le sexe du CM

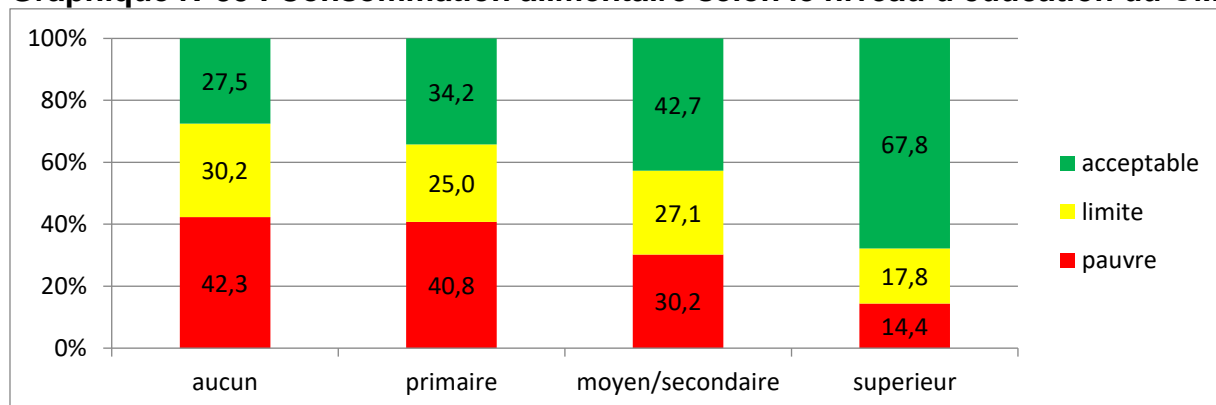


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VI.3.3 Consommation alimentaire selon le niveau d'éducation du CM

Le niveau d'éducation du chef de ménage pourrait avoir un effet positif sur la situation alimentaire du ménage. En effet, l'analyse du graphique ci-dessous montre que la proportion des ménages avec une consommation alimentaire acceptable est de 67,8% pour les ménages dont le CM a atteint le niveau supérieur, 42,7% pour ceux dont le CM a atteint le Moyen ou secondaire et 34,2% pour les ménages dont le CM a atteint le niveau primaire. Pour les ménages dont le CM n'a aucun niveau d'éducation cette proportion est de 27,5%.

Graphique N°35 : Consommation alimentaire selon le niveau d'éducation du CM



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VII. CHOCS ET STRATEGIES D'ADAPTATION

VII.1 CHOCS SUBIS PAR LE MENAGE SELON LE SEXE DU CM ET LA STRATE

S'agissant de la répartition des chocs subis par le ménage, selon le sexe du chef de ménage et la strate, il a été demandé aux ménages de lister les principaux chocs subis au cours des trois (03) derniers mois précédant le passage de l'agent enquêteur l'enquête. Les résultats ont montré que 19,19% des ménages ont déclaré avoir vécu subi des chocs causés par exemple les pluies tardives, manque de pluie, les invasions acridiennes, les invasions de mauvaises herbes, les inondations, les incendies, la forte hausse des prix de denrées alimentaires, l'important déficit de pâturage etc... Cette proportion est de 15,8% chez les ménages dirigés par les hommes et de 3,37% chez ceux dirigés par les femmes. Parmi les ménages ayant subi des chocs, 11,4% se trouvent dans le département de Vélingara (Strate 2), 5,04% étant dans le département de Tambacounda (Strate 1), 2,25% dans le département de Kédougou (Strate 3) et moins de 1% dans le département de Salémata (Strate 4).

Tableau N°4 : Répartition selon les Chocs subis par le ménage, suivant le sexe du chef de ménage et suivant les strates

Chocs subis	
Sexe du CM	Oui
Masculin	15,8
Féminin	3,37
Total	19,17
Strates	
Strate 1 (Tambacounda)	5,04
Strate 2 (Vélingara)	11,4
Strate 3 (Kédougou)	2,25
Strate 4 (Salémata)	0,47
Total	19,17

Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VII.2 Trois principaux chocs, Impact négatif du choc et Capacité à surmonter les chocs

Les principaux chocs subis par les ménages sont liés aux maladies et accidents d'un membre du ménage (35,63%), aux décès d'un membre de la famille (35,63%) et à la forte hausse des prix de denrées alimentaires (9,32%). Respectivement, 33,22% (respectivement 30,58%) des ménages considèrent que les maladies/ et accidents d'un membre et (respectivement les décès d'un membre de la famille) ont un impact négatif sur la capacité du ménage à se nourrir dans l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE » dans les quatre (04) départements ciblés. Face à ces situations de difficultés, 42,08% des ménages ont pu se relever de ces chocs car 42,08% disant en surmonter les maladies et les accidents d'un membre de la famille et 22,95% ont pu surmonter les décès d'un membre de la famille. Par ailleurs, les maladies animales (5,28%), les pluies tardives ou manque de pluies (5,04%) sont également mentionnés choisies par les ménages lors de cette enquête comme étant l'un des principaux chocs confrontés lors des douze derniers mois. Par suite, 7,10% (respectivement 4,18%) des ménages déclarent que les maladies animales (respectivement les pluies tardives ou manque de pluies) ont un impact négatif alors que moins de 2% seulement disent que les inondations, les violences/conflits/insécurité ont un impact négatif sur la consommation alimentaire du ménage.

Tableau N°5 : Principaux chocs subis par le ménage par ordre sévérité, Impact négatif du choc et le ménage a pu se relever de ces chocs

Pourcentage ménages atteints			
	Choc	Impact négatif du choc	Le ménage a pu se relever du choc
Il n'y a Pas d'autre choc	3,90%		
Pluies tardives, manque de pluie	5,04%	5,13%	4,81%
Invasions acridiennes/Invasions de mauvaises herbes	2,68%	2,63%	3,69%
Inondations	3,29%	1,97%	2,61%
Incendies	2,02%	2,72%	1,66%
Forte hausse des prix de denrées alimentaires	9,32%	11,17%	12,06%
Important déficit de pâturage	2,01%	2,50%	3,14%
Maladies animales	5,28%	7,10%	3,52%
Violence/conflits/insécurité	2,48%	1,75%	3,46%
Maladie/accident d'un membre du ménage	35,63%	33,22%	42,08%
Décès d'un membre de la famille	27,47%	30,58%	22,95%
Perte d'emploi	0,88%	1,18%	

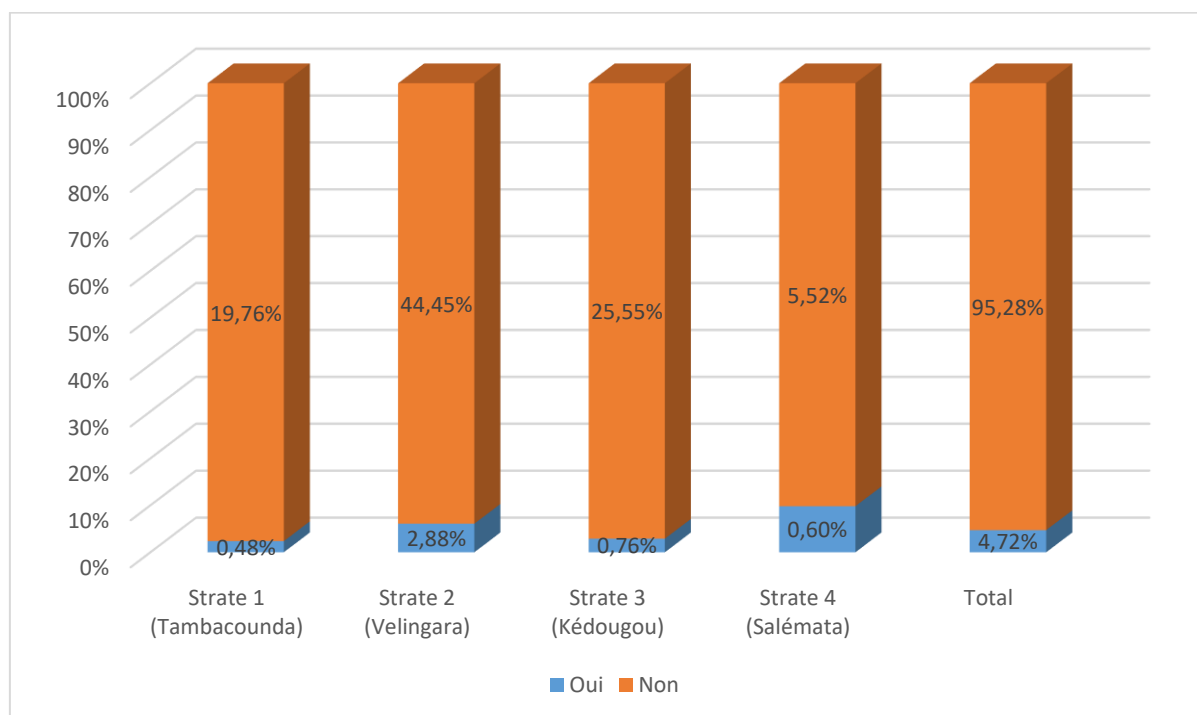
Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VII.3 Type d'assistance gratuite du ménage

S'agissant du type d'assistance après le choc subi, 95,28% des ménages n'ont pas eu une assistance gratuite après le choc subi par le ménage au cours des trois (03) derniers mois contre seulement 4,72% qui l'ont eu. Ainsi, les ménages dans le département de Vélingara ont reçu plus des assistances gratuites après le choc subi

par le ménage (2,88%). Moins de 1% des ménages se trouvant dans les communes ciblées par le projet dans les départements de Kédougou, Tambacounda et Salémata ont reçu des assistances gratuites après le choc subi par le ménage au cours des trois derniers mois.

Graphique N°36 : Type d'assistance gratuite du ménage après le choc suivant les strates

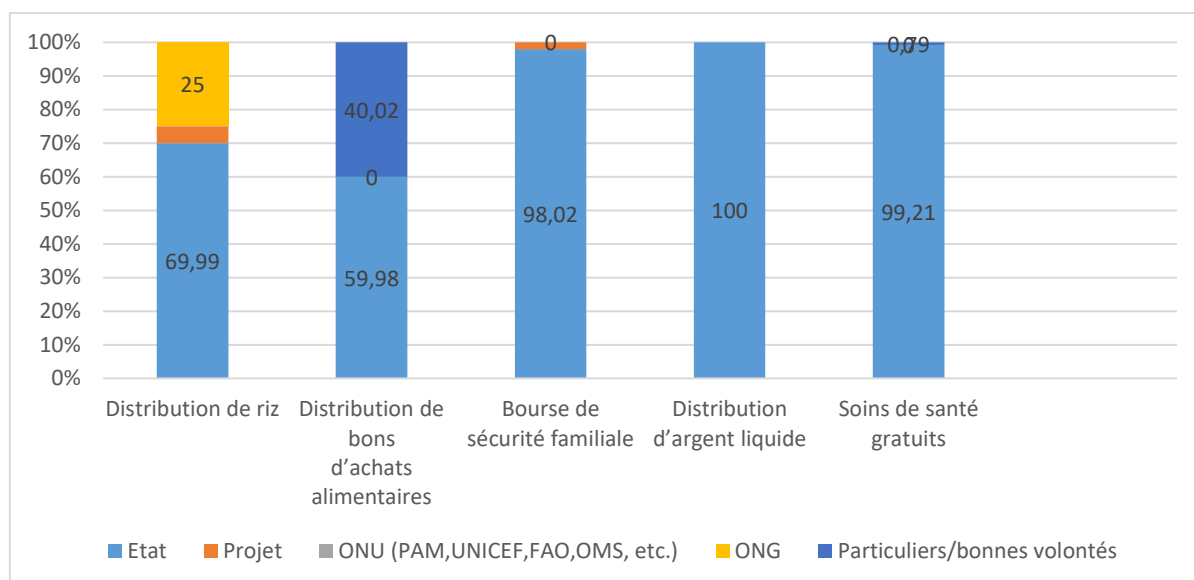


Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VII.3.1 Répartition selon le type d'assistance gratuite après le choc subi et les intervenants

S'agissant des intervenants après avoir reçu une assistance gratuite par les ménages après le choc subi, l'Etat est le principal intervenant pour les différents types d'assistance. En effet, sur la totalité des ménages enquêtés dans l'ensemble des communes ciblées, l'Etat intervient dans la distribution d'argent liquide pour assister de façon gratuitement ces derniers. Près de 99% des ménages ont reçu une assistance gratuite sur la bourse de sécurité familiale et les soins de santé gratuite dans l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE » venant de l'Etat. Les ONG (25%) et les Projets (5,11%) interviennent sur la distribution de riz pour assister gratuitement les ménages qui ont subi par le choc dans ces communes. D'un autre côté, les particuliers et les bonnes volontés interviennent seulement dans la distribution de bons d'achat alimentaires pour assister gratuitement les ménages. Par contre, les organismes comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), la PAM, la FAO, l'UNICEF etc. n'interviennent en aucune manière pour assister les ménages trouvant dans l'ensemble des communes ciblées par le projet dans les quatre (04) départements ciblées.

Graphique N°37 : Type d'assistance gratuite reçu après le choc par les ménages et Intervenants



Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

VII.3.2 Recourir à l'une des stratégies suivantes par le ménage à cause de difficultés alimentaires

En moyenne, les résultats de cette enquête montrent que les chefs de ménage « Homme » recourent plus de stratégies (soit près de 85%) à cause de difficultés alimentaires que les chefs de ménage « Femme » (soit 14,02%) au cours des trois derniers mois. Consommer des semences destinées à la prochaine campagne agricole est une stratégie qui a affecté 86,48% des ménages qui ont des chefs de ménage « Homme » contre 13,52% de ceux qui ont des chefs de ménage « femme ». Quant aux stratégies « récolter des cultures non mures/chasser/cueillir des fruits sauvages » et « réduire les dépenses de santé et d'éducation pour pouvoir manger », il a concerné près de 86% des ménages dirigés par les hommes contre près de 14% de ceux qui ont des chefs de ménage « Femme ».

Tableau N°6 : Les stratégies élaborées selon le sexe du CM

Stratégies	Masculin	Féminin	Total
Faire migrer un ou tous les membres du ménage	84,15	15,85	100
Vendre plus de bétail qu'habituellement	85,5	14,5	100
Vendre des actifs productifs du ménage (charrues, semailles, véhicule de transport, etc.)	88,15	11,85	100
Dépenser tout l'argent épargné pour la nourriture	86,44	13,56	100
Consommer des semences destinées à la prochaine campagne agricole	93,29	6,71	100
Récolter des cultures non mures/ chasser/ cueillir des fruits sauvages	86,48	13,52	100

Stratégies	Masculin	Féminin	Total
Acheter de la nourriture à crédit ou emprunter des aliments	90,6	9,4	100
Réduire les dépenses de santé et d'éducation pour pouvoir manger	86,68	13,32	100
Envoyer un ou des membres du ménage pour aller mendier	78,22	21,78	100
Vendre des femelles reproductives	78,09	21,91	100
Vendre des terres agricoles ou la maison	86,14	13,86	100

Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

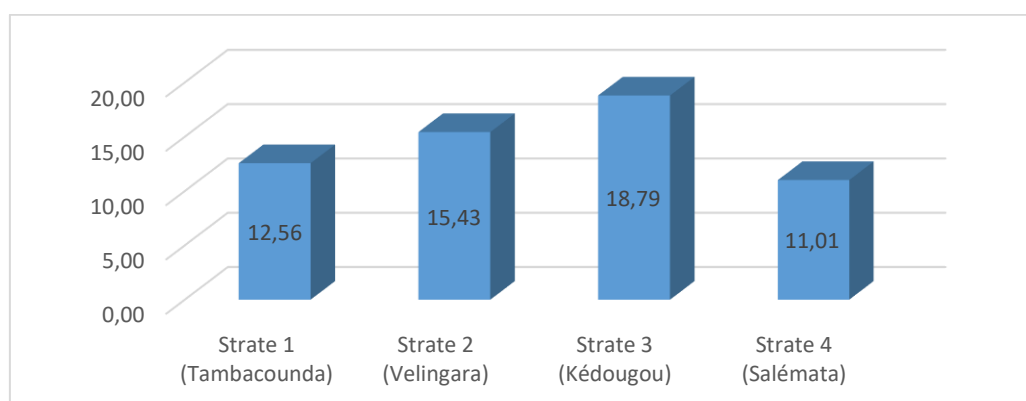
VII.5 Stratégies d'adaptation

Au cours des 7 jours précédant l'enquête, les ménages ont eu à recourir à des stratégies pour faire face à des difficultés d'ordre alimentaire. Ces stratégies sont mesurées par l'indice réduit de stratégie de survie (CSI). Ce dernier mesure la fréquence et la sévérité des comportements de consommation alimentaire, adoptés par les ménages pour faire face à des déficits dans leur consommation alimentaire. Plus le score est élevé, plus les ménages ont eu recours à ces stratégies d'adaptation.

VII.5.1 Répartition des CSI moyens selon les strates

Par rapport à la répartition de l'indice réduit de stratégie de survie (CSI) moyen selon les strates, les strates 1 et 4 ont presque le même score (soit environ 12). Les ménages de la strate 3 dans le département de Kédougou (18,79) et de la strate 2 dans le département de Vélingara (15,43) ont les scores moyens les plus élevés. Cette situation suggère qu'ils ont plus de difficultés alimentaires à surmonter. Par ailleurs, les ménages qui ont moins recouru à ces stratégies d'adaptation au cours des sept derniers jours précédents l'enquête se trouvent dans le département de Salémata (11,01).

Graphique N°38 : Répartition selon le CSI moyen des ménages et les strates



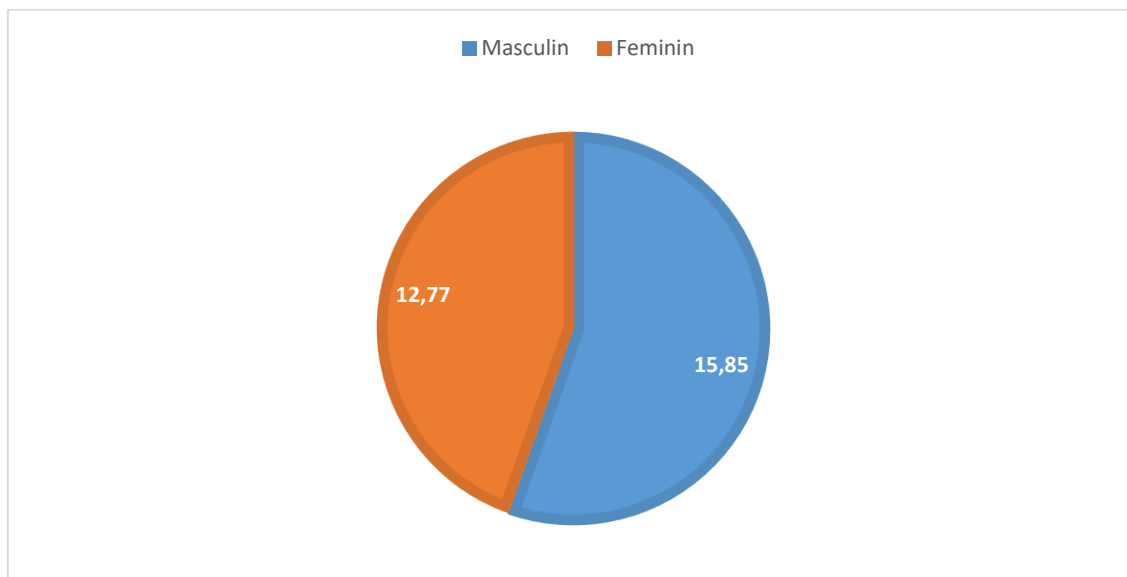
Source : Enquête BEYDAARE 2017

VII.5.2 Répartition des CSI moyens selon le sexe du CM

En ce qui concerne la répartition des CSI moyens des ménages selon le sexe du chef de ménage, le graphique ci-dessous montre que les ménages dirigés par les hommes

ont le plus fort indice réduit de stratégie de survie (15,85). Cela signifie qu'au cours des sept (07) derniers jours, ces derniers ont eu à recourir à plus de stratégies à cause de difficultés alimentaires.

Graphique N°39 : Répartition des CSI moyens des ménages selon le sexe du CM

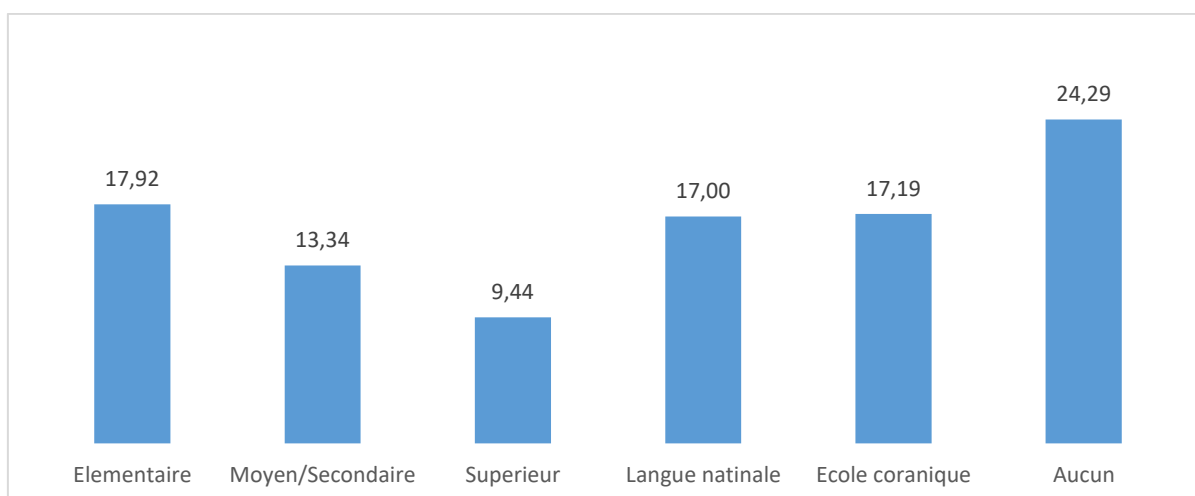


Source : Enquête BEYDAARE 2017

VII.5.3 Répartition des CSI moyens selon le niveau d'instruction du CM

Par rapport à la répartition des SCI moyens selon le niveau le plus haut d'étude du CM révèle que dans les communes ciblées par le projet « BEYDAARE », les CM qui n'ont aucun niveau d'instruction ont le plus fort score (24,29). Cependant, ces ménages ont eu à recourir à plus de stratégies à cause de difficultés alimentaires. Par la suite, les CM qui ont atteint l'élémentaire et fréquenté l'école coranique ont un score tournant aux environs de 18. Le plus faible score (9,44) a été observé chez les chefs de ménage ayant fait le niveau supérieur ce qui signifie que ces ménages ont moins recouru à ces stratégies d'adaptation au cours des sept derniers jours précédents l'enquête.

Graphique N°40 : Répartition des CSI moyen selon le niveau d'instruction



Source : Enquête BEYDAARE 2017

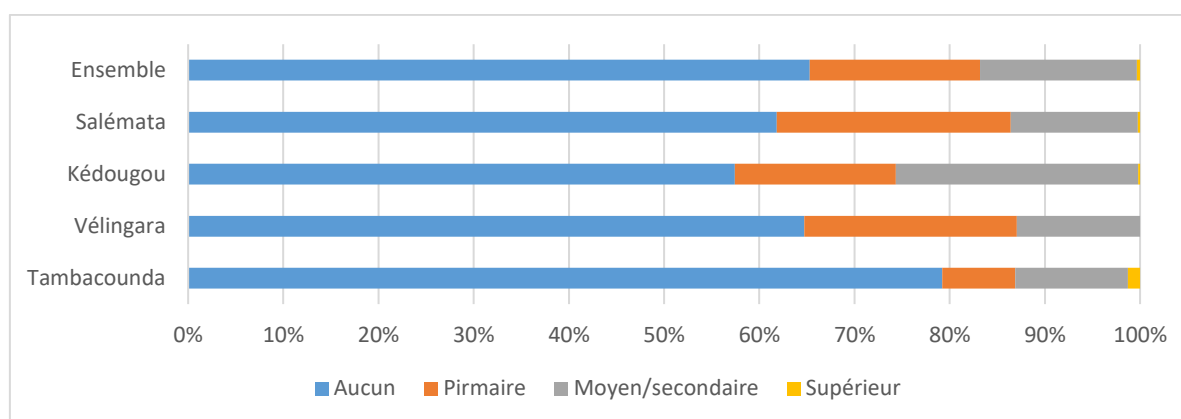
I. NUTRITION & SANTE

VIII.1 SITUATION SOCIO SANITAIRE DES MERES

VIII.1.1 Niveau d'instruction des mères

En ce qui concerne le niveau d'instruction des mères ou femmes gardiennes, la plupart des mères dans les communes ciblées par cette étude n'ont aucun niveau d'instructions soit 65%. La proportion des mères ou femmes gardiennes ayant le niveau élémentaire est de 17,8 % contre 16,5 % pour ceux ayant le niveau moyen ou secondaire et 0,4% pour ceux qui ont le niveau supérieur. S'agissant de la répartition du niveau d'instruction selon les groupes de communes ciblées, la majorité (plus de 50%) des mères ou femmes gardiennes n'ont aucun niveau d'études.

Graphique 41 : Niveau d'instruction des mères ou femmes gardiennes

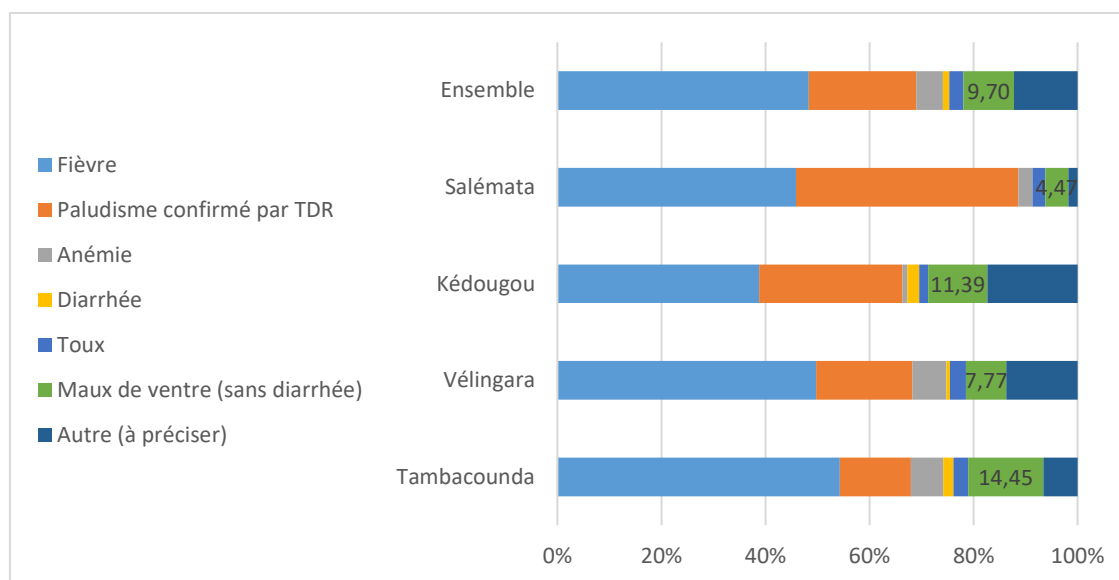


Source : Enquête BEYDAARE 2017

VIII.1.2 Maladies rencontrées

Concernant l'état de santé des mères, l'enquête a permis de capter les maladies ayant survécu durant les deux semaines ayant précédées le passage les interviews. Il est ressorti que 48,3% d'entre elles avaient eu de la fièvre et 20,68 % du paludisme confirmé par un test diagnostique rapide du paludisme (TDR) durant les 2 semaines ayant précédées l'enquête. Au niveau des strates, les taux de prévalence du paludisme les plus élevés sont rencontrés dans les groupes de communes ciblées dans les départements de Kédougou (27,59%) et de Salémata (42,75%). Les maux de ventre sans diarrhée sont aussi fréquents dans la zone (9,70% dans l'ensemble). Ce taux est beaucoup plus élevé dans les groupes de communes sélectionnées à Tambacounda et Kédougou où l'on observe respectivement une prévalence de 14,45% et 11,39%.

Graphique N°42 : Types de maladies rencontrées chez les mères ou femmes gardiennes



Source : Enquête BEYDAARE 2017

VIII.1.3 Pratiques d'hygiène des mères

Pour ce qui est de l'hygiène, la plus part des mères se lave les mains avant de manger (52,38%), après avoir mangé (41,4%), après être allée aux toilettes (59,85%), avant de faire à manger à l'enfant (64,79%), avant de préparer à la cuisine (68,36%) et après avoir lavé l'enfant étant allé aux toilettes (65%) en utilisant un morceau de savon ou liquide. Les résultats de l'enquête montrent aussi que pour ces mêmes activités, une bonne partie des mères utilisent seulement de l'eau pour se laver les mains.

Tableau N°7 : Pratiques d'hygiène des mères (en %) : lavage des mains

	Avant manger	Après manger	Après être allée aux toilettes	Avant de donner à manger aux enfants	Avant de préparer la cuisine	Après avoir lavé les fesses de l'enfant
Eau seulement	35,69	44,30	30,48	20,92	12,58	20,23
Eau plus désinfectant	3,05	3,29	2,82	2,29	4,18	2,52
Morceau de savon ou liquide	52,38	41,40	59,85	64,79	68,36	65,80
Eau + savon + désinfectant	8,72	10,79	6,71	11,94	14,84	10,88
Autres	0,16	0,23	0,14	0,00	0,00	0,48

Source : Enquête BEYDAARE 2017

VIII.1.4 Etat nutritionnel des mères au moment de l'enquête

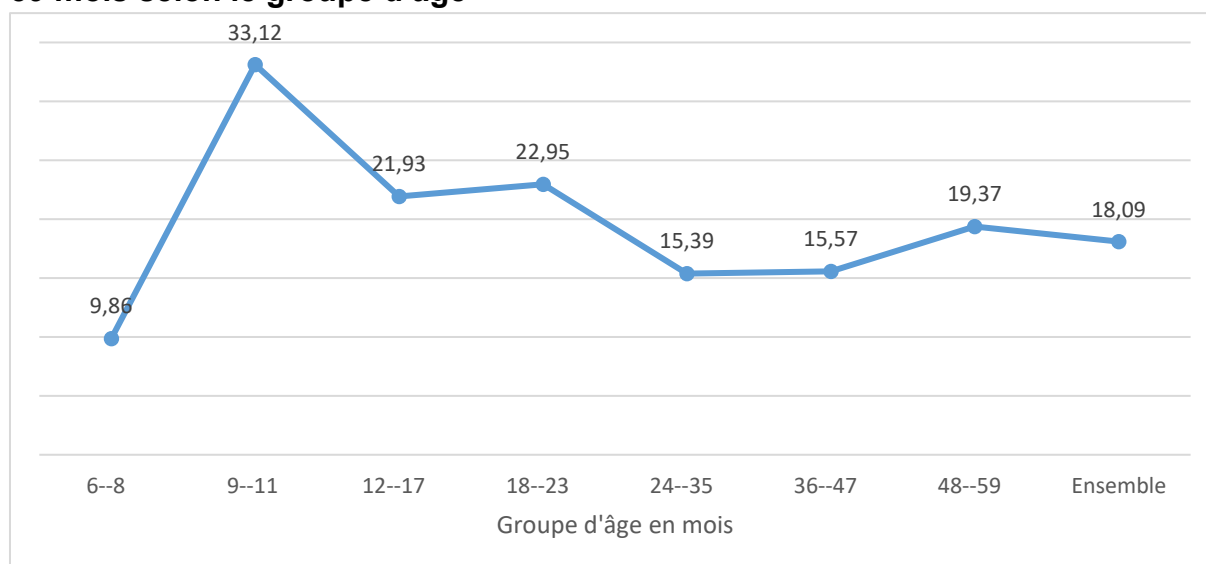
La prévalence de l'insuffisance pondérale des femmes mesurée par le périmètre du tour du bras <22,5 cm est de 1,24% dans l'ensemble des groupes de communes ciblées. La forme sévère par un périmètre du tour du bras <21 cm atteint 0,43% des femmes ou gardiennes d'enfant en âge de procréer.

VIII.2 SANTE & PRATIQUES D'ALIMENTATION DES ENFANTS

VIII.2.1 Maladies des enfants de 6-59 mois

L'enquête a relevé que 18,09% des enfants étaient tombés malades les 7 jours ayant précédé l'enquête. La classe d'âge la plus affectée par les maladies était celle de 9 à 11 mois (33,12%) et la moins affectée celle des enfants de 6 à 11 mois (33,12%) et la moins affectée celle des enfants de 24 à 47 mois avec environ 15% de cas.

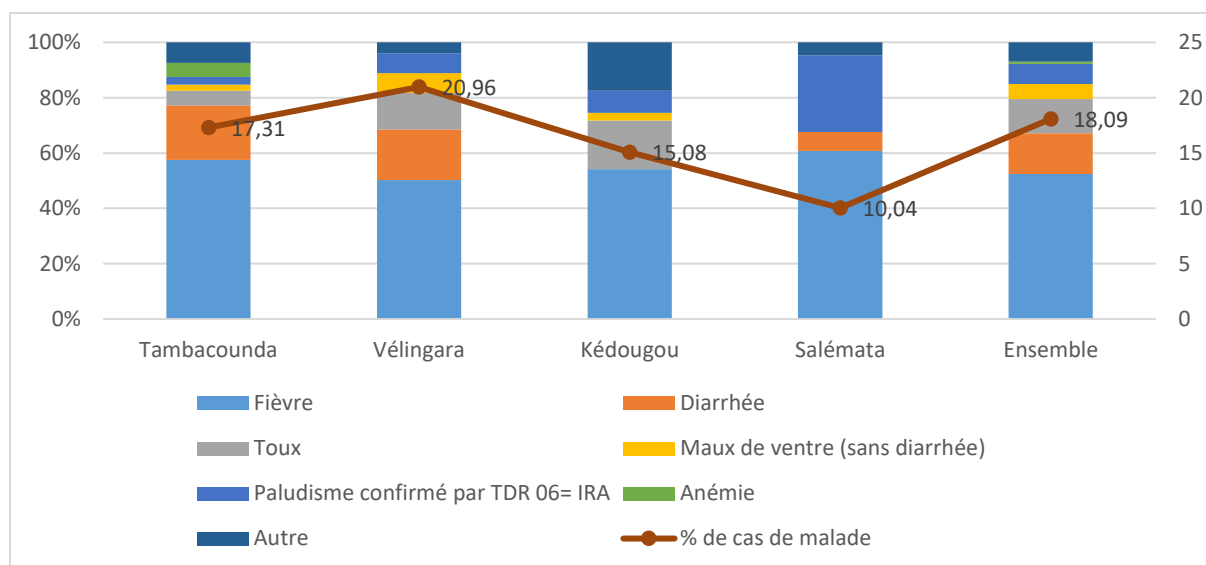
Graphique N°43 : Cas de maladies rencontrées (en %) chez les enfants de 6 à 59 mois selon le groupe d'âge



Source : Enquête BEYDAARE 2017

Les cas de maladies étaient plus fréquents dans les groupes de communes sélectionnées dans le département de Vélingara (20,9%) et de Tambacounda (17,32%). En s'intéressant aux types de maladies contractées, les principales maladies contractées par les enfants étaient la fièvre (52,4%), la diarrhée (14,7%) et la toux (12,3%). Comparativement aux groupes de communes dans les différents départements, les cas de fièvres sont beaucoup plus fréquents dans les groupes de communes de Tambacounda et de Salémata ciblées par le projet. Pour les maladies diarrhéiques affectant les enfants, les taux de prévalence les plus élevés sont observés au niveau des zones ciblées à Tambacounda et à Vélingara. Les cas de toux concernent le plus les groupes de communes ciblées à Kédougou et à Vélingara.

Graphique N°44 : Types et cas de maladies rencontrées chez les enfants de 6 à 59 mois selon les groupes de communes ciblées



Source : Enquête BEYDAARE 2017

VIII.2.2 Début de l'allaitement maternel 6-24 mois

Dans les vingt communes concernées par le projet, la majorité des enfants 76,38 % sont mis au sein moins une heure après la naissance et 42 % entre une heure et trois heures après la naissance. Les mêmes tendances sont observées dans les lots de communes ciblées dans chaque département où une majorité des enfants sont mis au sein moins d'une heure après la naissance soit aussi entre une heure et trois heures après la naissance pour la plus part.

Tableau N°8 : Mise au sein précoce des enfants (en %) selon les groupes de communes

	Tambacounda	Vélingara	Kédougou	Salémata	Ensemble
Moins d'1 heure	81,62	68,13	85,64	73,91	76,38
Entre 1 et 3 heures	5,44	19,9	9,62	17,73	13,56
Entre 3 et 24 heures	1,15	6,12	0	4,65	3,21
Après 1 jour	0,93	0	2,73	0	0,94
Plus de 3 jours	0	0	0	0	2,99
Jamais	7,54	1,91	1,34	0	2,99
Autres	3,32	3,94	0,67	3,71	2,91

Source : Enquête BEYDAARE 2017

VIII.2.3 Premier aliment/ liquide que l'enfant a pris à la naissance 6-24

Les résultats ont montré que même si le lait maternel est introduit à temps (moins d'une heure), il n'est pas toujours le premier liquide pris par l'enfant. L'eau bénite est donnée à l'enfant à la naissance aussi bien dans les zones cibles des départements de Vélingara et de Kédougou avec respectivement 1,86% et 1,34%. Dans l'ensemble ce taux est de 1,15 des cas dans l'ensemble des communes.

Tableau N°9 : Type d'aliment ou de liquide pris par l'enfant (en %) à la naissance, selon les groupes de communes ciblées

	Tambacounda	Vélingara	Kédougou	Salémata	Ensemble
Lait maternel	100	93,76	97,99	100	96,8
Eau bénite (toxantal)	0	1,86	1,34	0	1,15
Lait de chèvre	0	0	0	0	0
Lait de vache	0	0	0	0	0
Mélange à base de miel	0	0	0	0	0
Tisane/décoction	0	0	0,67	0	0,18
Autres	0	4,38	0	0	1,88

Source : Enquête BEYDAARE 2017

VIII.2.4 Aliment liquide consommé durant les 6 premiers mois (6-24 mois)

Pour avoir une indication sur la pratique de l'allaitement maternel exclusif, les mères ont été interrogées sur la consommation de certains types d'aliments et de liquides dans les six premiers mois de la vie de l'enfant. Il ressort alors de cette recherche que la consommation d'eau est une pratique qui est présente dans les communes ciblées. En effet, dans l'ensemble, 23,74% des enfants ont consommé de l'eau dans les six premiers mois de leur vie. Il ressort aussi de même, que la consommation d'aliment semi-solide (bouillie) et/ou solide (plat familial ou spécifique), pendant les six premiers mois de la vie de l'enfant est importante et concerne 25,81% des enfants. Cette pratique comme dans le cadre de l'eau donnée aux enfants est plus répandue à Vélingara et à Kédougou où elle concerne respectivement 28,61% et 31,01% des enfants. La consommation de préparations industrielles et d'eau sucrée (parfumée ou jus de fruit ou thé ou infusion ou préparation de miel) sont les pratiques les moins fréquentes comparativement aux autres dans l'ensemble des communes ciblées.

Tableau N°10 : Aliment liquide consommé durant les 6 premiers mois chez les enfants (en %) 6 à 24 mois

	Eau	Eau sucrée, parfumée ou jus de fruit ou thé ou infusion; préparation de miel et / ou beurre, etc.	Préparation industrielle pour bébés? (aliments faits exclusivement pour la croissance des enfants : pots, lait infantile	Lait en boîte, en poudre ou lait frais	Aliment semi-solide (bouillie) et/ ou solide (plat familial ou spécifique
Tambacounda	24,01	2,88	2,29	6,22	16,94
Vélingara	25,07	3,1	4,33	18,89	28,61
Kédougou	23,19	13,29	19,02	17,92	31,02
Salémata	16,34	1,09	0,58	1,16	19,22
Ensemble	23,74	5,6	7,47	14,4	25,81

Source : Enquête BEYDAARE 2017

VIII.2.5 Diversité alimentaire des enfants de 6 à 59 mois

La qualité du régime alimentaire des enfants de 6 à 59 mois est mesurée à travers le score de diversité alimentaire. Ce score varie entre 0 et 7 en fonction de la diversité des groupes alimentaires qui constituent la diète de l'enfant. Pour les enfants, un score de diversité alimentaire de 4 est considéré selon les standards internationaux comme étant le score minimum permettant de définir un régime alimentaire diversifié. En effet, un score d'au moins 4 indique la probabilité que l'enfant a consommé un aliment de base (céréales ou tubercules), plus un aliment d'origine animale et au moins un fruit ou un légume. Dans l'ensemble des groupes de communes du projet le score moyen de diversité alimentaire des enfants de 6 à 59 mois est de 1,22. La moyenne des scores des enfants 6 à 59 mois est globalement non diversifiée. Cette situation est la même dans toutes les strates à des quatre départements. Elle est plus accentuée à Tambacounda et à Salémata avec des scores inférieurs à la moyenne globale.

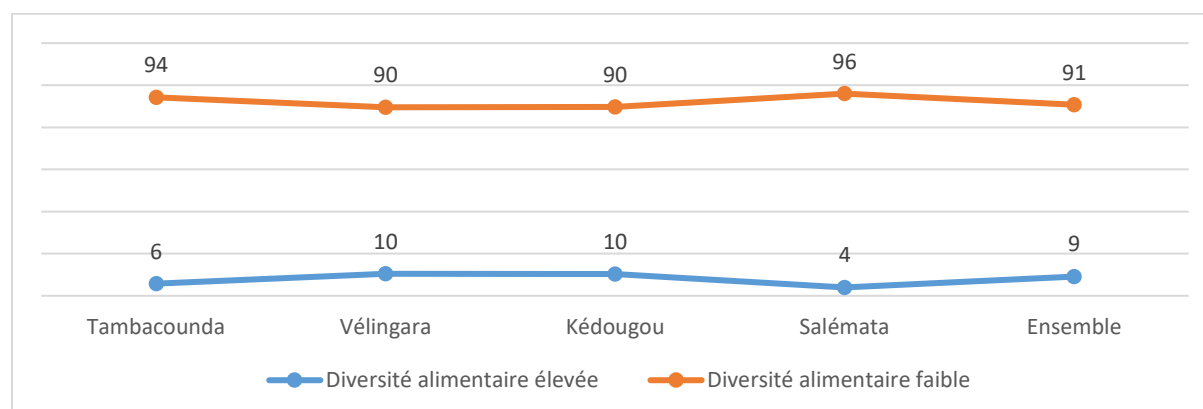
Tableau N°11: Score moyen de diversité chez les enfants (en %) de 6 à 59 mois

	Score moyen	Intervalle de confiance	
Tambacounda	0,86	0,64	1,08
Vélingara	1,32	1,13	1,52
Kédougou	1,44	1,18	1,69
Salémata	0,45	0,28	0,61
Ensemble	1,22	1,09	1,34

Source : Enquête BEYDAARE 2017

Par rapport à la proportion d'enfants affectés par cette situation, il ressort du graphique suivant que 91% n'ont pas un régime alimentaire diversifié. C'est-à-dire qu'ils consomment moins de quatre groupes d'aliments sur les sept attendus. Cette tendance reste la même quel que soit les groupes de communes ciblées à l'intérieur des départements. Cependant, on constate que les zones ciblées dans les départements de Tambacounda et de Kédougou sont les plus affectées par un régime alimentaire non diversifié, c'est-à-dire avec les pourcentages les plus élevés d'enfants de 6 à 59 mois ayant un score inférieur à quatre groupes d'aliments.

Graphique N°46 : Diversité Alimentaire des enfants (en %) de 6-59 mois selon les groupes de communes dans les départements



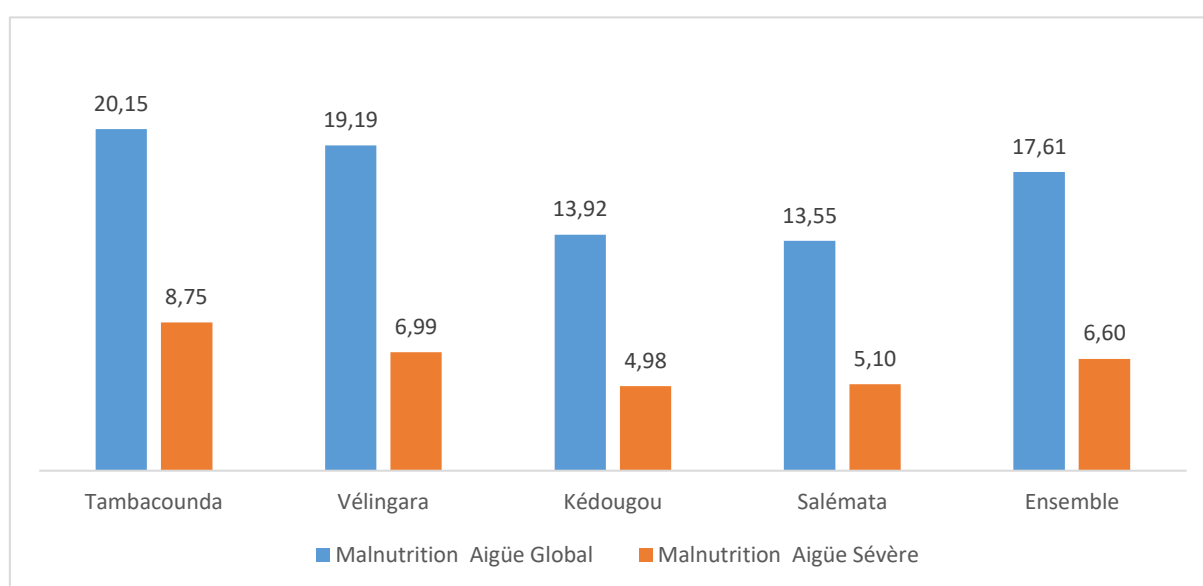
Source : Enquête BEYDAARE 2017

IX. PREVALENCE DES DIFFERENTES FORMES DE MALNUTRITION

IX.1 Malnutrition aiguë (rapport poids/taille)

Dans les communes ciblées, 17,61% des enfants souffrent de malnutrition aiguë et 6,60% présentent la forme sévère. Cela démontre la situation critique de la malnutrition aiguë globale dans les zones du projet avec une prévalence qui dépasse le seuil critique de l'OMS fixé à 15%. Cette tendance, reste aussi vérifier dans les communes cibles à Tambacounda et Vélingara. Cependant, comparativement aux autres zones, les prévalences de la malnutrition aiguë globale et sévère les plus faibles sont observées dans les groupes de communes sélectionnées à Salémata et à Kédougou où la situation reste grave (prévalence entre 10 et 14%).

Graphique N°47 : Prévalence de la malnutrition aiguë par groupes de communes ciblées dans les départements

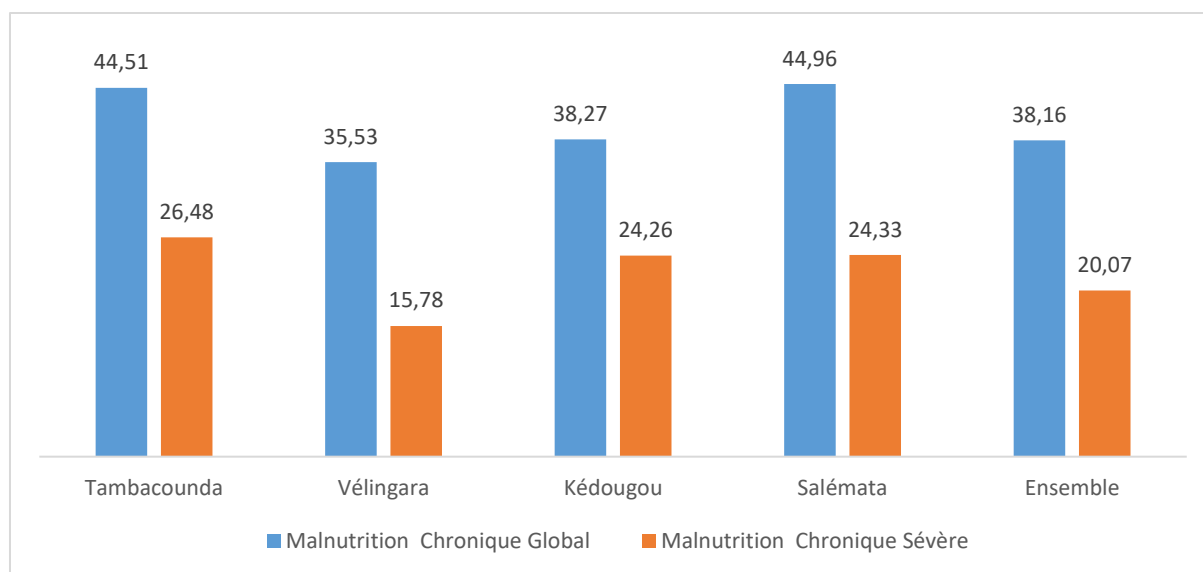


Source : Enquête BEYDAARE 2017

IX.2 Malnutrition chronique (rapport taille/âge)

La malnutrition chronique est déterminée par l'indice taille-pour-âge. Dans les zones ciblées, la prévalence de la malnutrition chronique globale est de 38,16% avec 20,07% pour la forme sévère. L'analyse par zone, montre une situation grave (prévalence entre 30 et 39 %) par rapport au retard de croissance des enfants de 6 à 59 mois dans les groupes de communes concernées à Kédougou et Tambacounda. Les zones ciblées à Tambacounda et Vélingara affichent un état critique avec des prévalences qui atteignant le seuil critique de 40%.

Graphique N°48 : Prévalence de la malnutrition chronique par groupes de communes ciblées dans les départements

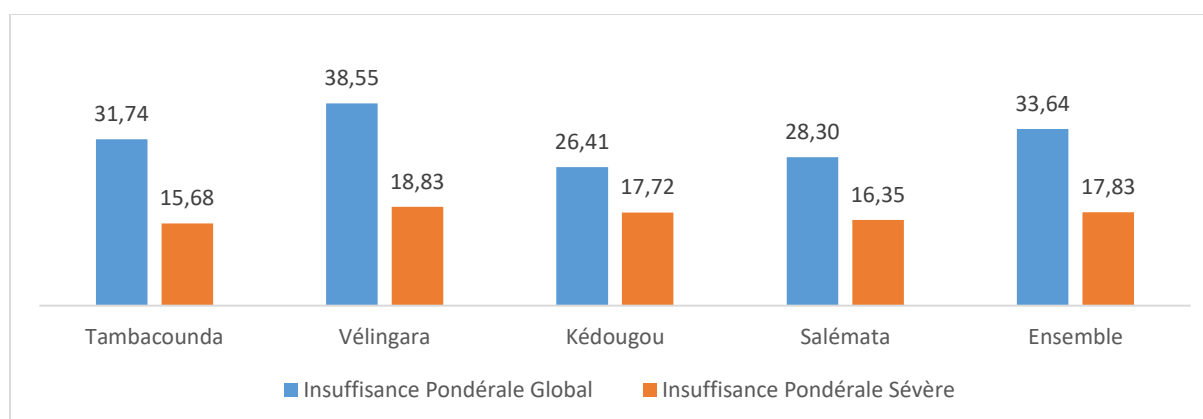


Source : Enquête BEYDAARE 2017

IX.3 Insuffisance pondérale (rapport poids/âge)

L'insuffisance pondérale est déterminée par l'indice poids-pour-âge. Elle est jugée critique si la prévalence dans la population atteint 30%. Dans cette étude, la prévalence de l'insuffisance pondérale est de 33,64% dans l'ensemble, soit une prévalence globalement critique. Il en est de même dans les communes ciblées à Tambacounda et Vélingara où les prévalences de l'insuffisance pondérale globale dépassent le seuil critique de 30%. Les communes concernées dans le département de Kédougou et de Salémata présentent par contre des situations graves (prévalences entre 20 à 29 %) conformément à la classification de l'OMS. La prévalence de la forme sévère qui est de 17,83% dans l'ensemble varie légèrement dans les groupes de communes ciblées par départements.

Graphique N°49 : Prévalence de l'insuffisance pondérale par groupes de communes ciblées dans les départements

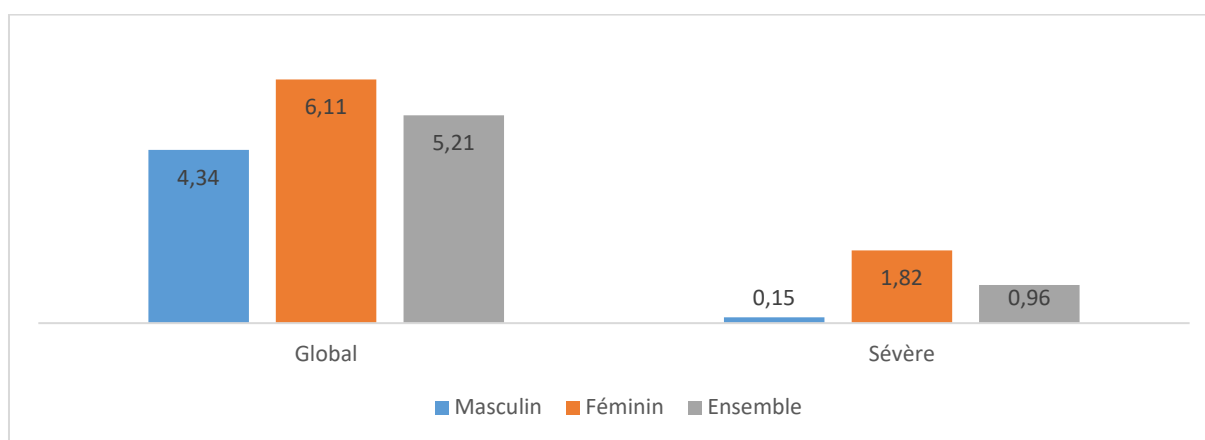


Source : Enquête BEYDAARE 2017

IX.4 Mesure du périmètre brachial (PB) chez les enfants de 6-59 mois

Le périmètre est entre autres un indicateur de malnutrition aiguë de façon secondaire. Cette propriété semble être liée à l'association entre le périmètre brachial et la masse musculaire. La mesure du périmètre brachial varie peu chez les enfants âgés de 6 à 59 mois et peut à ce titre être utilisée indépendamment de l'âge. Le périmètre brachial mesuré chez les enfants âgés de 6 à 59 mois a été analysé comme un indicateur de malnutrition sévère. Il ressort de l'exploitation des données que le taux global de malnutrition est de 6,11% dans l'ensemble des communes ciblées. Chez les enfants de sexe masculin ce taux est de 4,34 % contre 5,21% chez les enfants de sexe féminin. La forme sévère indique un taux de 0,96% avec respectivement 0,15% et 1,82% pour les enfants de sexe masculin et féminin.

Graphique N°50: Taux de malnutrition selon le PB chez les enfants (en %) 6-59 mois



Source : Enquête BEYDAARE 2017

X. AUTONOMISATION DE FEMMES, LEADERSHIP & POUVOIR

X.1 AUTONOMISATION DE FEMMES

L'année 2015 est marquée par la poursuite de la mise en œuvre des projets du Plan Sénégal émergent (PSE) et le raffermisssement des investissements publics, notamment, dans l'agriculture, les infrastructures et l'énergie, conjugués à la relance des industries. Le taux de croissance du PIB réel est estimé à 6,5% en 2015 contre 4,3% en 2014¹ soit un gain de 2,2 points de pourcentage. Cette performance est le fruit du travail d'agents économiques femmes et hommes.

La population du Sénégal est estimée en 2017 à 15 256 346 2 dont 7 597 938 hommes et 7 658 408 femmes (soit 50,2 %). L'accès et l'emprunt en espèces et en nature des hommes et des femmes sont examinés ci-dessous.

Avec une contribution de 15% au PIB national et 55% au PIB du secteur primaire en 2015, le secteur Agro-sylvo-pastoral constitue l'un des plus importants leviers de

¹ Revue Annuelle Conjointe 2015 du PSE

² Projection de la population (2013-2052), ANSD

relance de la croissance économique, de réduction de la pauvreté et de création d'emplois car mobilisant 28% de la population occupée³.

Le Sénégal compte 755 532 ménages agricoles dont les 73,8%⁴ vivent en milieu rural. Les femmes représentent environ 70% des acteurs du secteur agricole, c'est à dire la majorité. Elles restent plus actives dans les cultures de subsistance contribuant ainsi grandement à l'atteinte de la sécurité et de la souveraineté alimentaire. Les chefs de ménages agricoles sont en grande majorité des hommes, soit 84,7% contre 15,3% de femmes au niveau national et 92% et 8% respectivement au niveau des 20 communes prioritaires de la zone du projet Tiers Sud⁵. La terre constitue le principal atout pour l'agriculture. Dans toutes les sociétés, elle est également une source importante de richesse et une référence en matière de statut social.

Dans le cadre de la problématique foncière, la division du travail qui est basée sur le sexe est une donnée qui reflète les normes socioculturelles. Ainsi, l'accès et le contrôle du foncier s'appuient sur des considérations de genre qui font la part belle aux hommes (Sall, 2011)⁶.

Dans la zone du projet Tiers Sud, les hommes exploitent 53 % des superficies contre 47% pour les femmes pourtant, la Constitution (article 15, alinéa 2) garantit l'égalité et l'équité de genre dans l'accès et la propriété de la terre. Aussi, la Loi d'Orientation Agro-sylvo-pastorale en son article 54 stipule que « L'État assure l'égalité des droits des femmes et des hommes en milieu rural, en particulier dans l'exploitation agricole. En outre, des facilités d'accès au foncier et au crédit sont accordées aux femmes ». Aussi, la loi n°64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, stipule que la terre appartient à l'Etat du Sénégal qui peut transférer le droit d'accès et de propriété aux hommes et aux femmes. Malgré ces dispositions normatives, les femmes sont toujours confrontées à un accès et un contrôle limités aux ressources agricoles.

En effet, l'assignation et la prescription des rôles, selon le genre, va forcément déteindre sur l'accès et la gestion du foncier. La société sénégalaise est rurale, majoritairement patriarcale, fortement islamisée et hiérarchisée. Cette organisation sociétale commande une approche sexospécifique de la question foncière. La féminité et la masculinité qui sont socialement et historiquement construites en se fondant sur les us et coutumes, les lois, les règles et les traditions, impliquent que les rapports sociaux de sexe soient largement structurés par la culture, la religion, les politiques publiques et les conditions économiques (Sall, 2011).

Ainsi, les données ci-dessous recueillies dans la zone du Tiers Sud révèlent que les femmes possèdent moins de cinq terrains et en exploitent moins de quatre contrairement aux hommes dans les zones prioritaires du département de Tambacounda et Kédougou.

³ Source DPPE/ANSD

⁴ RGPFAE 2013

⁵ Rapport DAPSA 2014

⁶ Sall, F.D. 2011, *Les femmes rurales à l'épreuve d'une citoyenneté foncière*, GESTE-CRDI.

TABLEAU 12 : Possession et exploitation des parcelles selon le sexe suivant les départements

Nombre de parcelles possédées				Nombre de parcelles exploitées			
Département de Tambacounda				Département de Tambacounda			
	H	F	Ensemble		H	F	Ensemble
Aucune parcelle	2%	20%	4%	aucune ou une parcelle	15%	48%	18%
Une à deux parcelles	38%	58%	40%	deux parcelles	26%	29%	26%
Trois à quatre parcelles	44%	22%	41%	Trois parcelles	24%	23%	24%
Cinq parcelles et plus	16%	0%	14%	quatre parcelles ou plus	35%	0%	31%
Total	100%	100%	100%	Total	100%	100%	100%
Département de Vélingara				Département de Vélingara			
	H	F	Ensemble		H	F	Ensemble
Aucune parcelle	11%	40%	14%	aucune ou une parcelle	19%	34%	20%
Une à deux parcelles	29%	27%	29%	deux parcelles	25%	25%	25%
Trois à quatre parcelles	39%	25%	37%	Trois parcelles	20%	24%	20%
Cinq parcelles et plus	21%	9%	20%	quatre parcelles ou plus	36%	17%	34%
Total	100%	100%	100%	Total	100%	100%	100%
Département de Kédougou				Département de Kédougou			
	H	F	Ensemble		H	F	Ensemble
Aucune parcelle	38%	70%	44%	aucune ou une parcelle	21%	55%	24%
Une à deux parcelles	29%	28%	29%	deux parcelles	34%	38%	35%
Trois à quatre parcelles	18%	2%	15%	Trois parcelles	25%	7%	23%
Cinq parcelles et plus	15%	0%	12%	quatre parcelles ou plus	20%	0%	18%
Total	100%	100%	100%	Total	100%	100%	100%
Département de Salémata				Département de Salémata			
	H	F	Ensemble		H	F	Ensemble

				aucune ou une parcelle			
Aucune parcelle	3%	15%	4%		20%	29%	21%
Une à deux parcelles	49%	52%	49%	deux parcelles	27%	47%	30%
Trois à quatre parcelles	48%	30%	46%	Trois parcelles	45%	19%	42%
Cinq parcelles et plus	0%	2%	1%	quatre parcelles ou plus	7%	5%	7%
	100	100			100	100	
Total	%	%	100%	Total	%	%	100%

Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

Par ailleurs, les données de l'enquête qualitative ont déjà montré que les femmes ne sont pas la plupart du temps propriétaires des terres emblavées. La possession des parcelles peut avoir un effet bénéfique pour les ménages, en particulier dans des situations financières difficiles. Pour les femmes, être propriétaire de parcelles peut renforcer leur pouvoir d'action et les protéger en cas de séparation ou de rupture d'union ou même en cas de chocs au niveau de la zone du tiers Sud (exemple des populations de NGUENTE qui ont eu à se déplacer ailleurs).

Les déterminants de cette discrimination à l'égard des femmes, sont entre autres :

- les normes sociales et culturelles qui octroient à l'homme l'autorité de chef de famille et les prérogatives de gestion de la terre (considérée comme un bien familial et/ou de la communauté surtout en milieu rural) ;
- la pauvreté et la difficulté d'accès des nombreuses femmes au crédit ;
- l'occupation croissante de terres agricoles par des multinationales intéressées par l'agrobusiness.

X.2 LEADERSHIP & POUVOIR

Au Sénégal, les relations et rapports entre femme et homme sont déterminés et structurés par des déterminants socioculturels. Dès la naissance, les pratiques, comportements et attitudes des hommes et des femmes sont fortement dépendants des us et coutumes. Chacun agit et interagit en conformité avec les structures, systèmes et normes socialement établis. Ainsi, les femmes et les hommes, selon les âges et les milieux, adoptent des rôles et responsabilités sociaux attendus d'eux par la société en tant qu'acteurs sociaux culturellement déterminés.

Les normes et valeurs, qui se traduisent traditionnellement par une forte hiérarchie sociale et s'expriment d'abord dans la sphère familiale, varient au niveau des différents groupes ethniques que sont les Wolof, Hal Pulaar, Sérér, Diola, Mandingue, etc. A quelques exceptions ces différents groupes sont caractérisés, traditionnellement, par une forte hiérarchie sociale. Les valeurs, socialement transmises et acquises, sont véhiculées en leur sein à travers des modes de socialisation dont les contenus sont transmis par des canaux impliquant les membres des groupes à travers les rites, cérémonies traditionnelles, pratiques comportementales, contes, adages et proverbes, etc. Organisées de manière à être véhiculés par les adultes et sages des communautés concernées, les normes et

valeurs se transmettent entre les générations de manière à forger et perpétuer la personnalité de l'individu selon son sexe.

La famille est, pour l'essentiel des ethnies du pays, l'institution de base à partir de laquelle s'organise, principalement, la vie sociale et culturelle. Malgré les diversités de croyances et pratiques, les différents groupes ethniques partagent la spécificité de la différenciation des rôles masculin et féminin et de la sanction inégale des statuts conférés aux hommes et aux femmes.

Les différentes cultures confèrent à l'homme et à la femme, partout au Sénégal, un traitement différent et une considération sociale inégale. Globalement, toutes les ethnies édifient les relations familiales entre les hommes et les femmes, à partir d'une inégalité fondamentale entre l'homme chef de famille et la femme qui doit, en effet, subir l'autorité de ce dernier. Ces statuts respectifs de base fondent les relations de pouvoir et d'autorité au sein de la famille entre femme et homme de manière générale, entre conjoints, parents et enfants, aînés et cadets.

Dans ces systèmes sociaux fondés surtout sur une organisation de type patriarcal, la vie des ménages s'érige selon une culture valorisée de subordination de la femme et de domination de l'homme. Traditionnellement, l'homme qui incarne l'autorité au sein du ménage veille aux normes et règles sociales instaurées par la société et assure, à cet effet, le contrôle et la gestion des biens familiaux, prend les décisions capitales et a la charge de fournir les moyens de subsistance aux membres du ménage. En l'absence de l'homme assurant le statut de chef de famille, il revient aux autres hommes d'assurer l'autorité familiale quel que soit l'âge des femmes présentes.

La femme, mère, épouse ou sœur, a la charge sociale du fonctionnement de la vie domestique. Elle assure, à cet effet, les travaux ménagers, prend soin des enfants et supporte la reproduction sociale de la main d'œuvre (agricole, salariée, etc.). Elle soutient et, parfois, se substitue à l'homme dans sa charge sociale de la famille. Elle prend en charge tout ce qui concourt à organiser les conditions favorables à la famille. La différenciation des rôles sociaux des hommes et des femmes et la vision de l'inégalité sociale entre ces catégories structurent leurs relations à tous les niveaux et dans tous les processus de la vie communautaire et sociale. Pour les communautés, la famille étant le fondement de la vie sociale, la maternité est au centre de la vie familiale et communautaire. La fécondité est valorisée par les cultures ; la femme est sensée « donner des enfants au mari », à défaut, elle subit le rejet social. Le culte d'une fécondité élevée justifie la précocité du mariage et la prédominance de la polygamie.

Le rôle d'autorité assumé par l'homme et la position de subordination de la femme s'expriment dans les différentes institutions sociales et communautaires. Dans le mariage, acte social fondamental, l'homme détient le privilège du rôle actif, l'homme exerce, à titre principal et pour la majorité des groupes ethniques, un contrôle sur la fécondité du couple. Dans les processus éducationnels familiaux et communautaires, il jouit d'un traitement spécial avec une plus grande permissivité et responsabilisation qui a tendance à s'estomper dans les zones où le taux d'analphabétisme est à la baisse. Par contre, les femmes, qui sont limitées et contrôlées dans leur ouverture et initiative, doivent respect et obéissance au niveau

de toutes les communautés. La violence alors inscrite dans cette relation comme moyen de sanction de toute désobéissance est une pratique courante que l'homme utilise, sous couvert du voile de la «sutura» ou de la discrétion imposé par l'ordre social, pour imposer à la femme le respect de son autorité et la soumission.

La zone du projet Tiers Sud n'échappe pas à ces règles de la société sénégalaise où les résultats de l'enquête quantitative montre que les femmes ont un retard de 15 à 17 points (voir tableau). L'analyse des rapports sociaux de genre permet de mettre en évidence et de comprendre les disparités constatées dans les relations entre les hommes et les femmes. Dans le cadre du projet Tiers Sud, les résultats de l'enquête qualitative permettent de procéder à une analyse de l'autonomisation des femmes à travers la prise de décision concernant la vente, l'emprunt et la redistribution du capital productif et des biens d'équipement de confort, l'appartenance des femmes comme membre actif à un groupe ou une association, ainsi que les activités effectuées par les individus du ménage la veille des entretiens (au cours de la journée d'hier). Les questions posées dans le questionnaire individuel ont fourni des informations qui ont permis d'élaborer certains indicateurs d'évaluation du statut de la femme dans la zone du Tiers Sud.

Le pouvoir de décision concernant la vente, l'emprunt et la redistribution du capital productif et des biens d'équipement de confort, l'utilisation du revenu de la femme est considérée comme l'un des indicateurs directs du statut de la femme. En effet, il permet de mesurer son niveau d'intervention dans les décisions à prendre. Les données confirment que le pouvoir de décision revient plus à l'homme qu'à la femme aussi bien pour la vente, la redistribution que pour le contrôle.

TABLEAU N°13 : PRISE DE DECISION CONCERNANT LE CAPITAL PRODUCTIF ET LES BIENS DEQUIPEMENT

	FEMININ	MASCULIN	RATIO F/H
VENTE	55,52%	66,54%	0,83%
REDISTRIBUTION	55,36%	66,99%	0,83%
CONTRÔLE	56,03%	66,12%	0,85%

Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

X.2.1 UTILISATION DU TEMPS

La prise en compte de l'utilisation du temps par les femmes et les hommes nous permet de comprendre les différences entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le temps consacré aux activités (rémunérées et non rémunérées et aux loisirs).

Des questions relatives aux activités menées par la personne pour évaluer le niveau d'implication des femmes et des hommes ont été posées en vue d'évaluer la charge de travail et le temps libre des femmes et des hommes. Concernant les activités effectuées par les individus du ménage au cours de la journée d'hier, les résultats des données montrent que les femmes passent plus de temps dans la cuisine, (matin 92,61 après-midi 93,33/ nuit 91,95); dans les travaux domestiques (matin 91,65 ; après-midi 89,35 ; nuit 93,39); et les soins aux enfants, adultes et personnes âgées (matin 89,2 ; après-midi 90,29 nuit 90,55). Les ratios calculés révèlent que les scores supérieurs à 1 sont plus nombreux et que ces activités prennent tout le temps des

femmes.

TABLEAU N°13 : LES ACTIVITES DE LA MATINEE

ACTIVITES MATINEE	FEMININ	MASCULIN	RATIO F/H
DORMIR ET SE REPOSER	57,09	42,91	1,330
MANGER ET BOIRE	51,77	48,23	1,073
SOINS PERSONNELS	57,11	42,89	1,332
ECOLE Y COMPRIS LES DEVOIRS	55,29	44,71	1,237
TRAVAILLE COMME EMPLOYER	24,77	75,23	0,329
TRAVAILLE COMMERCIAL PROPRE	48,65	51,35	0,947
AGRICULTURE AU SENS LARGE	44,31	55,69	0,796
SHOPPING ET SERVICES Y COMPRIS LES SERVICES DE SANTE	60,18	39,82	1,511
TISSAGE COUTURE ET SOIN DU TEXTILE	61,61	38,39	1,511
CUISINE	92,61	7,39	1,605
TRAVAIL DOMESTIQUE Y COMPRIS CORVEE EAU ET BOIS	91,65	8,35	12,532
Soins aux enfants / adultes / personnes âgées	89,2	10,8	10,976
VOYAGER ET COMMUNIQUER	31,05	68,95	0,450
REGARDER LA TV ET ECOUTER RADIO	40,23	59,77	0,673
EXERCICE ET SPORTS	6,37	93,63	0,068
LOISIR	27,23	72,77	0,374
ACTIVITEES RELIGIEUSES	48,16	51,84	0,929

Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

TABLEAU N°14 : LES ACTIVITES DE L'APRES MIDI

ACTIVITES APRES MIDI	FEMININ	MASCULIN	RATIO F/H
DORMIR ET SE REPOSER	55,87	44,13	1,266
MANGER ET BOIRE	51,92	48,08	1,080
SOINS PERSONNELS	59,76	40,24	1,485
ECOLE Y COMPRIS LES DEVOIRS	47,78	38,69	1,235
TRAVAILLE COMME EMPLOYER	21,17	78,83	0,269
TRAVAILLE COMMERCIAL PROPRE	52,42	47,58	1,102
AGRICULTURE AU SENS LARGE	44,51	55,49	0,802

SHOPPING ET SERVICES Y COMPRIS LES SERVICES DE SANTE	53,96	46,04	1,172
TISSAGE COUTURE ET SOIN DU TEXTILE	75,63	24,37	1,172
CUISINE	93,33	6,67	3,103
TRAVAIL DOMESTIQUE Y COMPRIS CORVEE EAU ET BOIS	89,35	10,65	13,993
Soins aux enfants / adultes / personnes âgées	90,29	9,71	8,390
VOYAGER ET COMMUNIQUER	29,99	70,01	0,428
REGARDER LA TV ET ECOETER RADIO	43,61	56,39	0,773
EXERCICE ET SPORTS	6,09	93,91	0,065
LOISIR	64,99	35,01	1,856
ACTIVITEES RELIGIEUSES	48,62	51,38	0,946

Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

TABLEAU N°15 : LES ACTIVITES DE LA NUIT

ACTIVITES DE NUIT	FEMININ	MASCULIN	RATIO F/H
DORMIR ET SE REPOSER	51,66	48,34	1,069
MANGER ET BOIRE	51,29	48,71	1,053
SOINS PERSONNELS	51,26	48,79	1,051
ECOLES Y COMPRIS LES DEVOIRS	47,78	52,22	0,915
TRAVAILLE COMME EMPLOYER	26,18	73,82	0,355
TRAVAILLE COMMERCIAL PROPRE	49,62	50,38	0,985
AGRICULTURE AU SENS LARGE	31,43	68,57	0,458
SHOPPING ET SERVICES Y COMPRIS LES SERVICES DE SANTE	43,98	56,02	0,785
TISSAGE COUTURE ET SOIN DU TEXTILE	44,94	55,06	0,785
CUISINE	91,95	8,05	0,816
TRAVAIL DOMESTIQUE Y COMPRIS CORVEE EAU ET BOIS	93,39	6,61	11,422
Soins aux enfants / adultes / personnes âgées	90,55	9,45	14,129
VOYAGER ET COMMUNIQUER	26,02	73,98	0,352
REGARDER LA TV ET ECOETER RADIO	38,9	61,1	0,637
EXERCICE ET SPORTS	0	100	0,000
LOISIR	39,55	60,45	0,654
ACTIVITEES RELIGIEUSES	48,65	51,35	0,947

X.2.2 LEADERSHIP & INFLUENCE DU GROUPE : APPARTENANCE OU ADHESION A UN GROUPE OU ASSOCIATION

Les données sur l'appartenance ou adhésion de la personne ci-dessous montrent que 24,64 % des hommes et 29,22% des femmes appartiennent à un groupe ou association.

TABLEAU N°16 : APPARTENANCE A UN GROUPE OU ASSOCIATIONS

Appartenance à un groupe ou associations	Sexe du répondant		Total
	MASCULIN	FEMININ	
OUI	24,64%	29,22%	26,98%
NON	75,36%	70,78%	73,02%
Total	100,00%	100,00%	100,00%

Source : Enquête BEYDAARE 2017, ANSD

XI. RECOMMANDATIONS

Nous recommandons de mettre en place un système de ciblage des ménages qui couvre l'ensemble des villages ou quartiers de ces communes. Pour ce faire :

- créer un comité communal de ciblage dans chaque commune du projet (pilote par le maire) ;
- créer un comité villageois ou de quartier dans chaque village ou quartier (présidé par le chef de village ou de quartier) ;
- associer la présidente de l'association des femmes, le président de l'association des jeunes ou quartier, le directeur de l'école ou son représentant, le représentant des notables, le représentant du corps médical, les imams ou prêtres du village dans le comité du village ou de quartier.
- définir les quotas de ménage par commune en fonction des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- répartir le quota de la commune par village ou quartier en tenant compte de la taille du village et du niveau d'insécurité alimentaire du village ou quartier ;
- définir les variables sur les critères suivants de ciblage des ménages :

Tableau N°17 : Critères du modèle de scoring

Critères	Priorisation
Taille du ménage	Supérieur à 13 en milieu rural ou 11 en milieu urbain
Niveau d'instruction du chef de ménage	Aucun niveau
Accès à l'eau potable	Source non protégée
Accès à l'assainissement (type de toilette)	Dans la nature/brousse, chez le voisin, cuvette, seau, édicule public
Fréquentation structure de santé	Non consultation d'un service sanitaire, faute de moyen
Nombre de repas par jour	Nombre de repas pris hier inférieur ou égal à 1
Statut d'occupation du logement	Non propriétaire (milieu urbain seulement)
Travail des enfants	Présence d'enfant(s) de moins de 17 ans qui travaille(nt)
Enfants de 0 à 5 ans	Nombre d'enfants de 0 à 5 ans
Handicap	Présence de personne(s) handicapée(s) physique ou mental

Critères	Priorisation
Personnes du 3ème âge	Présence de personne(s) de 60 ans ou plus
Non possession de biens essentiels	Non possession d'ovins, de caprins, de porcins et de volaille
Type de logement	Baraque ou case en banco
Revêtement toit	Chaume, paille, tiges ou zinc
Revêtement sol	Banco ou sable
Revêtement mur	Bois, pisé, paille, tiges ou banco

- définir un modèle de « scoring » pour évaluer le niveau d'insécurité alimentaire ou de pauvreté du ménage à travers une analyse multidimensionnelle afin de classer les ménages selon leur niveau de vie;
- former les membres des comités villageois ou de quartier sur les critères de choix des ménages à cibler ;
- mener une enquête auprès de ces ménages ciblés par les comités de ciblage.

Les principales actions à entreprendre pour corriger les inégalités de genre sont les suivantes :

- la prise en compte des besoins et contraintes des femmes dans tous les projets phares du Pilier I du PSE à savoir la transformation structurelle de l'économie et croissance. Il est important que les indicateurs de résultat et d'impact soient désagrégés par sexe ;
- faire un plaidoyer auprès des décideurs pour l'adoption des mesures visant à impliquer davantage les femmes dans les programmes de l'agriculture familiale, à renforcer leurs capacités, à adopter des méthodes culturelles modernes et à permettre leur accès effectif à la propriété foncière, aux intrants agricoles, et à 30% des équipements ou plus comme spécifié dans la circulaire du Ministre de l'Agriculture ;
- Initier des actions ciblées pour promouvoir la participation des femmes dans le secteur G, cela inclut un renforcement des capacités techniques des acteurs des filières et de leadership des femmes et la protection systématique de leurs droits d'accès à la terre par la redistribution des terres ;
- structurer et renforcer les capacités des acteurs des filières bananes et lait ;
- développer de services d'appui adaptés à la disponibilité des femmes productrices;
- faciliter de l'accès des femmes aux fonds agricoles de l'urgence et autres sources de financement leur permettant d'initier des projets porteurs comme l'exploitation des produits comme la banane pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et prévenir la malnutrition et améliorer la résilience des groupes vulnérables
- proposer une stratégie pour lever les problématiques de production au niveau des différentes filières qui sont pour l'essentiel liées aux différents systèmes de culture (résultant de l'accès au foncier et à l'eau, du type de sols, de la structure familiale du producteur et de l'accès aux moyens de production tels que l'équipement et la mécanisation du labour des sols lourds comme le secteur G qu'il faudra redistribuer pour intégrer les femmes), les problématiques en aval de la production concernant en général l'existence et l'état des infrastructures de désenclavement, les opportunités commerciales et les besoins spécifiques (mode de conditionnement des bananes, chaîne du froid pour le lait...).

XII. CONCLUSION

Ce rapport a traité des questions relatives aux caractéristiques des ménages, à l'éducation, à la santé, à l'emploi, aux conditions de vie par le biais de l'accès à l'eau et l'assainissement, à l'habitat, à l'accès aux ressources, à la production agricole, à l'analyse de la consommation alimentaire, aux chocs et stratégies d'adaptation des ménages et à l'analyse de la malnutrition des ménages en prenant en compte l'aspect genre dans le cadre du projet « BEYDAARE ». Ainsi, 890 ménages servant la taille de l'échantillon ont été tirés dans l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE » dans les 04 départements ciblés (Tambacounda, Vélingara, Kédougou et Salémata).

Si l'on en juge par l'évolution des indicateurs, globalement les ménages dirigés par les hommes sont supérieurs à ceux dirigés par les femmes dans l'ensemble des communes ciblées par le projet ; la plus part des CM dans ces communes n'ont aucun niveau d'instruction et également le taux d'intervention des ménages dans la production agricole est de 81%. L'habitat est caractérisé principalement par des constructions en chaume ou paille pour la nature du toit du principal bâtiment du logement du ménage. Concernant l'accès à l'eau et à l'assainissement, les puits non protégés constituent la principale source de l'eau que boivent les membres des ménages alors que les latrines traditionnelles à simple fosse ventilée ou non constituent le type de toilette le plus utilisé par les ménages de ces localités. 92% des ménages dirigés par les hommes pratiquent la production agricole (l'agriculture et l'élevage) et environ 54% des ménages concernés ont estimé que la production de mil a reculé en 2015/2016, comparativement à 2014/2015. S'agissant des indicateurs mesurant la sécurité alimentaire, les résultats de l'enquête ont montré les ménages dirigés par les femmes ont une meilleure consommation alimentaire, en comparaison avec ceux dirigés par les hommes et que la proportion des ménages avec une consommation alimentaire acceptable est de 67,8% pour les ménages dont le CM a atteint le niveau supérieur. Les résultats de cette enquête montrent également que les ménages dirigés par les hommes recourent plus de stratégies (soit près de 85%) à cause de difficultés alimentaires et ont le plus fort indice réduit de stratégie de survie (15,85). En ce qui concerne la situation socio-sanitaire des mères, la plus part des mères dans les communes ciblées par cette études n'ont aucun niveau d'instructions soit 65%, 48,3% d'entre elles avaient eu de la fièvre et 20,68 % du paludisme confirmé un test diagnostique rapides du paludisme (TDR). Par rapport à la sante et aux pratiques d'alimentation des enfants, la classe d'âge la plus affectée par les maladies était celle de 9 à 11 mois (33,12%) et la moins affectée celle des enfants 24 à 47 mois avec environ 15% de cas de maladies. La majorité des enfants (76,38 %) sont mis au sein moins une heure après la naissance. Dans l'ensemble des groupes de communes du projet, le score moyen de diversité alimentaire des enfants de 6 à 59 mois est de 1,22.

Il est important de souligner que la masse d'informations collectées à travers l'enquête, ne peut être analysée de manière exhaustive dans ce rapport. C'est à cet effet, qu'il est envisagé d'entreprendre des analyses approfondies qui porteront sur l'ensemble des thèmes abordés dans l'enquête avec un accès particulier sur l'analyse de la vulnérabilité des ménages dans l'ensemble des communes ciblées par le projet « BEYDAARE ». Faut-il le rappeler, la nouveauté et la force de cette enquête à caractère périodique, réside dans sa capacité à fournir des indicateurs statistiquement

significatifs au niveau de l'ensemble des communes ciblées par le projet ainsi que dans la possibilité qu'elle offre de comparer les strates dans le tiers sud du pays.

ANNEXES

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE										
Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
Conditions de vie des ménages										
Proportion des ménages selon l'intervention dans la production agricole et le sexe du chef de ménage	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études,	Rapport entre le nombre de ménages intervenant dans la production agricole et le nombre total de ménages X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	58,1 %	47,0%
								F	51,3 %	
							Tambacounda	H	57,1 %	
								F	44,1 %	
							Salémata	H	53,6 %	
								F	45,5 %	
							Kédougou	H	31,6 %	
								F	27,0 %	
Proportion des ménages selon l'intervention dans la production agricole et la fréquentation de l'école française	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études,	Rapport entre le nombre de ménages intervenant dans la production agricole et ayant fréquenté l'école française et le nombre total de ménages X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	72,3 %	53,6%
								F	52,0 %	
							Tambacounda	H	42,7 %	
								F	27,9 %	
							Salémata	H	60,3 %	
								F	40,1 %	
							Kédougou	H	59,1 %	
								F	36,0 %	
Accès aux ressources										

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
Proportion des ménages qui possèdent des parcelles en 2016 selon le sexe du chef de ménage	Résultat	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études,	Rapport entre le nombre de ménages qui possèdent des parcelles et le nombre total de ménages X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	89%	75,1%
								F	60%	
							Tambacounda	H	98%	
								F	80%	
							Salémata	H	97%	
								F	85%	
							Kédougou	H	62%	
								F	30%	
Proportion des ménages qui exploitent des parcelles en 2016 selon le sexe du chef de ménage	Résultat	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études,	Rapport entre le nombre de ménages qui exploitent des parcelles et le nombre total de ménages X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	81%	69,9%
								F	66%	
							Tambacounda	H	85%	
								F	52%	
							Salémata	H	79%	
								F	45%	
							Kédougou	H	80%	
								F	71%	
Proportion des femmes qui possèdent des parcelles en 2016	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports	Rapport entre le nombre de femmes qui possèdent des parcelles et le nombre total de femmes X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	-	54,3 %
								F	40%	
							Tambacounda	H	-	
								F	29%	
							Salémata	H	-	
								F	70%	
							Kédougou	H	-	
								F	78%	

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
		d'études,								
Proportion des ménages qui ont accès au crédit en espèces selon le sexe du CM	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études,	Rapport entre le nombre de ménages qui ont accès en espèces au crédit et le nombre total de ménages X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	56,0 %	12,5 %
								F	2,6%	
							Tambacounda	H	19,7 %	
								F	3,4%	
							Salémata	H	1,9%	
								F	0,7%	
							Kédougou	H	15,2 %	
								F	0,5%	
Proportion des ménages ayant accès au crédit en nature pour le financement des activités agricoles selon les strates et le sexe du CM	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études,	Rapport entre le nombre de ménages qui ont accès en nature au crédit et le nombre total de ménages X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	62,0 %	12,5 %
								F	5,0%	
							Tambacounda	H	12,7 %	
								F	0,0%	
							Salémata	H	1,9%	
								F	0,7%	
							Kédougou	H	8,9%	
								F	8,8%	
Production agricole & Elevage										
Répartition des ménages selon	Résultat	Enquêtes auprès des	Rapport entre le nombre de ménages	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	71%	55,3%
								F	60%	

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
la main d'œuvre familiale		ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	agricoles utilisant la main d'œuvre agricole et le nombre total de ménages agricoles X 100				Tambacou			
							nda	F		
							Salémata	H		
								F	59%	
							Kédougou	H		
								F	31%	
Répartition des ménages selon la main d'œuvre ouvrier agricole temporaire	Résultat	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Rapport entre le nombre de ménages agricoles utilisant la main d'œuvre agricole temporaire et le nombre total de ménages agricoles X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H		
								F	6%	
							Tambacou	H		
							nda	F	2%	
							Salémata	H		
								F	2%	
							Kédougou	H		
								F	4%	3,5%
Répartition des ménages selon la main d'œuvre ouvrier agricole permanent	Résultat	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Rapport entre le nombre de ménages agricoles utilisant la main d'œuvre agricole permanente et le nombre total de ménages agricoles X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H		
								F	0%	
							Tambacou	H		
							nda	F	2%	
							Salémata	H		
								F	0%	
							Kédougou	H		
								F	2%	1,0%

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
Proportion des ménages ayant des individus qui pratiquent l'élevage selon le sexe	Résultat	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Rapport entre le nombre de ménages ayant des individus qui pratiquent l'élevage et le nombre total de ménages X 100	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	44,8 %	31,2%
								F	45,0 %	
							Tambacounda	H	27,3 %	
								F	26,2 %	
							Salémata	H	6,8%	
								F	7,9%	
							Kédougou	H	17,2 %	
								F	15,6 %	
Consommation alimentaire										
Part des dépenses alimentaires annuelles des ménages	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Proportion du budget allouée à l'alimentation (céréales, viande, poisson, thé, café, sucre, huile, condiments, boissons, etc.)	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	22,8 %	25,0%
								F	%	
							Tambacounda	H	22,6 %	
								F	%	
							Salémata	H	28,0 %	
								F	%	
							Kédougou	H	26,6 %	
								F		
Diversité alimentaire (bonne) selon le sexe du chef de ménage et	Impact	Enquêtes auprès des ménages, rapports	La diversité du régime alimentaire est définie par le nombre de	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	2%	4,7%
								F	0%	
							Tambacounda	H	1%	
								F	0%	
							Salémata	H	2,3%	

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
les groupes de communes ciblées		d'évaluation, rapports d'études, ...	groupes d'aliments différents consommés pendant les sept derniers jours précédant l'enquête.					F	2,7%	
							Kédougou	H	18,8%	
								F	10,4%	
Groupe de consommation alimentaire pauvre (gsca) selon sexe et les groupes de communes ciblées	Impact	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Groupes d'aliments pris en compte dans le processus de calcul du SCA	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Vélingara	H	38,7%	49,2%
								F	52,9%	
							Tambacounda	H	64,8%	
								F	69,2%	
							Salémata	H	19,1%	
								F	18,6%	
							Kédougou	H	55,9%	
								F	74,0%	
							Vélingara	H	68,4%	
								F	%	
Score de consommation alimentaire inadéquat (SCA)	Impact	Enquêtes auprès des ménages,	L'état de la consommation alimentaire est analysé à	%	Annuelle	Responsable du SE au sein de l'UGP	Tambacounda	H	84,6%	70,0%
								F	%	
								H		
								F		

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE										
Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
pauvre+limite) selon les groupes de communes ciblées		rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	travers le Score de Consommation Alimentaire (SCA). Le SCA est un indicateur proxy de la sécurité alimentaire basé sur la fréquence, la diversité et la qualité de la consommation alimentaire des ménages en calorie et en nutriments.				Salémata	H	86,0	
								F	%	
							Kédougou	H		
								F	57,6	
									%	
Insuffisance pondérale globale chez les enfants	Impact	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Tour de bras < 12,5 cm	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H	7,8%	4,4%
								F		
							Tambacounda	H	6,2%	
								F		
							Salémata	H	2,6%	
								F		
							Kédougou	H	1,0%	
	F									

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
Taux de malnutrition selon le PB chez les enfants (en %) 6-59 mois	Impact	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Mesure du périmètre brachial chez les enfants et chez les femmes	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H F	1,2%	0,90 %
							Tambacounda	H F	1,0%	
							Salémata	H F	0,8%	
							Kédougou	H F	0,5%	
Proportion des enfants malades	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Rapport entre le nombre d'enfants malades sur le nombre total d'enfants	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H F	17,3 %	15,90 %
							Tambacounda	H F	21,0 %	
							Salémata	H F	15,1 %	
							Kédougou	H F	10,0 %	
Proportion des ménages ayant subi des chocs	Impact	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports	Rapport entre le nombre de ménages ayant subi des chocs sur le nombre total de ménages	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H F	11,4 %	4,80 %
							Tambacounda	H F	5,0%	
							Salémata	H F	0,5%	
							Kédougou	H F	2,3%	

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
		d'études, ...								
Proportion des ménages ayant subi des chocs et reçu de l'assistance gratuite	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Rapport entre le nombre de ménages ayant subi des chocs et reçu de l'assistance gratuite sur le nombre de ménages ayant subi des chocs	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H	2,9%	1,2%
								F		
							Tambacounda	H	0,5%	
								F		
Répartition selon le CSI moyen des ménages et les strates	Impact	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Mesure de la fréquence et la sévérité des comportements de consommation alimentaire, adoptés par les ménages pour faire face à des déficits dans leur consommation alimentaire.	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Salémata	H	0,6%	14,5%
								F		
							Kédougou	H	0,8%	
								F		
Score moyen de diversité	Impact	Enquêtes auprès	La diversité du régime	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H		1%
								F		

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires		
alimentaire chez les enfants (en %) de 6 à 59 mois		des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	alimentaire est définie par le nombre de groupes d'aliments différents consommés pendant les sept derniers jours précédant l'enquête. Il permet de classer les ménages en trois groupes : diversité du régime alimentaire basse, moyenne et bonne. c'est le nombre de groupes d'aliments différents consommés durant les sept derniers jours précédant l'enquête.				Tambacou	H	1,3%
							nda	F	
							Salémata	H	1,4%
								F	
							Kédougou	H	0,5%
								F	

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
			L'indicateur développé par IFPRI est utilisé pour analyser la diversité du régime alimentaire des ménages.							
Score de diversité alimentaire faible chez les enfants (en %) de 6 à 59 mois	Impact	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	La diversité du régime alimentaire est définie par le nombre de groupes d'aliments consommés pendant les sept derniers jours précédant l'enquête. Il permet de classer les ménages en trois groupes : diversité du régime	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H	90,0 %	92,5 %
								F		
							Tambacounda	H	94,0 %	
								F		
							Salémata	H	96,0 %	
								F		
							Kédougou	H	90,0 %	
								F		

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
			alimentaire basse, moyenne et bonne. c'est le nombre de groupes d'aliments différents consommés durant les sept derniers jours précédant l'enquête. L'indicateur développé par IFPRI est utilisé pour analyser la diversité du régime alimentaire des ménages.							
Prévalence des différentes formes de malnutrition										
Prévalence de la malnutrition aigüe sévère par groupes de communes	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports	Rapport entre le nombre d'individus souffrant de malnutrition	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H	7,0%	6,6%
							Tambacounda	H	8,8%	
							Salémata	H	5,1%	

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires			
ciblées dans les départements		d'évaluation, rapports d'études, ...	aigue sévère sur le nombre total d'individus X 100					F		
							Kédougou	H	5,0%	
								F		
Prévalence de la malnutrition chronique sévère par groupes de communes ciblées dans les départements	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Rapport entre le nombre d'individus souffrant de malnutrition chronique sévère sur le nombre total d'individus X 100	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H	15,8	20,10 %
								F	%	
							Tambacounda	H	26,5	
								F	%	
							Salémata	H	24,3	
								F	%	
							Kédougou	H	24,3	
								F	%	
Prévalence de l'insuffisance pondérale sévère par groupes de communes ciblées dans les départements	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Données compilées à partir d'enquêtes anthropométriques	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H	18,8	17,8 %
								F	%	
							Tambacounda	H	15,7	
								F	%	
							Salémata	H	16,4	
								F	%	
							Kédougou	H	17,7	
								F	%	
Autonomisation de femmes, leadership & pouvoir										
	Effet			%	Annelle		Vélingara	H	87,7 %	

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires		
Prise de décision concernant l'utilisation des ressources selon les communes et le sexe		Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Rapport entre le nombre de décisions prises par un sexe donné concernant l'utilisation des ressources sur le nombre total de décisions à prendre concernant l'utilisation des ressources X100			Responsable S/E au sein de l'UGP		F	6,9%
								H/F	5,4%
							Tambacounda	H	93,2%
								F	6,1%
								H/F	0,7%
							Salémata	H	76,2%
								F	9,0%
								H/F	14,8%
							Kédougou	H	62,8%
								F	7,4%
								H/F	29,7%
Prise de décision concernant la contraction des dettes selon les communes et le sexe	Effet	Enquêtes auprès des ménages, rapports d'évaluation, rapports d'études, ...	Rapport entre le nombre de décisions prises par un sexe donné sur le nombre total de décisions à prendre X100	%	Annelle	Responsable S/E au sein de l'UGP	Vélingara	H	78,3%
								F	12,2%
								H/F	9,5%
							Tambacounda	H	93,0%
								F	6,7%
								H/F	,4%
							Salémata	H	74,2%

CADRE DE SUIVI DES INDICATEURS DE PERFORMANCE									
Intitulé de l'indicateur	Type	Source	Méthode de calcul	Unité de mesure	Périodicité	Responsable	Valeur de référence (2016) au niveau de communes prioritaires		
								F	9,3%
								H/F	16,5 %
							Kédougou	H	63,5 %
								F	9,0%
								H/F	27,5 %

XIV. CADRE DE SUIVI / EVALUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE : HYPOTHESES CRITIQUES & COUTS ASSOCIES

Les responsables du suivi/évaluation du projet BEYDAARE devront régulièrement (annuellement ou bi-annuellement) revisiter les hypothèses critiques sur lesquelles repose la mise en œuvre du projet. Cette revue est généralement faite lors des réunions avec les parties prenantes. Les conditions critiques majeures sont les suivantes :

- de faibles capacités de gestion et d'absorption des crédits par l'Unité de gestion ;
- la sécurisation et la disponibilité du financement du projet ;
- la volonté de collaboration avec le projet des bénéficiaires et des autorités politiques ;
- l'absence de conflits armés dans la zone du projet.

Les couts associés au pilotage du système de suivi évaluation sont justifiés par :

- les opérations régulières de collecte de données primaires ou secondaires pour renseigner les indicateurs ;
- les réunions du comité des parties prenantes afin de discuter du projet et revisiter les conditions critiques et de prendre les mesures correctives

Le tableau suivant récapitule les différents coûts associés

Rubrique	Coûts en francs CFA					Total
	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	
Enquêtes auprès des ménages	25000000	15000000	15000000	15000000	15000000	85000000
Collecte de données auprès des informateurs clés	10000000	10000000	10000000	10000000	10000000	50000000
Collecte de données secondaires	15000000	15000000	15000000	15000000	15000000	75000000

Rubrique	Coûts en francs CFA					Total
	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	
Réunion des parties prenantes	7000000	7000000	7000000	7000000	7000000	35000000
Evaluations (internes et externes)	15000000	15000000	12500000	15000000	12500000	70000000
Autres coûts	18000000	10000000	20000000	10000000	20000000	78000000
TOTAL	90 000 000	72 000 000	79 500 000	72 000 000	79 500 000	393 000 000